

ISSN 0013-1423

L'ÉDUCATION

hebdo



SPÉCIAL NORD PAS-DE-CALAIS

n° 483/484 ■ 10 F ■ M 1477

remorque Franc

... ce n'est pas un ou deux modèles fabriqués « à la sauvette »
mais **une gamme de 245** remorques différentes
de 200 à 3 500 kg

1er prix (en kit à peindre) : **750 F ttc**

nos ferrures d'attelage voiture à partir de **200 F ttc**

service après vente assuré...

remorque Franc océan



- plus de 60 dépôts en France
- catalogue gratuit sur demande

remorque Franc océan — 49170 Saint-Georges-sur-Loire
Tél. : (41) 41-10-55 (5 lignes)

n° 483/84 / 11 mars 1982

2 entre mer et terrils

2 Béthune 24 mars : « Rencontre » de l'éducation

le poids des réalités

6 assurer le renouveau régional, entretien avec Noël Josèphe, député du Pas-de-Calais, président du Conseil régional du Nord/Pas-de-Calais

8 la bataille contre l'échec, par André Caudron

12 coup d'œil sur l'économie, par Pierre Delmon

éducations et différences

16 il ne faut pas désespérer Boulogne, par Jean-Pierre Vélis

19 petit marinier deviendra grand, par Isabelle Leclercq

22 vivre autrement, par Michaëla Bobasch

25 l'école pour gommer le handicap, par Isabelle Leclercq

28 terre d'immigration, par Michaëla Bobasch

31 les paris de Valenciennes, par André Caudron

34 ouvrir l'horizon minier, par Nicole Gauthier

cultures et quotidiens

38 mon Nord perdu, par Louis Porcher

40 la culture pour soleil, par Nicole Gauthier

41 l'image de la Ligue, par Gaston Cousseau

44 sur les planches, par Pierre-Bernard Marquet

46 couleurs du Nord, par Hubert Haddad

49 terreau d'écriture, par Ignace Flaczynski

52 au bord du « dernier terrain vague », par Pierre-Bernard Marquet et Jean-Pierre Vélis

55 les cousins de Belgique, par André Caudron

56 les promesses d'un écomusée, par Jean-Pierre Vélis

à votre service

60 au B.O. ; agenda

photos — p. 3 : Aérophoto/Roger-Viollet ; p. 12, 17 et 53 : CAP/Viollet ; p. 18 : Vincent/Rapho ; p. 22 : de Sazo/Rapho ; p. 25 et 26 : Isabelle Leclercq ; p. 34 : J. Pavlovsky/Rapho ; p. 36 : Pierre Michaud/Rapho, CAPEP ; p. 39 : Presse-Sport ; p. 40 : Phelps/Rapho ; p. 44 : Gérard Rouy, Enguerand ; p. 45 : René Jacques, Claudine Hugro ; p. 50 : Harlingue/Viollet ; p. 54 : ND/Viollet ; p. 55 : Lapad/Viollet.

'éducation

fondée en 1945
par **Gustave Monod et Louis Cros**

Hebdomadaire publié par « L'éducation », association sans but lucratif qui réunit les fondateurs — l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique, Education et Echanges, le Comité de liaison pour l'éducation nouvelle — et les auteurs et lecteurs adhérant à titre individuel.

direction

directeur : André Lichnerowicz ; administrateur délégué : Léon Silveréano.

rédaction

rédacteur en chef : Maurice Guillot ; rédacteur en chef adjoint : Jean-Pierre Vélis ; conseiller pédagogique : Louis Porcher ; secrétariat de rédaction : Suzanne Adelis, Michel Bonnemayre ; informations : Michaëla Bobasch, Nicole Gauthier, René Guy ; documentation : Pierre Ferran, chef de rubrique - Bernard Blot, Christian Cousin, Claudine Dannequin, William Grossin, Yves Guyot, François

Mariet, Claire Méral, Claude Moreau, Jerry Pocztar - Marie-Claude Krausz (agenda) ; lettres, arts, spectacles : Bernard Blanc, Jacques Chevallier, Jacques Erwan, Etienne Fuzellier, Hubert Haddad, Raymond Laubreaux, Pierre-Bernard Marquet, Georges Rouveyre ; correspondants : Elisabeth de Blasi, André Caudron, Odile Cimetière, Yves Mary, Pierre Rappo, Jean-Jacques Schaettel, Gérard Sénéca ; dessinateur : François Castan.

publicité - développement

Martine Cadas, Francisca Sol.

conseil d'administration de l'association éditrice

bureau : André Lichnerowicz, président ; Pierre Chevallier, vice-président ; Georges Belbenoit et Léon Silveréano, secrétaires généraux ; Yves Malécol, trésorier ; Robert Mandra, Robert Mélet, Philippe Vianay.

membres : Lazarine Bergeret, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Hélène Beyhaut, Anne-Marie Franchi, Emile

Gracia, Lucien Géminard, Michel Gevrey, Colette Magnier, Georges Petit, Raymond Toraille, Yvette Servin.

rédaction, publicité, annonces

2, rue Chauveau-Lagarde - 75008 Paris
Tél. : 266-69-20/21/67

abonnements

215, boulevard MacDonald - 75019 Paris
Tél. : 508-24-26

le numéro : 8 F ; numéro spécial : 10 F
abonnement annuel : France 160 F ; étranger 200 F (CCP 31-680-34 La Source).

Pour tout changement d'adresse, joindre une bande d'expédition et 3,20 F en timbres

Entre mer

Notre dernier numéro spécial se faisait le porteur des espoirs et des craintes de toutes les régions, face à cette décentralisation tant attendue. Raison de plus pour que **l'éducation** poursuive cette action éclatée qu'elle entend mener depuis quelques années. Après Rennes, après Bordeaux, la troisième « Rencontre » aura lieu à Béthune, dans le Pas-de-Calais, le 24 mars prochain, sur le thème « Formation professionnelle et essor régional ». Comme pour les « Rencontres » précédentes, ce numéro spécial est donc destiné à donner le reflet d'une région, celle du Nord/Pas-de-Calais. Dans sa diversité industrielle, maritime, rurale, conjuguant la mauvaise réputation de son climat et de son environnement, le Nord/Pas-de-Calais, atteint plus tôt que d'autres régions par la crise, cherche un nouveau souffle. Éducation et culture comptent parmi les principales armes de cette renaissance. Et puis il y a les femmes et les hommes pétris par ce pays et ceux, particulièrement nombreux ici, qui l'ont choisi pour terre d'accueil, à qui nous donnons la parole.

Il faut bien mettre en exergue la formule d'usage : nous n'avons pas, en quelques coups de plume et quelques images fugitives, la prétention d'en faire un portrait exhaustif, il s'en faut. Mais nous pensons que ce périple entre dunes et bocage, entre plaine et terroirs, montrera s'il en est besoin que, aguerris par les vents qui le battent, le Nord/Pas-de-Calais reste debout sous la bourrasque économique.

et terroirs

troisième Rencontre de « l'éducation »

Béthune
24 mars 1982

**formation
professionnelle
et essor
régional**

Inscrivez-vous **avant le 20 mars**
à cette Rencontre
qui se tiendra
à la Maison des jeunes
et d'éducation populaire
(avenue de Rome,
ZUP de Béthune).
Son programme a été publié
dans notre n° 482

L'ajustement de la formation professionnelle au développement économique, aux besoins exprimés par le marché du travail, ainsi qu'aux aspirations et aux possibilités des hommes n'a jamais été un problème simple. Il n'a d'ailleurs, jusqu'à présent, jamais trouvé de solution satisfaisante. La régionalisation permettra-t-elle d'améliorer cette situation ? A quelles conditions et pour quelles fins ?

C'est à cette réflexion que sera consacrée notre troisième Rencontre de **l'éducation**, après celles de Rennes et de Bordeaux. Le but de cette journée n'est pas de s'enfermer dans les préoccupations du Nord/Pas-de-Calais et de proposer, en quelques heures, des solutions-miracles. Il s'agit plutôt de tirer parti d'une expérience régionale riche, pressante et souvent douloureuse pour tenter d'aller plus loin dans la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et éducatifs, afin que cette réflexion approfondie puisse aussi servir aux autres régions.

Pour cela nous avons prévu trois groupes de travail.

Le premier s'interrogera sur **les niveaux de formation et les besoins régionaux**. Dans l'éventail des tâches, des qualifications entre la production et la préparation des hommes au travail, à court et à long terme ? La formation doit-elle être soumise aux besoins ou, à l'inverse, n'est-ce pas elle qui en partie les détermine ? Est-il plus facile, dans le cadre régional, d'apprécier à l'avance les variations des besoins et d'y répondre par l'orientation et la formation ? Est-il souhaitable que l'appréciation des ressources humaines et des besoins économiques d'une région déterminent totalement les caractères de la formation professionnelle ? Ou bien des correctifs interrégionaux ou nationaux doivent-ils intervenir ? Lesquels et comment ?

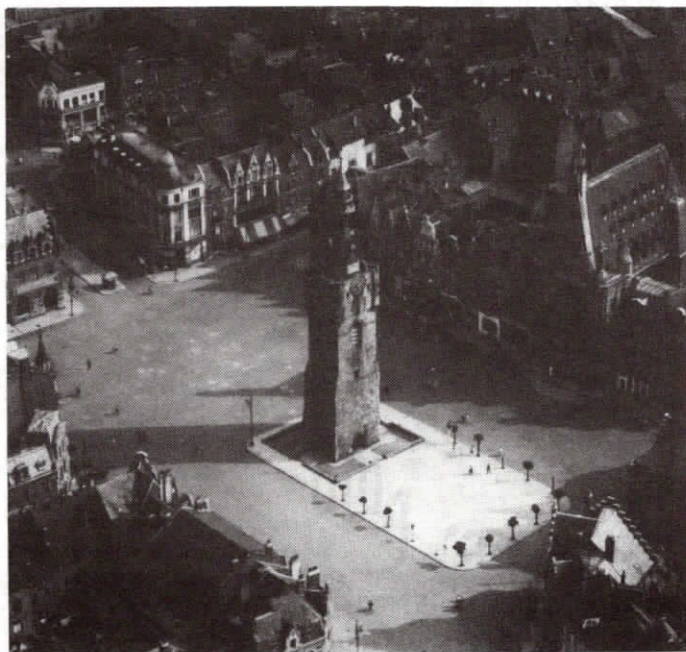
Le second groupe consacrera ses travaux à **la nature des formations** et à **l'évolution régionale**, c'est-à-dire plus spécifiquement aux contenus et aux méthodes de formation. La région du Nord/Pas-de-Calais a connu avec les charbonna-

ges, la sidérurgie, les textiles en particulier, des mutations économiques brutales et dramatiques. De façon moins spectaculaire, mais aussi inéluctable, tous les secteurs d'activité évoluent et contraignent à de constantes adaptations. Comment la formation professionnelle doit-elle être conçue pour les rendre possibles et aisées ? Part de la formation scolaire et de la formation en cours d'activité ? Part de la formation générale et des formations techniques spécialisées ? Rôles respectifs de la nature des formations sur l'évolution régionale et, à l'inverse, de l'évolution sur les formations ?

Le troisième groupe abordera ces problèmes du point de vue de la personne qui tente de concilier l'heureuse réalisation de son existence avec les nécessités professionnelles. C'est tout le champ de ce que l'on appelle **la formation permanente** au cours de la vie active, qu'il s'agisse de **l'entretien** des connaissances et des compétences, de la **promotion individuelle** et de la **reconversion** en cas de changement souhaité ou provoqué. Comment concevoir et faciliter cette évolution personnelle au cours de la vie ? Doit-elle être conçue comme une démarche individuelle ou dans le cadre et la dynamique d'une volonté collective ? Comment éviter que les possibilités de formation soient contredites par les contraintes du marché du travail, et que les chances offertes à chacun de se valoriser ne soient déçues par le manque d'emploi, ou l'indifférence ?

Ces questions sont familières aux populations du Nord/Pas-de-Calais. Elles leur ont été posées, au fil des années, de façon très concrète, durement. La pause de réflexion que veut être notre rencontre doit être l'occasion d'un approfondissement du débat très général que l'inquiétude provoque dans toutes les régions, lorsque les hommes s'interrogent sur leur rôle et leur participation consciente à la construction de l'avenir.

□



NOM PRÉNOM

ADRESSE

groupe n° 1 : Niveaux de formation
et besoins régionaux

groupe n° 2 : Nature des formations
et évolution régionale

groupe n° 3 : Formation permanente :
entretien, promotion, reconversion

Droit d'inscription 10 F
Inscription + déjeuner 60 F

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **l'éducation** (2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris) ou de la **FOL du Pas-de-Calais** (1, rue Nationale, 62131 Werquin).

RÉGIONALISATION

DÉJÀ NOTRE RÉGION EXISTE

AMÉNAGEMENT RURAL

97 millions de F
consacrés à conforter une des activités
de base de notre région, l'agriculture.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TRANSPORT

401 millions de F
principale réalisation : Le TCR, 6 millions
d'heures économisées par les usagers.
10 axes ferroviaires réorganisés.
800 000 heures de travail pour le
valenciennois. Rocade minière -
autoroute Lille/Valenciennes -
valorisation des voies navigables.

FORMATION

40 millions de F
un résultat : 15 000 adultes formés de
1974 à 1979. Université pour tous.

HABITAT-LOGEMENT

117 millions de F
pour le logement social :
270 000 logements neufs.
40 000 réhabilitations. 14 000 emplois
directs assurés. 1 000 travailleurs
spécialement formés. 1980 : démarrage
du programme habitat-logement.

ACTION SOCIALE ET SANITAIRE

165 millions de F
ont été nécessaires pour donner sa
place à notre région : suppression de
salles communes - 24 nouveaux
établissements médicalisés (2 500 lits).
Réseau renforcé pour les maternités.
création de maternités à risques.
2 scanners au CHR - efforts spécifiques
pour les handicapés et le 3^e âge.

RECHERCHE

49 millions de F
pour faire de la région le 3^e pôle français
de recherche. Création du comité
régional consultatif de la Recherche.

AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISES-EMPLOIS

66 millions de F
un effort limité dans un domaine où les
moyens de la Région étaient de par la
loi antérieure, trop restreints. Une priorité
pour l'avenir.

CULTURE

125 millions de F
Pour ouvrir notre Région au monde de
la musique, du théâtre, des arts
plastiques. Pour animer nos villes et
préserver leur patrimoine. Festivals -
musées - centres dramatiques -
orchestre philharmonique - opéra.

LOISIRS ET ENVIRONNEMENT

81 millions de F
pour aménager le bassin minier, créer
des bases de loisirs, aider le tourisme
social, bref pour faire droit au besoin de
nature et d'espace de 4 millions
d'habitants.

ACTION FONCIÈRE

108 millions de F
pour constituer des réserves foncières,
forestières et d'espaces verts, pour aider
les collectivités locales à mieux maîtriser
leur développement dans une région
qui compte 300 habitants/km.

INFORMATION

34 millions de F
afin que chacun soit informé sur le
devenir de la région. Pour mieux la faire
connaître de tous et partout.

Depuis 1974, la Région a permis au Nord - Pas-de-Calais de mieux se défendre et de mieux assumer son destin. Santé, équipements sociaux, logements, transports, formation, aides au développement industriel et à l'emploi, tourisme, loisirs, culture, recherche, protection de l'environnement, aménagement rural : en 7 années plus d'un milliard de francs ont été consacrés au mieux être de notre région. Par ses initiatives, et dans les limites restrictives de la loi de 1972, la Région a démontré combien, dans tous ces

domaines, son rôle est aujourd'hui déterminant. Combien sa liberté de décision et d'action est devenue nécessaire. La loi sur la décentralisation sera votée en 1982 : désormais la politique de la Région sera largement décidée par ses habitants. En 1983 ils éliront l'Assemblée régionale au suffrage universel. Une assemblée qui disposera du pouvoir exécutif régional. C'est un droit nouveau. Une liberté nouvelle, une liberté qui se construira cette année : 1982 sera un nouveau départ pour la Région, pour notre région.

RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS*
1982. Faisons de la région notre région. LE PAYS FRANC



* Conseil Régional, Comité Économique et Social.

La situation scolaire
d'une région est-elle le reflet
de sa situation économique ?
Compte tenu de l'héritage,
du poids du passé,
dans le Nord/Pas-de-Calais,
économie et scolarité sont interdépendantes.
Les chiffres, dans leur langage sévère,
sont là, impitoyables.

A la lumière de ces « pourquoi ? »,
les responsables d'aujourd'hui
cherchent à redonner confiance
à une région en puisant en elle-même
les forces nécessaires à sa reconversion,
à sa réhabilitation. Décentralisation, régionalisation,
responsabilisation, sont les mots magiques
de ce renouveau qui,
comme l'explique le président
du Conseil régional,
ne peut être que l'affaire
de tous.

*Le poids
des réalités*

Économie et éducation
sont les deux
grandes interrogations
auxquelles
Noël Josèphe,
député du Pas-de-Calais,
président
du Conseil régional
du Nord/Pas-de-Calais,
tente d'apporter
les réponses dictées
par le grand sursaut que
la prise de conscience
de la Région
a vu naître en 1974.

• Avec la crise économique, le Nord/Pas-de-Calais traverse depuis quelques années une période difficile. Les priorités que cette situation appelle ne risquent-elles pas de privilégier l'une ou l'autre des zones rurale, industrielle ou maritime qui constituent cette Région ?

Vous connaissez les changements politiques intervenus dans le pays depuis le 10 mai 1981. Deux grandes réformes vont changer fondamentalement les données du problème que vous posez : les nationalisations et la décentralisation. Les nationalisations qui vont permettre de changer les logiques propres au système capitaliste, la décentralisation qui rapprochera les populations des prises de décision, par le biais des élus qu'elles auront choisis et qui seront enfin devenus les décideurs, libérés de la tutelle des préfets sur le plan de la vie collective.

Par ailleurs, vous savez que le gouvernement a décidé d'élaborer un plan quinquennal d'une manière décentralisée pour prendre en compte les problèmes, les besoins et les orientations des régions. Je participe moi-même aux travaux de la Commission centrale de planification mise en place par Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, et je puis vous dire que l'un des enjeux de nos travaux est de faire en sorte justement que les régions constituent un niveau essentiel de planification. Le programme de travail que je propose à cet égard au Conseil régional va permettre d'examiner les situations arrondissement par arrondissement et de veiller aux équilibres internes à notre Région.

• On évoque souvent, à propos de votre Région, la fatalité historique

(Houillères, industries textiles qui géraient la vie des individus) pour expliquer les retards scolaires, les basses qualifications et le manque d'ambition à la formation. Doit-on considérer qu'elle pèse encore sur les générations présentes ?

Sans doute sommes-nous encore contraints par cet héritage dont vous parlez, et nous savons bien par ailleurs que les handicaps culturels des catégories les plus défavorisées ne sont pas tous compensés par la formation. C'est vrai, d'autre part, que la population du Nord/Pas-de-Calais est moins scolarisée que celle de la France entière ; mais longtemps mobilisés par l'activité des grandes industries traditionnelles, les habitants de la Région se trouvent maintenant engagés dans des processus de mutation leur demandant une plus grande maîtrise de la connaissance et de leur environnement. C'est au prix de cet effort, sans doute, que la bataille pour le renouveau du Nord/Pas-de-Calais sera gagnée.

• En 1974, à l'issue du grand colloque sur la Formation permanente dans la Région, Pierre Mauroy demandait un « effort décisif » pour l'enseignement et la formation permanente et un « engagement total » de l'État. Où en est-on aujourd'hui ?

Comme président de la commission « Enseignement et culture » du Conseil régional, présidé alors par M. Pierre Mauroy, je suis intervenu chaque année à la tribune du Conseil pour demander que l'État fasse un effort inégalitaire en faveur du Nord/Pas-de-Calais. D'autre part, la Région en tant qu'établissement public, n'avait alors ni la vocation, ni les moyens de prendre en charge l'en-

**assurer
le renouveau régional**

semble des problèmes de formation. Ce qui est fondamentalement changé aujourd'hui, c'est la place occupée par l'éducation et la formation dans les priorités gouvernementales, et le Conseil régional a manifesté clairement et unanimement son accord pour accompagner l'effort de l'État dans cette direction.

• Tous les spécialistes en matière d'éducation et de formation se sont toujours accordés sur la nécessité pour le Nord/Pas-de-Calais à bénéficier d'actions prioritaires. Sa situation scolaire, en regard du reste de la France, ne dicterait-elle pas que la Région soit une vaste Zone d'éducation prioritaire ?

Vous avez sans doute raison, mais tout cela mérite une approche plus fine au niveau des secteurs scolaires, mais aussi des agglomérations et des établissements. A mon sens, la Région deviendra une vaste zone d'éducation prioritaire à deux conditions : d'abord si nous réussissons à mobiliser l'ensemble des partenaires éducatifs ; ensuite si nous réussissons à donner à la Région les moyens, les hommes, les équipements et le matériel nécessaires.

• La décentralisation va conduire les Régions à mettre en œuvre dans leurs universités des programmes spécifiques en liaison avec la Recherche et le secteur professionnel. Quelles peuvent être ces nouvelles orientations pour le Nord/Pas-de-Calais ?

Depuis 1974, les responsables politiques, économiques et universitaires de notre Région ont facilité le dialogue et les expériences de coopération scientifique ou technique. Depuis 1974, l'Établissement public

régional a inscrit plusieurs dizaines de millions de francs au financement d'équipes de recherche et d'équipements. Cependant, le potentiel régional de recherche, s'il s'est amélioré, accuse un énorme retard pour assurer le renouveau régional. Il nous faut renforcer les équipes existantes ; créer et attirer dans la Région de nouvelles équipes ; créer de nouveaux centres de recherche ; favoriser l'intervention de la recherche sur son environnement socio-économique en développant des structures relais qui sont une condition du redémarrage de la recherche industrielle.

• Lille est un bastion des universités catholiques. Dans le cadre du grand service public, unifié et laïque que doit être l'Éducation nationale, comment envisagez-vous les rapports futurs des universités ?

En tant que président du Conseil régional, je considère que dans le cadre du grand service public de l'Éducation nationale, les universités doivent s'ouvrir davantage aux adultes et que les liens entre les universités et la Région doivent être plus étroits, et notamment au plan des ambitions qui sont les nôtres en matière de formation, de recherche et de vie culturelle.

• Le Nord/Pas-de-Calais a toujours été une grande région d'immigration, immigration longue allant même jusqu'à l'intégration. Comment la Région peut-elle améliorer la réponse aux problèmes socio-éducatifs qui se posent en ce domaine ?

C'est vrai que les industries traditionnelles du Nord/Pas-de-Calais ont généré un fort courant d'immigration et que nombre de villes de notre

Région connaissent des taux de population immigrée très importants. Mais la réponse à votre question est multiple. Aux problèmes éducatifs, pris en compte d'ailleurs dans le cadre du projet de mise en place de zones d'éducation prioritaire, s'ajoutent ceux liés au cadre de vie et ceux de l'action sanitaire et sociale. La procédure des contrats du plan définie dans le cadre du plan intérimaire nous permettra d'aborder enfin les problèmes d'une manière globale, notamment dans les secteurs de la Région les plus concernés par le problème.

• Comment envisagez-vous les grandes lignes de votre action quant à l'avenir de la situation éducative du Nord/Pas-de-Calais dans le contexte économique nouveau d'aujourd'hui ?

Je vous disais que la situation était différente aujourd'hui. Jusqu'alors nous n'avions jamais été entendus. Nous savons maintenant que le gouvernement partage nos choix, notre volonté qui est de participer avec lui à la mise en place d'un grand service public de l'Éducation. Pour répondre précisément à votre question nous engageons un effort considérable sur le plan des constructions scolaires du second degré, du renouvellement du parc des machines-outils des LEP de l'académie, des équipements sportifs. Enfin la Région soutiendra le plan qui sera mis en œuvre dès le deuxième semestre 1982 par le ministère de la Formation professionnelle et qui vise l'insertion professionnelle des jeunes dans les différents secteurs géographiques de la Région concernée.

**Propos recueillis par
Maurice Guillot**

la bataille contre l'échec

*enrichir l'environnement culturel :
à Lille, les « scolaires » au musée
et lors d'une « opération couleurs » dans le quartier de Wazemmes ;
page suivante, au conservatoire du quartier des Bois-Blancs
et à la bibliothèque municipale annexe de la vieille ville.*

LA PUBLICATION d'une étude sur « les retards scolaires à Roubaix » en 1980 suscite l'effet d'une petite bombe. Ce document minutieux établi quartier par quartier, école par école, à la demande de la municipalité, projetait une lumière crue sur un phénomène qui n'était pas particulier à la capitale du textile mais prenait là le plus d'ampleur. Environ un élève sur deux, à Roubaix, souffrait de retard scolaire. A l'entrée en sixième, 58 % des enfants avaient en 1978 dépassé l'âge « normal ».

Dans les milieux d'enseignants ces révélations publiques furent mal ressenties, comme s'il s'agissait d'une accusation implicite mettant en cause la compétence et le dévouement des maîtres. En fait, la Mission pour la promotion de l'éducation permanente, animée par un adjoint au maire lui-même professeur, Gérard Debouverie, n'avait pas voulu jeter l'anathème sur le corps enseignant mais « étudier les causes » essentiellement socio-économiques et culturelles et « proposer des remèdes ».

Désormais on ne se voile plus la face dans l'académie de Lille devant les chiffres que le nouveau recteur,

Claude Durand-Prinborgne, devenu en six mois un défenseur acharné de la Région, n'hésite pas à qualifier d'« atroces ». Peu après la rentrée de septembre dernier, devant les inspecteurs départementaux, les conseillers pédagogiques, les directeurs d'application du Pas-de-Calais rassemblés à Arras, le recteur mesurait la gravité des retards dans son académie, la seconde en importance par les effectifs scolarisés après Versailles si on excepte Paris, et l'une des plus mal loties quant aux résultats.

L'école maternelle n'a pas vraiment joué le rôle de démocratisation qu'on en attendait. Le taux de scolarisation à deux ans en effet est ici l'un des plus élevés de France : 46,40 % en 1980-1981 (moyenne nationale : 35,80 %). Les enfants de trois ans fréquentent presque tous l'école (92,20 % pour 89,90 % sur l'ensemble du pays).

Mais au cours préparatoire, 16,80 % des élèves ont déjà un an de retard et 3,60 % deux ans. Au CM 2, un élève sur deux est au niveau normal. A l'entrée en classe de sixième, le retard est d'un an pour 30,80 % des enfants, de deux ans pour

16,10 %, de trois ans pour 1,30 %. Au total, plus de 48 % des élèves de sixième sont en retard.

Rien d'étonnant à ce que le second cycle long ne scolarise dans l'académie de Lille que 36,7 % des quinze-vingt ans (moyenne nationale : 42,3 %). Une étude du ministère de l'Éducation sur les « Disparités régionales dans l'accès au baccalauréat en 1978 » donnait à Lille l'avant-dernière position avec 19,53 % de bacheliers pour une génération (France : 25,32 %). L'académie d'Amiens détient la lanterne rouge.

Cette avalanche de statistiques peu réjouissantes décrit objectivement une situation héritée d'un passé où la prospérité économique reposait sur une main-d'œuvre numériquement importante aux emplois peu qualifiés. Dans l'industrie textile et la sidérurgie, les mines de charbon et l'agriculture, les jeunes étaient assurés d'être embauchés très tôt sans difficultés. Leur maigre salaire constituait un appoint attendu avec impatience par



les familles nombreuses.

L'arrivée massive de flots d'immigrants depuis le milieu du XIX^e siècle a renforcé cette fatalité sociologique rendant souvent vaines ou absentes les aspirations individuelles aux promotions sociales. Pendant longtemps, l'intérêt des études secondaires, à fortiori supérieures, n'a pas été suffisamment ressenti dans une population où les classes moyennes peu étoffées ne jouaient guère un rôle d'incitation et où la grande bourgeoisie elle-même préférerait, pour les siens, la formation sur le tas aux cursus universitaires.

Aujourd'hui, l'attrait de l'enseignement technologique court auprès des familles aux revenus modestes ne s'explique pas seulement par des contraintes d'orientation et des nécessités financières. Il est la suite logique d'un état d'esprit plus ancien né du milieu économique. A chaque rentrée on voit, contrairement aux prévisions, plusieurs milliers d'élèves supplémentaires débarquer dans les LEP.

Cet afflux ne serait qu'un petit mal si tous achevaient leurs études. Malheureusement, le « déchet » est con-

sidérable. Selon des estimations, quatre mille cinq cents jeunes de l'académie de Lille quitteront en juin 1982 le système scolaire sans aucune formation professionnelle (les voies de garage que sont devenues les CPPN ont reçu, en 1980, 26,6 % des élèves de quatrième contre 18,7 % pour l'ensemble de la France). Après une année de CAP, neuf mille neuf cents autres abandonneront le LEP, leurs seize ans accomplis. Pour sept mille trois cents sortis à la fin du cycle court mais sans diplôme, onze mille trois cents enfin partiront avec le CAP ou le BEP en poche.

L'hémorragie chronique des LEP est étroitement liée aux retards scolaires, cause d'échec. La sous-scolarisation de la Région n'a pas encore trouvé de remède très efficace. A Roubaix, 72 % de la population scolaire de dix-sept ans ou plus n'ont soit aucun diplôme soit que le certificat d'études primaires. Niveau CAP : 10 %. On peut rapprocher ces proportions de la part que représentent les travailleurs de condition sociale modeste (ouvriers, employés, personnels de service) dans cette ville :

76,3 % de la population active.

Pris dans un engrenage, le Nord/Pas-de-Calais est tributaire des autres régions quant à la « matière grise ». La tradition fait que peu des siens se destinent à la Fonction publique. Dans l'enseignement même, elle n'est excédentaire qu'en professeurs de certaines disciplines techniques. En lettres surtout, il lui faut compter non sans mal sur l'apport extérieur. Des maîtres auxiliaires jeunes, peu formés, ont constitué longtemps une part importante du corps enseignant ; ils restent nombreux, notamment dans les LEP. Chaque année, tous les certifiés et agrégés nommés dans l'académie de Lille, et généralement originaires du « sud de la Loire », ne rejoignent pas. En septembre dernier, cent trente sur quatre cents n'ont pas occupé leur poste. Dans le lot des arrivants, combien « montent » au Nord avec « des pieds de plomb » et une seule hâte : regagner, dès que possible, leur région ! Certains établissements ont



vu, des années durant, leur personnel enseignant renouvelé de moitié à chaque rentrée.

Récemment en visite à Calais, le Premier ministre, Pierre Mauroy, a eu des mots durs pour les manifestants du « Comité anti-exil ». Le recteur venu de Nantes s'irrite que l'on puisse considérer une nomination dans le Nord/Pas-de-Calais comme une sorte de déportation. Cette Région est l'une des rares à offrir encore d'assez larges possibilités de recrutement.

Quoi qu'il en soit, l'excessive mobilité de nombreux professeurs, leur manque d'insertion dans le milieu local ne sont pas des bienfaits pour la population scolaire. Le ministre Alain Savary, de passage sur la côte en janvier, s'est vu remettre un document intitulé « Étudier, vivre, travailler autrement à Dunkerque ». La section du SGEN-CFDT voit dans une « politique de stabilisation du corps enseignant » l'un des moyens de lutte contre l'échec scolaire.

Dans une région aussi vulnérable où on ne peut accomplir une réindustrialisation et une solide politique de l'emploi sans développement de la

formation, les objectifs fixés par Alain Savary devaient rencontrer un écho des plus favorables. Il est vrai que, dès 1972, la CFDT ici-même préconisait la stratégie des « zones prioritaires ».

Antérieurement déjà, les moyens d'un « soutien lourd » avaient été accordés à quarante-neuf collèges de l'académie de Lille. A la dernière rentrée, le collectif budgétaire permettait d'y ajouter trente-cinq autres. Leur choix était déterminé en fonction de certains critères dont les retards scolaires dans trois zones de « haut risque » : le bassin minier, le littoral, la communauté urbaine de Lille (avec Roubaix-Tourcoing).

Les critères ont ensuite été affinés avant même l'apparition de la circulaire ministérielle du 28 décembre sur les « zones prioritaires et programmes d'éducation prioritaires ». L'analyse a conduit à relativiser le poids de certains facteurs comme l'origine étrangère, supposée plus déterminante au départ.

Une série de réunions avec les directions d'autres services ministériels (Équipement, Agriculture, Action sanitaire et sociale, Solidarité, Temps libre, Jeunesse et Sports) a précédé une vaste consultation d'organisations diverses dont les syndicats d'enseignants et d'instances politiques départementales ou régionales. L'étude des collèges sur quatre années, enfin, a permis au recteur de les classer en neuf groupes depuis l'établissement « à environnement favorisé et à rendement scolaire élevé » jusqu'à celui qui cumule l'environnement défavorisé avec un rendement faible. Ce dernier justifie de toute évidence son inscription en zone prioritaire.

Faut-il ou non diffuser la liste des établissements où le cumul des critères fait apparaître une situation de « risques » ? Deux positions inverses se manifestent à cet égard. Les uns assurent qu'il vaut mieux rester discret pour ne point provoquer de réactions de défense ou de mise en ghetto. Les autres sont partisans de la clarté, même brutale, afin de mieux mobiliser les énergies. Le recteur du moins n'a rien caché aux élus : « A

eux comme aux enseignants, dit-il, de prendre leurs responsabilités.»

Les dernières semaines, on a vu une municipalité, celle de Villeneuve-d'Ascq, réclamer, sans succès d'ailleurs, l'admission de sa commune en zone prioritaire. C'est pour l'instant une prise de position isolée. Les syndicats, sauf le SGEN bien entendu, parlent peu des ZEP au grand jour, sinon pour exprimer la vieille crainte que ce ne soit l'occasion de « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». A quoi le recteur Durand-Prinborgne rétorque qu'il n'est plus question de « redéploiement ». En général, les établissements garderont les mêmes moyens à la rentrée de 1982. La cinquantaine de certifiés et trente-quatre documentalistes destinés aux collèges prioritaires sont des « postes frais ».

Ces collègues ont reçu la lettre du recteur les informant qu'ils disposeraient de moyens supplémentaires connus avant les vacances d'été s'ils établissaient un projet éducatif dans un délai de deux mois — échéance que certains estiment « un peu active » — c'est-à-dire pour la fin du mois de mars. « Sans projet, il n'y aura pas d'attribution exceptionnelle : le contrat sera clair ; on fera le point dans deux ans. Si le projet ne réussit pas, les moyens seront retirés. »

Selon le recteur, la préparation des projets met en œuvre trois techniques différentes : le projet sera interne à l'établissement, ou il se montrera ouvert vers l'extérieur sous forme de PAE ou encore il associera les organisations syndicales ouvrières, les mouvements associatifs et les élus.

Sur le terrain, l'attitude des parties concernées est variable. Ici ce sont les élus qui freinent ; là ce sont les enseignants. Les différences de comportement montrent que l'homogénéité au sein de tel ou tel syndicat n'est pas aussi grande qu'on voudrait le croire. Des municipalités envisagent un contrat de solidarité permettant aux associations de mettre leurs permanents, en partie, à la disposition des milieux scolaires.

Sans doute est-ce une chance pour

la Région que la demande soit très forte de la part des musées, des groupes de théâtre et de musique pour prendre en charge les enfants. Cette offre répond aux vœux du recteur.

« Si l'on veut, dit-il, aller jusqu'aux racines profondes de l'inégalité, c'est au social qu'il faut toucher. Il faut apporter aux enfants l'environnement socio-culturel qui leur fait défaut, par des cycles de théâtre, des activités sportives, une initiation musicale et littéraire. Bref, créer une animation proche de celle des mouvements de jeunesse. Les élèves pourraient être dispensés de certains enseignements. Que l'on casse, si nécessaire, la monotonie de l'école ! Si chacun veut défendre son pré carré, nous n'en sortirons pas. Il faut accepter de sortir des schémas anciens. »

» Chez les enseignants comme chez les chefs d'établissement, les uns partiront, les autres pas... Il y a des gens en avant de la musique et d'autres qui ne suivent pas le pas de la troupe. A partir d'une dizaine d'expériences réussies — sur trois cents établissements — cette année, on en fera vingt l'année suivante, puis quarante... »

Faut-il considérer comme « en avant de la musique » ou « au pas de la troupe » ce groupe du SGEN de Roubaix-Tourcoing-Wattrelos qui vient de sortir en brochure de quarante pages ses « Propositions pour

une zone d'éducation prioritaire » ?

« Il faudra, est-il écrit, vaincre des obstacles : routine administrative, mentalités conservatrices... La ZEP est le cadre d'une politique cohérente et globale articulant formation initiale et formation permanente, formation générale et formation professionnelle (beaucoup regrettent que les LEP ne soient pas inclus dans les « zones »).

» La ZEP n'est pas une structure de marginalisation de plus ; ni parc à handicapés, ni sous-école pour sous-élèves ; elle vise à traiter avec des méthodes de choc l'échec massif des élèves. Elle ne peut donc être que provisoire et devra être jugée sur pièces... Il faut d'abord enseigner autrement, reconnaître le droit des écoles de la ZEP à une autonomie réelle vis-à-vis des programmes officiels, en retenant de ces programmes les objectifs essentiels devant être atteints par la masse des élèves, s'attaquer au fossé entre l'école et le vécu culturel des usagers de l'école. »

Ils ne veulent pas « remplacer Beethoven par ACDC, "L'Avare" par "Goldorak" pour faire peuple », mais partir du vécu des élèves pour élargir leur horizon culturel y compris grâce à l'utilisation de la télé. Et puis rendre visite à domicile aux parents qu'ils ne voient jamais, faire de l'école « un des centres culturels du quartier »... Mesures « réalistes, donc réalisables immédiatement d'un coût modique pour la collectivité et, nous l'espérons, efficaces ».

André Caudron

Prix au 1^{er} sept. 1981



750^F TTC
EN KIT A PEINDRE
PTC 260 kg
en 400 kg: **1100^F**

CATALOGUE GRATUIT...
+ de 30 modèles de 200 à 2500kg
le réclamer à :

REMORQUE FRANC OCEAN
49170 S^t GEORGES sur LOIRE
TEL (41) 41-10-55 (5 lignes)

ATTELAGES
VOITURE... **600 kg**
Exemples : livras avec boule
prise et cache boule encadreur
R4 R5 R12 R14 R16
130/ 1510 1100
204 304 305 104
VISA LN 3CV GS GSA

232^F TTC

50 points de VENTE en FRANCE



coup d'œil sur l'économie

LA RÉGION Nord/Pas-de-Calais traverse douloureusement, comme toutes les Régions françaises, la crise économique qui frappe les économies occidentales : les bouleversements du prix de l'énergie, l'émergence de nouveaux pays producteurs, l'introduction toujours plus rapide de nouvelles technologies ont rendu plus aiguës encore les difficultés du processus de conversion industrielle engagé dans la Région depuis près de vingt ans.

Des analyses très détaillées, et bien connues, développent l'évolution de l'économie régionale depuis la dernière guerre : après la période de reconstruction, marquée en particulier dans la Région par la bataille du charbon, on a assisté à un mouvement continu de dégagement d'effectifs dans l'agriculture, l'extraction charbonnière, le textile puis, plus récemment, dans la sidérurgie.

Mais il faut observer que jusqu'au début de la crise contemporaine, dans les années 1974, alors que la population active régionale restait stable, aux alentours d'1,4 million de

personnes, le taux de chômage régional est resté tel que, dans l'ensemble, les emplois perdus étaient, au cours de cette période, compensés, nombre pour nombre, par le développement des activités existantes, la croissance du secteur tertiaire et l'arrivée de nouvelles industries, en particulier l'industrie automobile, à partir des années 1968-1970.

Ce constat éclaire la vitalité dont ont fait preuve les structures économiques régionales, et les chefs d'entreprises, pour compenser les quelque 400 000 emplois perdus entre 1950 et 1975 dans les secteurs précités par 400 000 emplois nouveaux. Cette réaction positive peut également être illustrée par la constitution, en 1967, de l'Association pour l'expansion industrielle, créée par les Houillères nationales du Bassin Nord/Pas-de-Calais, la Chambre régionale de commerce et d'industrie, la Chambre régionale de la sidérurgie et le Comité interprofessionnel social et économique. Cette association témoigne de la volonté de la Région de faire face et l'État a con-

féré à son délégué général le titre de commissaire à la Conversion industrielle, dans le cadre de la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale, reconnaissant ainsi le bien-fondé de cette initiative.

La crise économique mondiale est venue obérer lourdement les premiers résultats positifs de ces actions de conversion et a accentué la dégradation de la situation des piliers traditionnels de l'économie régionale — charbon, textile, aciers —, tout en freinant considérablement le mouvement constaté de création d'emplois notamment par des investisseurs nouveaux. Certes, le bilan de l'action de l'Association pour l'expansion demeure très positif, mais les projets d'investissements se sont raréfiés et la préoccupation de l'existant à préserver s'est faite chaque jour plus forte.

De plus, la Région n'a pu tirer tout le bénéfice des investissements collectifs impressionnants consentis depuis quinze ans : création d'un réseau d'infrastructures de communications exceptionnel (autoroutes et voies rapides, canal à grand gabarit, télécommunications, aéroport de Lille-Lesquin...) irriguant toute la Région, centrale nucléaire de Gravelines, port de Dunkerque assorti d'une zone industrialo-portuaire très dense (sidérurgie, vapo-craqueur...), Ville Nouvelle de Lille-Est, et les exemples pourraient être multipliés. Il faut saluer les efforts accomplis par l'État et les collectivités locales en ce domaine, car cet ensemble d'équipements collectifs, dont la réalisation se poursuit (autoroute A 26 Calais-Reims-Dijon, par exemple) constitue un atout fondamental pour permettre à la Région de retrouver son dynamisme économique lorsque, notamment, nous sortirons de la crise économique mondiale.

C'est qu'il ne faudrait pas résumer la Région Nord/Pas-de-Calais dans l'équation charbon + textile + sidérurgie. Ces trois secteurs n'emploient plus aujourd'hui que 150 000 personnes, alors que la population active régionale est de quelque 1 320 000 personnes employées. La réalité économique régionale se trouve donc, aujourd'hui, exprimée ailleurs que dans ces trois secteurs, dont certes les difficultés pèsent lourde-

ment sur la vie économique et sociale régionale. Mais il faut bien considérer, par exemple, que si Roubaix reste très marquée par l'industrie textile, elle est devenue la capitale européenne de la vente par correspondance dont le développement, exprimé en évolution du chiffre d'affaires, en nombre d'objets quotidiennement expédiés ou en volume d'emplois offerts, est spectaculaire mais très mal connu.

Est également mal connu le développement des industries mécaniques, du verre, de la construction électrique, de la chaudronnerie électro-nucléaire, bref d'un certain nombre de secteurs porteurs d'avenir.

Bien sûr, il ne faut pas nier l'évidence de la crise et son poids sur la vie quotidienne des hommes et des femmes qui en sont frappés, dans leur emploi, notamment les plus jeunes. On recense 170 000 demandeurs d'emploi et le taux de chômage régional se situe en moyenne trois points au-dessus de la moyenne nationale (11 % contre 8,5 %) alors que le taux d'emploi (c'est-à-dire le nombre d'emplois par rapport à la population) est le plus faible de France (34,5 % contre 40 % en moyenne nationale). Dans certains bassins de main-d'œuvre, dans la Région, le taux de chômage atteint 14 % (cas du Calais).

Cette situation de l'emploi vient de la conjonction de deux problèmes que nous affrontons : la conversion de nos activités traditionnelles, et la crise mondiale. Mais elle est également générée par une caractéristique spécifique de la Région, trop mal connue sans doute : la démographie.

Du fait de la Première Guerre mondiale, et de la très rude occupation subie par le Nord/Pas-de-Calais entre 1914 et 1918, les classes creuses y sont plus creuses que dans le reste de la France, et les départs en retraite y sont donc moins nombreux. En revanche, la natalité est demeurée plus forte plus longtemps, ce qui est un signe heureux de vitalité et un gage pour l'avenir, mais implique que la vague démographique se poursuit, dans la Région, au-delà de la moyenne nationale. De la sorte, on estime que, dans les années qui viennent, la population active potentielle va croître de 35 000 personnes.

Cela, bien sûr, pèsera sur le niveau régional de l'emploi. Cela risque également d'accentuer le mouvement d'émigration observé dans la Région depuis quelques années. A cet égard, les enseignements du prochain recensement devront être suivis avec beaucoup d'attention. Mais il est à craindre que le Nord/Pas-de-Calais n'enregistre le départ de certains de ses éléments les mieux formés et les plus dynamiques, se voyant ainsi privé d'une partie, essentielle au regard de l'avenir, de sa substance, sans que des activités régénérant notre tissu économique, en nombre comme en qualité, amènent des catégories nouvelles de population à venir se fixer dans notre Région.

Ce point me semble tout à fait essentiel et le Comité économique et social a saisi, à un certain nombre de reprises, l'occasion que lui fournissait la consultation des Régions par le gouvernement sur quelques points fondamentaux, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette donnée propre à la Région. L'effet des évolutions démographiques sur le marché du travail s'y fera sentir avec quelques années de retard sur la moyenne nationale. Le déséquilibre risque de se poursuivre plus long-

temps et de se traduire par une perte de forces vives essentielles. Pour conjurer cette évolution très dangereuse pour l'avenir de notre Région, le Comité économique et social a appelé de ses vœux qu'une super-priorité soit accordée, par la nation tout entière, à cette Région.

Celle-ci, après chaque conflit mondial, a fourni à la France le charbon, le textile, l'acier, le blé dont elle avait besoin pour se reconstruire. Et le Nord/Pas-de-Calais n'a pas ménagé ses efforts : il faut mesurer au nombre des silicosés, et à leurs souffrances, ce qu'il en a coûté de gagner la bataille du charbon ! Et si la France pouvait se reconstruire, grâce notamment aux efforts de la Région Nord/Pas-de-Calais, celle-ci se mobilisait plus pour développer une structure industrielle issue du XIX^e siècle que pour se doter des industries de l'avenir.

Telles étaient les exigences du moment. Je crois le moment venu de voir la solidarité nationale s'exercer en faveur de notre Région, gage pour le pays d'une grande vocation industrielle.

Pierre Delmon

président du Comité économique et social de la Région Nord/Pas-de-Calais



les éditions ouvrières

J.-F. BOUGEARD

**comprendre
la comptabilité**
générale - analytique - budgétaire

E1	R1
E2	R2

INITIATION A LA GESTION

ig

ÉDITIONS OUVRIÈRES 87, rue de Valenciennes
 F-75013 PARIS

Jean-François BOUGEARD

**COMPRENDRE
LA COMPTABILITE**
générale, analytique, budgétaire

Une méthode nouvelle
de la pratique comptable.

Economie et Humanisme
Collection «Initiation à la gestion»
22252 — 304 pages — 78 F



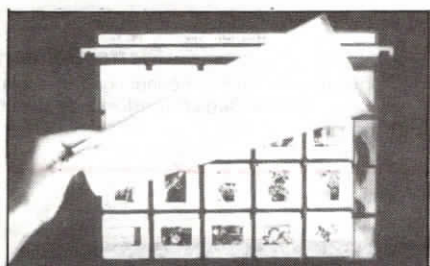
- Théâtre et Musique
 - Activités artistiques et manuelles
 - Articles pour fêtes
 - Arbres de Noël
- Catalogues gratuits sur demande
EXPÉDITIONS POUR TOUS PAYS



LES EDITIONS DU
cep
BEAUJOLAIS
B P 441

69656 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX

TEL. (74) 65-04-30



Pour vos problèmes de

CLASSEMENT
PROTECTION
RECHERCHE RAPIDE

des DIAPOSITIVES, FILMS, PHOTOS,
DISQUES, COURS, DOCUMENTS
DIVERS, nous fabriquons des articles
de classement en matière plastique
« **DANOU-CLASS** »

(en dossiers suspendus ou
albums-classeurs avec feuillets)

NOUVEAUTE :

Classement de cassettes
et classeurs audiovisuels

Documentation gratuite sur demande
DANOU S.A., 4 et 6, pl. Léon-Deubel
75016 PARIS- Tel : 527-56-19 525-88-71

DEMEMAGEMENTS

Paris – Banlieue – Province
Corse – Etranger – Route – Maritime

S.N MONGET

CONDITIONS SPECIALES AUX LECTEURS DE « L'ÉDUCATION »
DEVIS GRATUIT

9, rue Marceau - 92300 LEVALLOIS - 757.66.66

QUE FAIRE APRES LE BACCALAURÉAT ?

LE GROUPE ESSEC

vous propose d'apprendre un métier ouvrant sur :

- DES CARRIERES VIVANTES ET VARIEES
 - UN SECTEUR AUX DEBOUCHES NOMBREUX
- 3 ANNEES D'ETUDES

ECOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

— Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures, vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères, l'EPSCI, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

CONCOURS D'ENTRÉE EN PREMIÈRE ANNÉE :

- 8 juin (écrits) - 23 ou 24 juin (oraux)
- 13 juin (écrits) - 24 septembre (oraux)

— Possibilité d'admission en 2^e année pour les titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle d'enseignement supérieur en Économie, Gestion ou Commerce.

CONCOURS D'ENTRÉE EN SECONDE ANNÉE :

- 20 septembre (écrits) - 1^{er} octobre (oraux)

M Adresse

..... Age

Désire recevoir la documentation de l'EPSCI

EPSCI, B.P. 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX

Tél. : 030-40-57, poste 412-411

l'éducation

Dans le Nord/Pas-de-Calais,
plus qu'ailleurs sans doute,
les reconversions
imposées par les événements
se traduisent à travers l'école,
à travers les structures de formation
et de promotion sociale mises en place.
Que ce soient les espoirs de désenclavement
du Boulonnais, ceux des lycéens
à vivre autrement au cœur du pays minier,
ceux des immigrés à s'intégrer
ou à retrouver leur culture originelle,
ceux encore des handicapés
à pouvoir apprendre comme les autres,
ou ceux de l'école tout court,
tous participent de cette entreprise
à faire, après le creux de la vague,
de leur Nord/Pas-de-Calais
une nouvelle région.

Éducation et différences

Boulogne-sur-Mer
se sent comme une île
au milieu des terres,
une île qui dépérit d'être
depuis trop longtemps
à la dérive, alors
qu'elle pourrait être
la porte marine d'une région
de 4 millions d'habitants

manquera pas de vous en vanter les attraits ; un dépliant touristique ne serait pas pauvre : Boulogne ville industrielle (pêche, sidérurgie, industries de transformation), Boulogne ville d'art et d'histoire (sa « haute ville » et ses remparts, sa basilique et son hôtel de ville), Boulogne et son hovercraft, tête de pont vers l'Angleterre, Boulogne et son littoral, la Côte d'Opale et son festival, etc. La réalité d'aujourd'hui a d'autres accents ; quoi qu'on lise sur la ville, qui que l'on y rencontre, le ton, d'emblée, est

immense — il manque trente-neuf kilomètres pour établir la jonction — mais « on » en a décidé autrement. A Boulogne, en tout cas, on se dit que ça doit bien signifier quelque chose.

D'ailleurs, traditionnellement reliés à Paris via la côte et la Picardie, les Boulonnais ont bien du mal à se sentir du Pas-de-Calais. L'enclavement de Boulogne — que nul ne conteste — ne serait pas géographique mais historique : Boulogne l'oublie. D'ailleurs, ce fameux tunnel

il ne faut pas désespérer Boulogne

EN FRANCE on n'entend pas trop parler de Boulogne-sur-Mer. Au vrai, le premier port de pêche, le deuxième port de voyageurs (pas loin de trois millions de passagers l'an passé), le dixième port de commerce est plutôt discret. S'il défraie la chronique c'est brutalement, presque violemment, comme en été de 1980 où des chalutiers bloquaient son accès, où la ville était ceinturée, trois mille Anglais sur le départ, désarmés ou révoltés, errant dans les rues aux commerces clos. Boulogne se faisait « ville morte » pour rappeler au pays que la mer et le littoral ce n'est pas qu'un lieu de passage, qu'une partie de plaisir estival entre dunes et casino. C'est un lieu pour vivre trois cent soixante-cinq jours par an. On y vit souvent mal. Boulogne, donc : 50 000 habitants, une agglomération de 120 000 personnes. Près de 12 % de la population active sans emploi (14 ou 16 % selon les sources), l'un des taux de chômage les plus élevés de l'Hexagone. Hasard ou concomitance ? : le taux d'échec scolaire (mais c'est vrai de tout le Pas-de-Calais) y est aussi l'un des plus importants.

Bien sûr, le syndicat d'initiative ne

à la revendication. A Boulogne le maître-mot est « enclavement ». Une autre manière de dire que la ville et ses environs sont comme une partie du bout du monde : on y accède difficilement, on n'aspire qu'à en partir.

Est-ce le journaliste de passage, l'ethnologue au petit pied, qui se permet d'affirmer cela ? Non. Même des Boulonnais oublient leur région quand on leur demande de citer leur origine : sur 369 élèves de terminale du lycée Mariette, 42,5 % se déclarent du Pas-de-Calais, 31,16 % sont du Nord, 29,8 % seulement nomment la région boulognaise. Au fait, ils ont peut-être quelques bonnes raisons. Voyez : la métropole régionale n'est pas si éloignée que cela, et pourtant on va plus vite de Lille à Paris que de Lille à Boulogne. Par le train, c'est tout comme, et l'on a plus tôt fait de se rendre à Amiens, la capitale picarde. Décide-t-on de construire une autoroute ? La voici qui file vers Dunkerque, et Calais la proche voisine. Ce n'est pas que l'effort serait

sous la Manche, est-ce à Boulogne qu'on envisage de le faire sortir ? Non, à Calais. Trop, c'est trop : on a fini par s'apercevoir de la défaveur de cette cité et l'on réclame pour elle des mesures spécifiques. Il y a beau temps que son maire socialiste, Guy Lengagne, les réclame lui aussi, et l'on a pris l'habitude de le voir intervenir au Conseil régional pour défendre sa ville. Le Comité économique et social régional, lui aussi, en est convenu : il faut désenclaver Boulogne. Plus loin, c'est toute la Région qui en tirera profit en s'ouvrant sur « le plus grand boulevard maritime du monde ».

Il faut admettre qu'au fil des années Boulogne a été victime de rudes contre-coups. Sidérurgie : les aciéries Paris-Outreau, spécialisées dans le ferromanganèse, ont subi la crise générale ; 1 500 postes de travail y ont été supprimés. L'industrie, elle aussi, a été touchée ; elle a lâché 1 414 personnes. Pêche : elle n'a pas cessé de suivre la pente du déclin, le nombre des chalutiers désarmés augmentant régulièrement. Bref, selon une étude d'août 1980, « en dix ans le nombre de salariés hommes n'aura augmenté que de

624 unités (+ 0,3 %) l'an en moyenne, autant dire sans variation. L'emploi féminin est beaucoup plus favorisé puisqu'on y recense 3 474 postes de plus qu'il y a dix ans (soit + 4,1 % l'an)». Mais l'enclavement résonne ailleurs que dans le seul secteur de l'emploi ; la formation, l'éducation, les activités culturelles s'en ressentent aussi. C'est ce que laisse entendre Christian Lefebvre, président de l'Office municipal de la culture, lorsqu'il écrit : « On a souvent parlé d'"enclavement" de la région bouloonnaise à propos de la médiocrité de ses liaisons routières et ferroviaires. On commence par bonheur à y porter remède. Mais il y a un autre "enclavement" dont les conséquences ne sont pas moindres pour notre économie, je veux parler de "l'enclavement culturel". Qui dira les effets économiques pernicieux de la sous-scolarisation (les jeunes Bouloonnais entreprennent moins souvent des études supérieures que les autres Français), qui montrera la nécessité vitale de l'éducation permanente et qui insistera sur l'obligation de participer aux grands échanges et aux grands courants d'idées ? »



pas sur la longueur des études ».

Guy Vasseur, ancien enseignant, aujourd'hui responsable du Centre culturel et social « Jacques Brel » à Outreau, confirme cette inquiétude : « Depuis des années j'ai pu constater une chute constante des réussites scolaires. Elles proviennent sans doute d'un niveau social bas, d'une jeunesse qui se marginalise et qui abandonne très vite les études. "Pourquoi étudier ?", se disent-ils "qu'on ait des diplômes ou pas, c'est pareil". Ici les CPPN sont remplies ; beaucoup de gosses sont très tôt au contact du travail manuel. Au fond on en arrive à se demander si ceux qui sont sortis plus tôt du système scolaire ne sont pas ceux qui s'en sont le mieux sortis à terme. » Pas facile d'ailleurs d'animer un centre culturel ; expositions, animations, stages, rien n'y fait : « Ceux qui viennent ne sont pas ceux que finalement l'on voudrait vraiment voir venir et pour lesquels les loisirs c'est souvent le bistro. Ceux-là on les touche difficilement. » Enfin, dernier paramètre dans cette approche plutôt pessimiste, les difficultés de langage : il existe un patois bouloonnaise qui se mélange un peu au français et, selon Christian Seillier,

« il y a un réel problème de maîtrise de la langue française ».

Pessimiste ? On ne saurait l'être plus que Jean-Claude Charreter, officier mécanicien de première classe, actuellement directeur de l'École d'apprentissage maritime du Portel (l'une des dix-huit qui existent en France) qu'à Boulogne on appelle couramment l'« École des mousses ». Ancien navigateur, il n'est de retour à terre que depuis deux ans ; il avait un peu perdu le contact avec nos réalités ; sa surprise et son inquiétude sont grandes : « Je n'imaginais pas ça. Quand je vois ce qu'à seize, dix-sept ans, ils sont capables d'écrire, je suis effrayé. Quand je vois leur niveau, j'avoue que c'est la plus triste découverte que j'ai faite depuis vingt-cinq ans. Il y a ici des jeunes qui, à seize ans, sont d'un niveau de 5^e CPPN ! Or ce n'est pas en sortant d'ici, au bout d'une année, qu'un jeune aura vraiment beaucoup progressé. Que va-t-il faire ? Ce n'est pas en naviguant, avec le régime de travail qu'il y a sur les bateaux, qu'il va pouvoir faire quelque chose. Quand il rentre, il va voir les copains, les copines, il a envie de profiter de la vie, de ses quarante-huit heures



ou de ses trois jours à terre : ça n'est pas là encore qu'il va faire quelque chose. Ensuite il va se marier avec une femme qui aura probablement le même niveau que lui. Ils vont faire des gosses qui, à leur tour, ne pourront s'accrocher à rien. Je suis terriblement pessimiste à partir de ce que je vois ici. Je ne parle, bien sûr, que du seul milieu des marins, car je ne sais pas ce qui se passe ailleurs, dans les collèges ou les lycées. Mais puisqu'ici nous prenons les jeunes à seize ans, je ne comprends pas ce qui se passe car ils arrivent tout de même avec treize ans de scolarité derrière eux et ils ne savent rien. J'ai vu un élève, l'année dernière, faire la division de 45 par 3 et trouver 16,8 ! Je ne comprends pas... Sur 72 élèves il y en a à peu près 15, 16 qui sont bons. Mais les autres ? »

M. Barents, qui dirige le Centre de formation professionnelle des industries et du commerce des produits de la mer, dépendant de la Chambre de commerce, n'est pas moins inquiet, qu'il s'agisse ou non de formation d'adultes : « Il nous faut remettre les gens à niveau, dit-il, même, simplement, leur apprendre les quatre opérations ! Il faut tout reprendre à zéro. Ce n'est pas notre rôle, mais nous y sommes obligés si l'on veut donner ne serait-ce qu'un semblant d'éducation, y compris d'éducation civique. » Encore, tous ceux-là sont-ils à peu près assurés d'être, matériellement, sortis d'affaire : qu'ils soient élèves

de l'« École des mousses », qu'ils suivent les cours du Centre de formation des « ouvriers de marée », ils sont presque sûrs de trouver un emploi, les uns comme navigants (nombreux, fils de marins, travailleront avec leurs pères), les autres à terre, dans l'une ou l'autre des entreprises qui assurent la transformation du poisson. Preuve incontestable du succès : le nombre de demandes d'entrées dans ces établissements excède de très loin leurs possibilités d'accueil.

Tout gris, tout noir à Boulogne ? Les possibilités d'avenir ne manquent pourtant pas. Bien des éléments sont là, qui existent déjà ; il suffirait de peu de choses, semble-t-il, pour en faire les bases d'un dynamisme retrouvé qui tire l'évolution vers le haut et non vers le bas, le marasme (le mot revient souvent dans les conversations) de ces récentes années. Les volontés actuelles se sont focalisées sur deux pôles essentiels : à court terme, peut-être pour la fin de cette année, l'installation à Boulogne d'une antenne de l'ENNA d'Arras dont les besoins d'expansion semblent certains. A plus long terme, la création d'un IUT en liaison avec les industries de la mer. Car c'est vrai que, depuis peu, la pêche va mieux. On ne manque pas de citer l'exemple de ces bateaux qui, cette année, ont

dépassé le milliard de chiffre d'affaires. Boulogne détient toujours le « ruban bleu » de la pêche. Par ailleurs, des exemples de reconversion dans l'industrie du froid ont été couronnés de succès. Enfin l'existence de la Station marine de Wimereux (Institut scientifique et technique des pêches maritimes, ISTPM) et son incessant accroissement devraient donner à réfléchir. Chargée d'une double mission, l'enseignement et la recherche, cette Station est, de plus, très implantée localement ; certains secteurs de recherche intéressent directement le Boulonnais. Mais « il faudrait préparer la profession à la reconversion », estime le Pr Richard qui dirige la Station. « Des expériences prouvent le succès de certaines techniques (élevage industriel des moules, par exemple) ; elles sont trois fois plus rentables que les méthodes traditionnelles. L'année prochaine, il faut passer en vraie grandeur. A terme, cette activité est créatrice d'emplois. »

L'intérêt de cette Station est double : à la fois très orientée et spécialisée vers les problèmes du littoral boulonnais, elle peut être aussi une ressource importante pour l'ensemble de la Région et s'épanouir, plus loin encore, en devenant un véritable centre d'accueil régional national, voire international, pour traiter de tous les problèmes d'environnement du littoral. D'ailleurs l'université de Lille I à laquelle, administrativement, elle est rattachée, n'est pas la seule à

utiliser ses locaux, mais d'autres universités y viennent, y compris des universités étrangères (Paris VI, Paris XI, mais aussi l'université de Bochum, celle de Gand, celle d'Anvers). A terme, elle pourrait tenir une place non négligeable dans le cadre de la décentralisation.

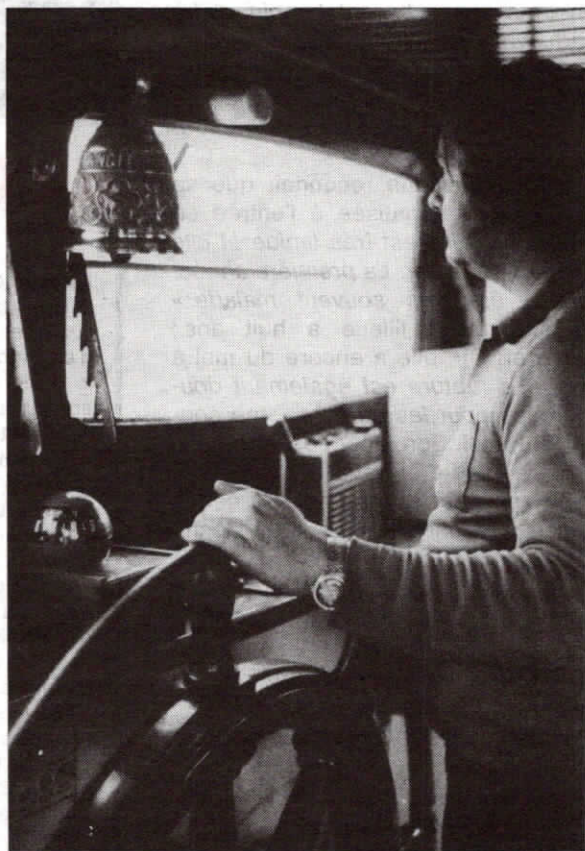
En fait, derrière cette potentialité — bien réelle — peuvent se deviner de plus grands desseins : faire de Boulogne un grand centre international d'exploitation de la mer auquel concourront des branches d'activités diverses et complémentaires : enseignement (un IUT halieutique), recherche (l'ISTPM), pêche et industrie (création d'un grand Centre du froid). Si l'on ajoute le développement touristique et culturel, notamment grâce au festival de la Côte d'Opale ou au développement de l'actuelle Université d'été, le Boulonnais pourrait devenir une zone d'activités riche et dynamique.

On objectera peut-être qu'aborder les problèmes par l'enseignement supérieur ne videra pas les CPPN. C'est à voir : quand le meilleur (quels que soient les critères sélectifs de ce « meilleur ») d'une région est obligé de s'expatrier (à Amiens ou à Lille) pour pouvoir se former, c'est forcément toute la région qui en pâtit. A Boulogne, l'espérance de formation supérieure est limitée à quelques BTS ; quoi d'étonnant à ce que l'ensemble du système de formation, en amont, s'en ressente ? Ce qui vaut à l'échelle d'une nation ne vaudrait-il pas pour une agglomération de 120 000 personnes ? Imagine-t-on le système éducatif français sans enseignement supérieur et sans recherche ? Autant imaginer un corps dont la tête serait, systématiquement, coupée par avance.

C'est un pari auquel Boulogne ne peut, ni ne veut se soumettre. Aujourd'hui s'y installe une « antenne pilote informatique-télématique » : Boulogne est prête à communiquer avec l'ensemble de la Région par des moyens qui outrepassent la route ou la voie ferrée. Mais à quoi serviraient des « télécentres », des « audioconférences » si Boulogne n'avait que son « marasme » à faire partager ? Boulogne veut se mettre à l'heure. Pourvu que l'heure soit « juste ».

Jean-Pierre Vélis

petit marinier deviendra grand



*Robert Penel
artisan marinier*

AVEC près de 4 000 mariniers, la région du Nord reste le principal port d'attache de la batellerie. Plusieurs écoles privées ou publiques accueillent les enfants nomades. La plus importante se situe à Lille : l'École nationale de perfectionnement Ernest-Couteaux héberge deux cent dix enfants, la plupart issus de familles de bateliers et la minorité du monde forain, du cirque, et autres profes-

sions itinérantes. Par contre, l'ENP n'accueille pas d'enfants tsiganes ; ils ne sont d'ailleurs pratiquement pas scolarisés.

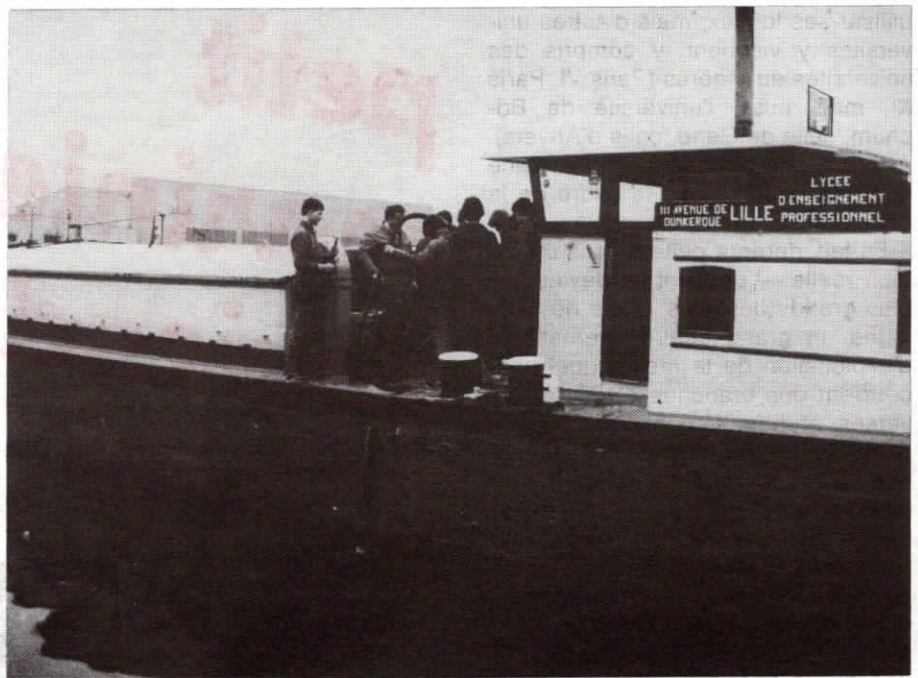
Pour ces enfants, l'école est la « première maison ». Jusqu'à six ans, ils n'ont guère quitté la péniche ou le champ de foire où les parents tiennent la loterie, le palais des glaces, le train-fantôme. La rupture avec leur univers familial et l'entrée en internat

constituent un choc affectif. La première année, ils ont le « mal de mère ». « Ça crée au départ des perturbations graves », constate le directeur. Une institutrice ajoute : « Ils sont incapables de dessiner autre chose que la péniche. » Les forains et les bateliers se retrouvent par corpora-tion. Les premiers, généralement très autonomes, se sentent un peu en cage derrière les quatre murs de l'école. Par contre les enfants de bateliers, habitués à l'espace étroit de la cabine, sont plutôt renfermés. Ils sont désorientés quand ils débarquent sur cette autre planète, grouillante de monde. L'école enregistre quelques rares cas d'enfants caracté-riels ; il n'y a eu qu'une seule fugue en trois ans. « Ils ont besoin d'être béquillés », explique l'éducatrice-chef Joëlle Delerue. Ils se retrouvent pour-tant en famille : « Dans le monde de la batellerie, on est tous un peu cou-sins. »

Mme Midavaine reconnaît que sa fille a été traumatisée à l'entrée en internat : « Elle est très timide et elle refusait de parler. La première année, elle a été très souvent malade. » Aujourd'hui la fillette a huit ans ; élève en CP, elle a encore du mal à lire. « La rupture est également dou-loureuse pour les parents », me con-fie M. Penel. Son aînée, dix-sept ans, a quitté l'école et travaille maintenant avec son père et sa mère. Le cadet, sept ans, vient d'y entrer : un déchir-ement !

Sur le plan scolaire, les enfants de bateliers ont généralement un handi-cap à surmonter : ils n'ont pas eu de contacts avec d'autres enfants et n'ont pas été scolarisés en maternel-le. Cela a évidemment une incidence sur leur sociabilisation. Beaucoup ont également des retards en psychomo-tricité : « Élevés dans l'espace clos de la péniche, ils ne sont pratique-ment jamais sortis en ville. Ils s'éton-nent devant un escalier roulant », signale une institutrice. « Sur une péniche, il y a du bruit. Et les parents sont très occupés... Alors ils ne par-lent pas aux enfants. Ces derniers manquent de vocabulaire et ne bâtis-sent pas de phrases. »

Les institutrices en CP et CE se déclarent également déroutées par le jargon professionnel. Quand, dans leurs récits, les enfants parlent de « tabernacle » pour désigner le pou-



un CAP dur à tenir

La salle de classe est grande comme un mouchoir de poche. Mais la tradition est sauvée : tableau noir, estrade et pupitres dans le style rétro. Par le hublot, on peut surveiller le trafic fluvial sur le canal de la Deûle. Alpha, la péniche-école du lycée d'enseignement professionnel, accueille les candidats au CAP de navigation fluvia-le : une quarantaine de garçons de quatorze à dix-sept ans répartis sur les trois années. Les cours théoriques se font en partie dans la cabine. Les futurs bateliers reçoivent un enseignement spécifique à la profession : la législation fluviale et une langue étrangère (allemand ou néerlandais). La pratique s'acquiert dans les soutes ou sur le pont. Au programme : mécanique, dépannage, électricité et automatismes ainsi qu'une dizaine d'heures hebdomadaires de pilotage avec deux enseignants ex-mariniers.

Il n'existe que trois CAP de batellerie en France parmi lesquels celui de Lille. Créé il y a plus de trente ans, le CAP des bateliers du Rhin a subi une révision générale en 1976. Au moment où la profession traversait une crise grave, les programmes furent dépoussiérés. On dota le lycée d'un bateau-école... ce qui n'était pas un luxe. La péniche va d'ailleurs être équipée l'an prochain d'un radar et d'un radio-téléphone dernier cri.

Autre innovation, les élèves pourront suivre un stage en entreprise de quinze jours chez des artisans bateliers. La batellerie est un métier traditionnellement transmis de père en fils. Les effectifs du CAP ne reflètent pas du tout cette réalité. On compte seulement un ou deux fils de batelier dans une promotion de quinze. Le LEP ne forme pas des artisans mais plutôt des mousses pour les grosses compagnies. L'apprentissage, en revanche, a les suffrages des mariniers à leur compte. Les fils suivent un stage au CFA et se font la main sur le bateau familial. Les filles, elles, passent le permis sans aller à l'école.

La plupart des inscrits au CAP n'avaient donc jamais mis le pied sur un bateau. Leurs pères sont magasinier, employé de bureau ou fonctionnaire. Les fils, eux, rêvent de voyage et « de voir du pays ». André Dhôtel (*Le pays où l'on n'arrive jamais*) et le mythe du nomadisme ont, semble-t-il, enflammé les imaginations, mais il y a un hiatus entre les chimères et les contraintes de la vie à bord : un tiers des candidats abandonnent en cours d'étude. Parmi les diplômés, on constate une fuite vers d'autres professions. Le major de la dernière promotion s'est engagé sur un sous-marin atomique, d'autres travaillent dans la mécanique pour poids lourds. M. Desrous-seaux, chef de travaux, estime que 50 % prennent un emploi dans la batellerie : « Il faut accepter de vivre à bord et de partir loin à l'étranger. » Originaires du Nord/Pas-de-Calais, la plupart des jeunes, frais émoulus de l'école, répugnent à rompre les amarres de la famille.

lailler de la péniche, elles ont du mal à passer de la version originale à la version française ! « J'ai l'impression qu'ils ne voient pas et qu'ils n'entendent pas. Aussi je donne priorité aux exercices sensoriels et au travail de la mémoire », dit l'une d'elles. Une autre ajoute qu'elle a eu des élèves qui, à six ans, n'avaient jamais tenu un crayon et elle conclut : « Après deux ou trois années, certains d'entre eux ont comblé leur retard, mais une partie ne le rattrape jamais. »

Propos confirmés par le directeur : selon ses statistiques, 40 % ont un an et plus de retard à la sortie de l'école primaire.

A l'école Ernest-Couteaux, les enfants ont cependant une chance supplémentaire : ils peuvent faire trois, voire quatre CP. Deux institutrices, qui totalisent treize et vingt ans de présence, apportent une petite note d'optimisme : « Il y a quelques années, il n'était pas rare d'avoir des enfants de huit-neuf ans non scolarisés. Aujourd'hui, ils arrivent pratiquement tous à six ans ! » La scolarisation de ces jeunes dans le second degré semble plus précaire. A douze-treize ans, une bonne moitié rentre au bateau où ils sont censés suivre des cours par correspondance. Très peu passent le CAP de navigation fluviale. Quelques-uns vont au CES ou au lycée en internat, mais ils forment plutôt l'exception. « Leur intégration est difficile, remarque l'assistante sociale. Les citadins regardent comme des étrangers les enfants de bateliers. »

Institutrices et éducateurs avouent une certaine difficulté à communiquer avec les parents. Ils leur reprochent de se désintéresser de l'école. Le directeur évoque également des problèmes de chantage : « Certains parents ne voient pas l'intérêt de l'enfant. Ceux-ci peuvent prendre un an de retard simplement à cause des absences à répétition. » Loin d'accabler les parents, l'assistante sociale constate qu'ils ont des conditions de survie professionnelle difficiles et que le bateau est une lourde charge financière qu'il faut amortir... Ne généralisons pas le désengagement des parents. Ainsi, M. Morel, membre du syndicat forain, représente sa corporation au conseil d'administration de l'école. Quelques parents bateliers ont également l'occasion de

revenir sur les bancs de l'école pour des stages de gestion. Cette démarche contribue au rapprochement avec l'équipe éducative.

Pour aider les enfants en difficulté, l'ENP jusqu'à présent a manqué de moyens. « Nous avons fait la demande à l'Éducation nationale pour obtenir un GAPP à mi-temps. Il ne nous a pas été accordé. Résultat : nous avons fait appel à un organisme privé, l'institut Decroly. L'an prochain, il aura une antenne sur place pour des séances de rééducation en psychomotricité et en psychopédagogie. Vingt enfants, qui ont des retards importants, seront pris en charge. La contribution des syndicats de bateliers et des voies navigables permettent la gratuité de ce service. » Cette carence n'est pas la seule que dénonce Joëlle, l'éducatrice-chef. Elle voit la réalité teintée de grisaille : « Il manque dans l'établissement une institutrice et trois éducateurs. » Le directeur reconnaît l'existence de certaines tensions entre les enseignants et les éducateurs qui n'ont pas la même charge de travail. Quarante et un éducateurs ont la responsabilité des enfants hors du cadre scolaire, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et pendant le week-end. En effet, les enfants les plus privilégiés sortent tous les quinze jours ; quelques-uns ne quittent l'école que pour les vacances. Les crédits d'animation ne sont pas extensibles : 1 200 F environ, par trimestre, pour un dortoir de vingt-cinq. Ce qui correspond à quatre séances de cinéma par enfant. C'est peu. Joëlle Delerue reproche également à l'établissement de fonctionner selon des principes désuets : « On assiste trop les parents ; par exemple, ils payent 500 F pour le trousseau et on habille l'enfant de pied en cap. Les parents ont également tendance à se décharger sur l'école des enfants malades. »

S'il y a une malaise à l'école des bateliers, ce n'est pas dû aux hommes, semble-t-il, mais à la structure. Le directeur reconnaît que son établissement est grand. Les enfants et le personnel y souffrent de l'anonymat. Ce qui manque à l'École nationale de perfectionnement Ernest-Couteaux, c'est peut-être d'avoir été conçue à l'échelle humaine.

Isabelle Leclercq

Club Alliance Voyages

“CIRCUITS ET TRANSPORTS ÉCONOMIQUES EN CAR”

Week-ends permanents

Londres	220 F
Amsterdam	140 F
Genève	160 F
Bruxelles	140 F

Prix aller-retour

Vacances Pâques-Été circuits 15 jours

Grèce	1 650 F
Italie	1 420 F
Espagne	1 200 F
Écosse	1 250 F
Scandinavie	1 340 F
Europe Centrale	1 580 F
Maroc	1 540 F

Week-ends Pâques et Pentecôte - 3 jours

Jersey	560 F
Londres	450 F
Bruxelles/Bruges	330 F
Venise	560 F
Amsterdam	330 F
Vallée Rhin	390 F
Châteaux Loire	330 F
Munich/Salzburg	420 F

Ascension - 4 jours

Berlin	590 F
Prague	610 F
Venise	690 F
Florence	610 F
Copenhague	640 F
Vienne/Salz	610 F
Madrid	620 F
Londres	480 F
Amsterdam	380 F
Côte-d'Azur	640 F

Prix comprenant : Transport Logement - Petit déjeuner

MINI-SEJOURS SCOLAIRES.

NOMBREUSES DESTINATIONS - FRANCE ET ÉTRANGER : Ex. 3 JOURS tout compris

**LONDRES : 485F
AMSTERDAM : 380F**

**92 bd Raspail
75006. PARIS
Tél. 548 89 53**

A Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais),
on vit encore dans les corons, à l'ombre des terrils,
même si l'on ne va plus guère à la mine,
mais à l'usine, dans les rares entreprises de la région.
Comment, face à cet avenir bouché,
rendre confiance aux élèves
et empêcher « l'évasion scolaire » ?
En leur tendant « la perche du PAE »,
en leur permettant, dès maintenant,
de « vivre autrement ».

« LORSQUE les cars arrivent qui déversent sur le parking des élèves venant de vingt-six localités différentes, ce ne sont pas des enfants que l'on amène, mais de la matière d'œuvre. Transports scolaires inadaptés, orientation par l'échec, structures que l'on ne parvient pas à faire bouger d'un iota, district et secteur qui travaillent en concurrence au lieu d'opérer en coordination, postes budgétaires pour l'attribution desquels les impératifs de la comptabilité l'emportent sur ceux de la réalité, locaux insuffisants, matériel vétuste. Ajoutez à tout cela les examens et les programmes inchangés. Voilà pour le décor. Côté acteurs, parlons de l'élève. On lui reproche son niveau insuffisant, son absentéisme, sa violence, son indiscipline. Même l'infirmière s'en mêle, pour me dire que les élèves ne se lavent pas ! »

Face à une situation aussi apocalyptique, certains s'arracheraient les cheveux. D'autres démissionneraient ou, comme Ponce Pilate, s'en laveraient les mains. Régis Lalin, proviseur du LEP de Nœux-les-Mines, reste calme et... réagit. Pour sortir de

**vivre
autrement**



cette situation de « *LEP de recasement ou LEP dépôt qui recueille les élèves dont les établissements voisins ne veulent pas* », il s'est engagé avec son équipe dans les deux voies qui s'offraient à lui : les séquences éducatives en entreprise et les PAE. Ces derniers surtout, avec leurs objectifs — autonomie pédagogique, lutte contre les sorties prématurées du système scolaire, actions éducatives originales, décloisonnement des disciplines et ouverture sur l'extérieur — offrent à ses yeux une occasion privilégiée d'« *essayer de vivre autrement* ».

C'est pourquoi il s'est lancé dans une opération de grande envergure, un PAE aux axes multiples, dont certains ont un objectif à long terme et d'autres à plus court terme, pour lequel il a demandé — et obtenu — la subvention maximum : vingt mille francs. Centré sur les loisirs de jeunes et la place de l'établissement scolaire dans la ville, le PAE combine astucieusement des activités éducatives et de loisir, le tout visant à l'amélioration du cadre de vie. Tous les enseignants, toutes les matières, sont impliqués, et en particulier les ateliers de ce LEP industriel qui prépare aux CAP et BEP de mécanique, chaudronnerie et électricité. Trois disciplines qui permettent de construire. On ne s'en privera pas. Est prévue, en effet, la fabrication d'une éolienne et d'un chauffe-eau solaire, de quatre kartings et même d'un avion biplace, à l'instigation d'un professeur, Claude Chapron, passionné d'aviation. Pour être ambitieux, le projet n'est cependant pas chimérique, puisque la mairie a promis un terrain. Qui dit karting dit piste. D'où l'idée de créer dans l'établissement un « junicode ». Le commissaire de police est associé à l'opération. « *Le junicode présentera un double intérêt ; les élèves des écoles primaires pourront y venir le samedi matin, et pour nous, il offrira un champ d'activités pédagogiques et professionnelles diversifié : fabrication des panneaux, mais aussi entretien, et possibilité de créer des pannes et de les réparer* » explique Régis Lalin.

Qui dit junicode, dit sécurité. C'est là qu'intervient Sylviane Calvin, infirmière de l'établissement. Depuis son arrivée l'année dernière, elle a développé, dans le cadre d'un club « Ren-

contre Vie Santé » et à la suite de nombreux accidents dus en majorité à l'inattention des élèves, une information sur le thème de la sécurité. Grâce à des discussions informelles sur de nombreux sujets (alcool, tabac, violence, hygiène alimentaire), dont certaines ont débouché sur la réalisation de « panneaux », elle a réussi à intéresser les élèves à tout ce qui touche leur corps. Cette année, dans le cadre du PAE, et en liaison avec la « station météo » qui vient de se créer (le pluviomètre est en cours de fabrication à l'atelier de chaudronnerie), elle a entrepris une étude détaillée de l'influence du temps sur la santé des élèves.

Enfin, les jeunes ont prouvé le besoin de faire connaître leur établissement à l'extérieur, pour sortir du ghetto, et montrer, selon l'expression d'Yvon Dehay, conseiller d'éducation, « *qu'au LEP, il y a des adolescents sensibles, que les élèves ne sont pas des zonards* ». D'où le projet de réalisation d'une caravane publicitaire. La maquette, conçue sous l'égide de Bernard Constant, professeur de dessin d'art, représente les différents éléments du LEP (un engrenage pour la mécanique d'entretien, un étau pour les ajusteurs, un tuyau pour la chaudronnerie, une prise de courant pour l'électricité) emboîtés les uns dans les autres. Elle comportera un écran de projection et des vitrines où seront exposées des photos prises par les élèves.

Faire découvrir le LEP à la ville, c'est bien. Mais il faut aussi connaître la ville. C'est l'objet d'un autre élément du PAE. Une équipe animée par des professeurs de français, de dessin industriel, le documentaliste et le conseiller d'éducation, travaille sur « *Nœux-les-Mines autrefois et maintenant* » : recherche de l'histoire de la cité (montage de diapositives à partir de documents), étude de l'habitat, de la population et essai de prospective.

le « forum »

Mais pour Régis Lalin, « *tout cela risquerait assez rapidement de tourner court, si l'on ne s'attaquait au vrai problème, celui de l'accueil des élè-*

ves, et de leur vie dans l'établissement ». Pour « *vivre autrement* », les jeunes ont besoin d'un « *chez eux* », d'un lieu autogéré où ils puissent se réunir en dehors des heures de cours (au lieu d'en être réduits à la fréquentation du café ou du supermarché) et qui n'ait rien de commun avec une salle de classe. C'est là que se situe la partie immergée de ce PAE-iceberg : le projet d'édification d'un « *forum* », une galerie à arcades en construction métallique légère — donc réalisable par les ateliers —, encadrant sur trois côtés le court de tennis et offrant un potentiel de locaux disponibles pour différentes activités, susceptibles d'être pris en charge et aménagés par les élèves. Conscient de dépasser le cadre du PAE — où l'on parle d'aménagement, mais pas de construction —, Régis Lalin craint de se heurter à l'embrouillamini juridique des autorisations et permis de construire. Il a sollicité l'architecte-conseil du rectorat et espère une réponse.

Ce projet de longue haleine ne verra vraisemblablement pas le jour avant cinq ans. Considéré tout d'abord avec méfiance, comme une utopie, par des élèves qui ont plutôt les pieds sur terre, il commence pourtant à faire rêver... L'espoir sous-jacent resurgit, et chacun s'y intéresse. Henri Winkelman, le chef de travaux par exemple, qui ce matin a sorti de sa poche une coupure de presse annonçant une émission du CNDP sur les CAUE (Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement). Il la transmettra au professeur de français, et les élèves rédigeront une lettre pour prendre contact. Car cette revendication d'un local à eux, c'est là la demande profonde des élèves — notamment des trois cent cinquante demi-pensionnaires —, celle qui sous-tend le PAE. L'éolienne ? Elle servira à chauffer le nouveau local. Et si elle provoque moins d'intérêt que le karting, autour duquel les élèves s'agglutinent, se demandant qui l'essaiera le premier, c'est que c'est du futur qu'il s'agit, et non pas du présent.

Faut-il pour autant renoncer à proposer ? Certainement pas, pense Régis Lalin qui refuse de se laisser arrêter par l'objection du manque de moyens. « *Avoir des projets et les faire connaître pour mettre les*

moyens, ou du moins, ceux qui les détiennent, en difficulté » : voilà son premier principe. Le second, étant de motiver les élèves... et les professeurs. Cet homme d'action a poussé chacun à donner le meilleur de lui-même. Les élèves ont été consultés, mais toutes les idées ne viennent pas d'eux. « Leur milieu familial très défavorisé ne les y prépare pas. Il faut faire émerger le besoin, susciter, proposer, impulser » explique-t-il. Sur les cinq cent quatre-vingt-cinq élèves du LEP, cent quarante sont orphelins de père et soixante de mère ; 87 % sont boursiers à des taux élevés, et la plupart appartiennent à des familles nombreuses comptant jusqu'à quatorze enfants. « La plupart du temps, poursuit Régis Lalin, on trouve une mère complètement dépassée, avec quatre enfants et plus. Le père est décédé, chômeur ou silicosé, ce qui est le cas le plus épouvantable : cloué au lit ou sur une chaise longue, il a de la peine à trouver sa respiration ; c'est une souffrance qui s'impose à chaque minute, et que l'on ne peut oublier ». Et tout cela dans l'univers des corons, habitat étriqué et uniforme. De quelle imagination faire preuve en de telles circonstances ? Qui n'a entendu parler de « l'effet de moule » des cités minières ?

Pour vivre autrement, il faut briser le carcan de la routine. Régis Lalin l'a fait de manière directive, en constituant des équipes de quatre enseignants (deux PEG, deux professeurs d'enseignement professionnel plus un professeur d'EPS ou de dessin d'art), chacun bénéficiant d'une heure ou d'une demi-heure supplémentaire par semaine pour prendre en charge chaque classe sur tous les plans : scolarité, PAE, santé, difficultés éventuelles, relations avec les parents. Bref, une véritable action éducative. Une fois surmontés les premiers écueils (« une acceptation qui ressemblait davantage à de la résignation qu'à de l'enthousiasme »), les équipes se sont mises à fonctionner. De manière inattendue parfois, puisque deux d'entre elles ont commencé par proposer d'exclure deux élèves majeurs auxquels on reprochait leur désintérêt et leur absentéisme. Après une réflexion sur l'exclusion et la prise de conscience du fait que celle-ci est un échec pour le système éducatif, cette mini-crise s'est termi-



née par la signature d'un « contrat éducatif » avec les deux élèves.

libérer l'imagination

Même s'il n'est pas facile de « libérer l'imagination », peu à peu, une dynamique se crée, et le changement apparaît sous de multiples formes : affichage de reproductions d'œuvres d'art dans les classes (peut-être un jour, les salles 11, 12 ou 13, deviendront-elles les salles Monet, Van Gogh ou Renoir ?), coup de peinture dans les couloirs et remplacement des vieilles patères par des portemanteaux neufs, fabriqués à l'atelier et peints en camaïeu. Tel professeur de français qui met la presse à la

disposition de ses élèves entre midi et deux heures, tel autre qui les encourage à jouer au « Scrabble » ou au « Mot le plus long », autant de traces d'une évolution.

« Il faut que le PAE devienne le moteur pédagogique de l'établissement. C'est à ce prix que l'on évitera les sorties prématurées du système éducatif, et peut-être même que l'on fera du LEP un tremplin pour les élèves les plus motivés », estiment Régis Lalin et Yvon Dehay. Un peu sceptiques au début, les élèves ont changé peu à peu, surtout depuis qu'ils ont vu le prototype du karting. Conscients de faire « quelque chose de pas commun », ils ont envie de faire connaître leur établissement. Certains se rendent compte que le LEP de Nœux-les-Mines n'est pas tout à fait comme les autres. « C'est un des LEP où les élèves sont les plus entendus », dit un jeune délégué de classe qui a eu l'occasion de faire la comparaison grâce à des contacts avec ses camarades de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) : « Ici, on peut trouver une salle où travailler ou faire des jeux entre midi et deux heures. Ailleurs, il y a un foyer où les élèves ne peuvent pas aller. » Ils sont prêts à travailler « pour les copains qui viendront les années suivantes », heureux de se dire que « cela aura été lancé par nous et continuera pour les autres » et qu'ils pourront toujours « revenir faire un tour plus tard ».

Mais il y a les réfractaires, « ceux qui ne mordent pas à l'hameçon », ceux sur lesquels jusqu'à présent, proviseur et conseiller d'éducation ont concentré tous leurs efforts, n'hésitant pas à les relancer sans relâche, quitte à aller les chercher chez eux, ou au café. « On allait prendre un verre au bistrot, pour leur montrer qu'on était là, qu'on s'intéressait à eux, qu'on savait où ils étaient. Certains sont revenus et sont maintenant en troisième année » se rappelle Yvon Dehay. Et de conclure : « C'est à ceux-là que les professeurs doivent s'intéresser en priorité en leur tendant la perche du PAE. Car ils rejettent le système scolaire, mais pas le karting. En travaillant sur le karting, ils verront d'une manière différente le métier qu'on veut leur faire apprendre. »

Michaëla Bobasch

Intégration à l'école, intégration à la vie.

Trop lentement sans doute,
ces formules font leur chemin.

Elles commencent à se concrétiser
pour les handicapés et s'imposent doucement
dans l'esprit des autres.

A Liévin ou à Loos, on n'a pas attendu
et, de plus, on se préoccupe grandement
d'une recherche pour sans cesse améliorer
et faciliter scolarité et insertion sociale.

l'école pour donner le handicap



CHOISIR le métier de dessinateur industriel quand on est né sans bras peut paraître un défi au bon sens. Pourtant, ce pari a été tenu par un élève de l'école Berteloot de Liévin : après une scolarité en « intégration » dans cet établissement qui accueille depuis 1966 des enfants handicapés et des enfants valides, il a voulu entrer au collège voisin, un collège ordinaire. Tout en n'étant pas autonome, ce garçon s'en est toujours tiré pour la scolarité et la vie quotidienne.

Aujourd'hui, il apprend à conduire avec des prothèses. « *L'intégration d'un handicapé dans le circuit normal est toujours possible*, estime le directeur de cette école, M. Poidevin. *Mais il faut que la famille et l'enfant la désirent vraiment.* »

L'expérience de Liévin est originale : l'école est couplée avec un centre privé de rééducation, géré par l'Association des paralysés de France. Ce centre, qui relève du ministère de la Santé, a un statut particulier : il

fonctionne deux cent dix jours par an et reste ouvert partiellement le mercredi et en juillet. Cent soixante-dix-neuf enfants valides et soixante-quinze handicapés fréquentent l'école. Les premiers habitent le quartier, une cité HLM qui n'est pas épargnée par les problèmes socio-économiques ; les seconds vivent dans un rayon de 30 km et sont accueillis en semi-internat.

La mission de cette école a été élargie : elle reçoit les handicapés de quatre à dix-sept ans, de la maternelle au CES en passant par les classes préprofessionnelles. Selon la gravité du handicap et l'importance du travail de rééducation, l'enfant est intégré dans une classe normale d'élèves valides ou dans une classe spécialisée où le programme reste le même mais le rythme adapté. A l'issue du primaire. Quelques-uns choisissent l'intégration totale dans le CES voisin ; d'autres entrent dans une section créée au sein de l'école qui accueille exclusivement les handicapés dans des cours presque particuliers de huit élèves.

Une autre illustration est donnée par deux maternelles et deux écoles de Liévin qui reçoivent des enfants sourds : quarante-trois déficients auditifs fréquentent les classes et le

centre géré par l'ALEFPJ. « Plus de la moitié sont dispersés dans des classes ordinaires. Deux classes spécialisées accueillent les cas lourds. Elles sont plafonnées à huit élèves », explique le directeur, M. Horeman. L'une suit plus particulièrement les cas sociaux, l'autre prépare le CP en deux ans et remet à niveau les enfants « intégrables ». Tous ces enfants sourds bénéficient d'un soutien scolaire donné par deux institutrices spécialisées et d'une rééducation en orthophonie. Pourtant, malgré la multiplication des expériences, l'accès dans ces écoles reste insuffisamment répandu.

L'intégration est un mot clef qui ouvre plusieurs portes. « Elle est collective dans des classes spécialisées ou individuelles avec un enseignement de soutien, explique Mme Bourgeois, inspectrice de l'enseignement spécialisé ; il s'agit d'élargir le champ des solutions proposées aux parents. » Pour Isabelle, l'intégration est totale. Elle est la seule sur fauteuil roulant dans le cours élémentaire de Mme Thomas. Deux autres enfants rejoignent la classe pour les seuls cours de math. Les plus sévèrement handicapés, les myopathes en particulier, suivent une rééducation d'entretien d'une bonne heure quotidienne. Ils partagent avec les autres enfants les heures de sport et de récréation. A Berteloot, tous les mardis, les classes échangent pour le tiers temps pédagogique : handicapés et valides se retrouvent ensemble aux ateliers. « Les difficultés psychologiques de l'intégration ont été vite nivelées », estime Eugène Corbeau, éducateur. Le directeur y apporte une nuance : « Il nous faut parfois faire comprendre aux enfants valides qu'on n'en fait pas plus pour le handicapé que pour lui ! » Les enfants acceptent bien la différence et, jusqu'à présent, les parents aussi. « On m'a demandé une seule fois si leur surdité était contagieuse », avoue M. Lhote, responsable pédagogique de classes de sourds.

Chaud partisan de l'expérience, M. Poidevin, qui dirige l'école et le centre d'accueil des handicapés moteurs, parle cependant d'un « seuil de tolérance » pour les enseignants : « Quand on accepte trop d'enfants handicapés dans une classe, on sort du projet pédagogique. » A l'école

Berteloot, une classe de CE 2 compte trente-six élèves. Difficile d'y ajouter des enfants handicapés, plus lents et qui réclament plus d'attention !

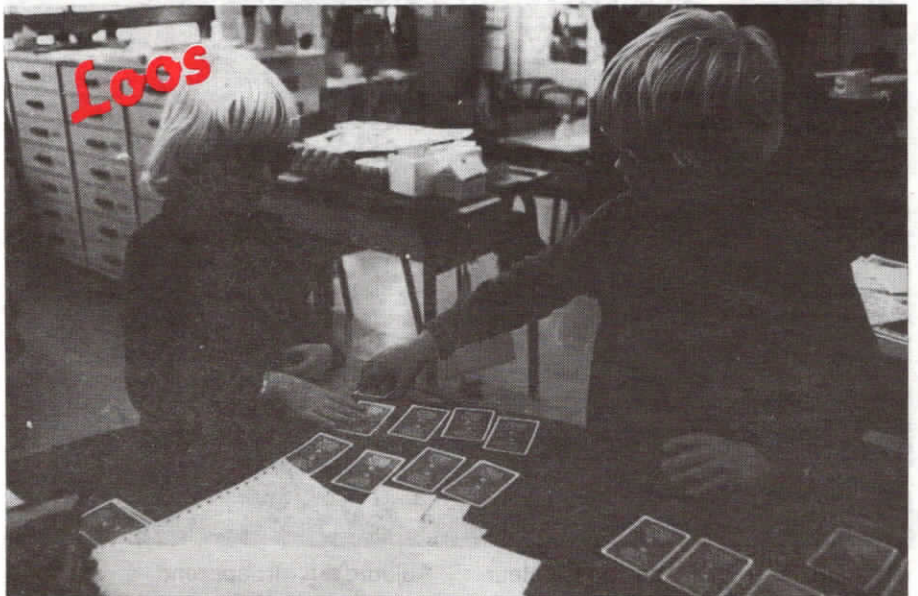
Quand Valérie, infirme moteur, tape sa dictée à la machine, cela trouble un peu le cours, tout comme Bruno, qui entend mal, perturbe la classe par le bruit qu'il fait. Toutes les institutrices fixent à deux ou trois le maximum d'enfants handicapés dans leur classe : « Il faut savoir qu'une classe de handicapés est un vrai moulin-à-vent où les kiné-ergo-psychothérapeutes et orthophonistes viennent tour à tour interrompre le cours. »

Une circulaire, signée conjointement par Nicole Questiaux pour la Solidarité nationale et Alain Savary pour l'Éducation (en date du 29 janvier 1982), vient de préciser le cadre de l'intégration. Elle constitue une reconnaissance à posteriori de ces expériences menées par des gens qui y croyaient mais manquaient de moyens. Une anecdote en témoigne : l'ascenseur a été installé l'an

dernier à l'école Berteloot ; jusqu'alors, les enfants étaient portés à dos d'hommes dans les escaliers !

« On espère surtout obtenir un soutien pédagogique pour les enfants qui ont été fréquemment hospitalisés et qui ont tous plus ou moins deux ans de retard. » Et M. Poidevin ajoute : « Nous avons eu la promesse d'une création de classe. » Pour les établissements d'accueil d'enfants sourds, le classement en zone d'éducation prioritaire devrait également libérer des postes.

L'exemple de Liévin annonce-t-il la fin des instituts en marge de l'école et de la vie sociale ? On n'en est pas encore là. Il reste de nombreux obstacles à franchir parmi lesquels la peur n'est pas le moindre. A Berteloot, deux des jeunes accueillis devraient fréquenter l'école de leur quartier. L'un est nain, l'autre grand brûlé. Ailleurs, ils ont essuyé l'échec d'une différence mal tolérée. Ils se sentent aujourd'hui plus en sécurité avec d'autres gosses handicapés que dans un établissement « normal »...



Ni cannes blanches. Ni lunettes noires. Dans la cour de l'École nationale pour déficients visuels de Loos, les enfants crient et courent comme dans toute école primaire. Pas question ici de placer le handicapé dans un cocon. On sent plutôt le parti pris de banaliser le cadre de vie de l'enfant et démarginaliser le handicap. La profession de foi pédagogique des éducateurs et instituteurs, c'est de ne

pas adapter l'environnement à l'enfant mais au contraire de rendre celui-ci autonome dans un environnement créé par et pour ceux qui voient.

En France, il n'existe que trois écoles pour déficients visuels relevant de l'Éducation nationale. Deux au sud de Paris et celle de Loos, créée en 1975, et qui couvre les cinq départements du nord de la France. Autre-

fois les jeunes déficients visuels partageaient le même établissement que les mal-entendants à Ronchin. Une cohabitation délicate.

L'originalité de cette école, à laquelle sont attachés cent dix salariés, est de suivre l'enfant depuis les premiers mois de la scolarité jusqu'au diplôme d'études secondaires et même au-delà, par le biais de la formation continue. L'enfant peut être accompagné en milieu ouvert ou bien il peut entrer en internat pendant le primaire, les années de collège ou de LEP. Ce dernier propose deux BEP (électronique et agent administratif), trois CAP (facture de piano, petite mécanique et employé de collectivité) plus les sections de vannerie et de standard téléphonique. A terme, les enseignants espèrent restituer à l'enfant handicapé des chances égales... « *compte tenu de certaines carences en documents pédagogiques* » ; il suit le programme normal et passe les examens dans un établissement extérieur.

On estime qu'un mal-voyant requiert trois fois plus d'attention qu'un élève ordinaire. A l'école de Loos, les effectifs sont allégés : douze maximum en primaire, quinze au CES, sept en LEP. Par un étrange caprice de la génétique, les garçons sont deux fois plus nombreux que les filles ; les trois quarts de l'ensemble sont amblyopes, un quart aveugles.

Chaque fois que l'intégration dans un établissement ordinaire est possible, elle est encouragée par le directeur. Les deux cent vingt-six internes sont les déficients qui souffrent de « difficultés associées » ou d'un contexte social défavorable. Soixante-deux enfants fréquentent des classes dites excentrées dans les écoles et CES d'une dizaine de grandes villes. Il n'y sont pas largués sans parachute : « *Ces élèves bénéficient d'une double inscription. Ils peuvent réintégrer l'école de Loos. Les entrées et sorties en cours d'année restent possibles* ». Un instituteur spécialisé chaperonne les enfants dans chaque établissement.

Les responsables de l'école considèrent comme souhaitable la préscolarisation des enfants. « *Il arrive que des enfants surprotégés ou rejetés entrent en CP à la limite de la débilité mentale*, explique le proviseur M. Serjean. *Il faut aider les parents des*

handicapés à dédramatiser et à assurer une prééducation des 0-6 ans. Nous avons mis en place un centre d'action médico-sociale précoce. Une fois par semaine, nous réunissons une équipe pluri-disciplinaire (médecins, ophtalmos, éducateurs, etc.). Nous invitons les parents à des rencontres. Quatorze enfants inscrits dans des maternelles sont suivis par des éducateurs. C'est une forme de sécurité morale que nous offrons aux parents. »

Cet accompagnement de l'enfant reste une tradition de l'établissement, même passé le cap de la troisième. Huit lycéens qui fréquentent un établissement voisin ont préféré ne pas rompre le cordon ombilical. Ils continuent à loger à l'école, où des éducateurs sont disponibles pour les aider.

Dans les couloirs du LEP, on croise aussi quelques adultes revenus sur les bancs de l'école : « *Il y a quelque temps, un jeune plombier, devenu aveugle après un accident de chasse, est venu demander ce qu'on pourrait faire pour lui. C'est ainsi que nous avons créé deux cycles de formation continue avec initiation au Braille* », explique M. Legrand, l'un des directeurs adjoints. « *Les futurs accordeurs de piano ont leur emploi assuré dès leur entrée aux cours.* »

A l'exception des institutrices qui ont reçu une formation spécialisée, les enseignants sont recrutés sur les mêmes critères que dans les autres LEP ou CES. Et ils apprennent le Braille sur le tas !

Mme Schloesing, institutrice en CP pour amblyopes, a suivi une année de spécialisation à l'école de Suresnes : « *Très théorique, constate-t-elle ; la pratique s'apprend avec la classe. Mes enfants sont plus lents et instables.* » Sa collègue, Mlle Blanchard, enseigne quant à elle à des aveugles ; comme le matériel pédagogique manquait, elle a imaginé des jeux en relief.

Les dessins, imprimés selon le procédé de la thermogravure (le moins coûteux pour la production de documents en série) dont M. Legray, le second directeur adjoint de l'établissement, a perfectionné la technique, permettent à la fois d'éduquer le toucher et de passer au stade du symbolisme. La représentation du volume dans un plan constitue évi-

demment une difficulté importante pour l'enfant aveugle. Le dessin est une étape essentielle pour apprendre à situer les objets dans l'espace et à comprendre la notion de perspective. On a du mal à croire qu'un enfant aveugle puisse dessiner ; et pourtant, dans la classe de CE de Mme Scouteten, les élèves ont écrit et illustré un conte en bandes dessinées.

Les institutrices mettent évidemment l'accent sur le développement des autres canaux sensoriels : orientation dans l'espace et appréhension de l'environnement par le toucher et l'oreille. L'inexistence de matériel et de méthode pédagogique les a amenées à pratiquer quotidiennement la recherche. C'est aussi le cas de la responsable du CDI. Son principal écueil, l'insuffisance de documents traduits en Braille. Petit à petit, elle constitue des dossiers avec des extraits d'ouvrages en Braille ou des enregistrements sur cassettes. Un travail de longue haleine. Elle envisage également de créer un musée tactile de l'objet. L'équipe d'enseignants a engagé une réflexion sur l'utilisation du symbole : « *Nous avons en chantier la traduction d'un livre d'anglais de sixième. Il nous faut trouver des symboles audio-tactiles, par exemple une correspondance pour la phrase Le toit est rouge.* »

Avec le concours des universités de Lille I et Lille II et du pôle régional biologique et médical, l'école de Loos a également mis au point un automate qui transcrit le texte noir en Braille. Cet ordinateur, du nom de « Logibraille », est actuellement commercialisé par Logisoft, une petite entreprise locale. Les chercheurs s'attellent maintenant à un programme de traduction du solfège en Braille. Un autre programme de traduction du Braille en texte noir tourne en laboratoire. Ce type de micro-ordinateur pourrait devenir une véritable prothèse pour l'aveugle.

A la rentrée prochaine, le CRDP de Lille sera associé à ce travail de transcription et d'impression et accueillera d'ailleurs une partie de l'imprimerie de l'école. Ce centre pédagogique aura une position presque exclusive d'éditeur de textes — scolaires ou non — en Braille. Dans ce domaine, l'essentiel reste à faire.

Isabelle Leclercq

De par sa vocation industrielle, le Nord/Pas-de-Calais a toujours été une terre d'immigration.

Les Polonais, venus dès 1919 pour travailler à la mine, ont été remplacés par d'autres qui n'ont pas les mêmes problèmes.

Les uns, arrivés en pleine expansion économique avec un contrat de travail en poche, se sont intégrés sans pour autant rompre les liens avec leur pays d'origine : ils tiennent aujourd'hui à réaffirmer leur identité culturelle.

Les autres, en période de récession et de chômage, sont extrêmement défavorisés et leurs enfants en situation d'échec scolaire...

me : douze élèves sont allés le voir à Lens lors de sa visite en France ; Virginie (onze ans) lui a même dit bonjour. La monitrice y est d'ailleurs allée avec eux. « *Personnellement, je n'étais pas contente. J'attendais plus de lui, qu'il parle davantage de lui-même.* » Et puis, comme si elle regrettait cette intervention, elle s'empresse d'ajouter : « *La politique a toujours deux faces ; c'est difficile de parler politique.* »

Conscients de leur appartenance, ces enfants de « la troisième génération », pour lesquels le problème de l'intégration ne se pose pas, restent attachés à leurs origines. L'an dernier, ils ont participé à une exposition organisée par le collège, avec un spectacle de danses folkloriques. Ils ont recherché — et trouvé —, dans le

terre d'immigration

des Polonais...

ILS SONT dix-sept ; frimousses roses et cheveux clairs, âgés de onze à quatorze ans. Ils arrivent en ordre dispersé, plus ou moins tôt, selon qu'ils viennent du collège voisin ou de plus loin. Certains parcourent jusqu'à sept kilomètres. Une retardataire régulière ne profite ainsi que des quarante-cinq dernières minutes. Retournant quelques années en arrière, ils s'installent sur les bancs de l'école primaire Bruno de Dourges (Pas-de-Calais). C'est là qu'a lieu, tous les lundis soir, le cours de polonais. Au mur, des affiches : une carte de Pologne, des reproductions d'œuvres exposées au musée de Cracovie. Au tableau, la monitrice, Wladislawa Roj, chignon, yeux bleus et accent garanti authentique. Le cours est des plus traditionnels : à la lecture d'un texte, succèdent les questions, puis des exercices de grammaire.

Tous les élèves sont volontaires, et leur assiduité dure, pour certains,

depuis sept ans. Pourquoi ces enfants dont les parents sont — à deux exceptions près — nés en France et dont certains sont issus de couples mixtes (mère française), tiennent-ils tant à apprendre le polonais ? Parce que c'est leur langue d'origine, parce que certains le parlent encore à la maison, parce qu'ils ont « *envie de préserver la langue polonaise* ». La langue, mais aussi la culture : « *Une élève était fière de savoir qui était Copernic, alors que les autres enfants de sa classe l'ignoraient* », remarque Wladislawa Roj. La plupart sont allés au moins une fois en Pologne. Certains y ont encore de la famille.

Parle-t-on de l'actualité polonaise ? La monitrice s'y refuse catégoriquement : « *Pas de politique à l'école ; je parle de l'histoire de la Pologne, mais je ne dis jamais ce qu'est le régime ; pour moi, c'est délicat.* » Pourtant, les enfants savent ce qui s'est passé. « *L'armée a pris le pouvoir et a emprisonné les membres de Solidarité* », dit Christophe qui aimerait bien discuter de politique « *pour changer un peu de la grammaire* ». A l'énoncé du nom de Lech Walesa, la classe s'ani-

fichier prêté par la mairie, les noms de leurs grands-parents avec la date de leur arrivée à Dourges. S'ils comprennent tous le polonais, presque tous le parlent avec... l'accent français ! « *Lorsqu'on me pose une question en polonais, parfois je réponds d'abord en français, et ensuite, je retraduis en polonais* » explique Christophe. « *Pour eux, le polonais n'est plus la langue maternelle, reconnaît Wladislawa Roj ; c'est une langue étrangère.* »

A l'Institut de polonais de Lille III, on vit dans l'actualité. Les étudiants réunis à la bibliothèque ce jour-là arborent le badge « *Solidarnösc* ». Ils ont créé un comité de soutien à « *Solidarité* ». Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord, ils sont presque tous d'origine polonaise : membres de la troisième génération pour la plupart, mais quelques-uns sont nés en Pologne et venus avec leurs parents, il y a une quinzaine d'années. Ensuite, les universités de Lille I et Lille III en général et la section de polonais en particulier entretiennent, dans le cadre d'un jumelage avec l'université de Wrocław, des liens étroits avec la Pologne :

échange d'étudiants et d'enseignants de toutes disciplines. Des contacts — interrompus depuis les événements — étaient en cours pour un second jumelage avec l'université de Cracovie.

Ces étudiants ont donc, plus que d'autres, ressenti le choc du coup d'État du 13 décembre 1981. Outre l'action humanitaire (envoi de médicaments à la clinique universitaire de Wrocław), ils ont entrepris un effort d'information et de sensibilisation particulièrement original, en traduisant en français le programme de « Solidarité » dans son intégralité, tel qu'il a été adopté à Gdansk le 7 octobre 1981. « *Nous l'avons fait pour que les gens sachent ce qu'était ce mouvement, dont certains, comme Georges Marchais, disent qu'il en voulait trop. Est-ce trop exiger que de réclamer le droit d'expression, de réunion, de grève, et le droit de manger, si toutefois on peut appeler cela un droit ? Tout ce que nous avons ici en somme...* »

Enthousiastes au début, certains sont maintenant quelque peu désabusés : « *Les gens préfèrent acheter un autocollant ou un badge plutôt que de lire un livre, et s'en tenir à des stéréotypes, plutôt que d'approfondir le sujet.* » Daniel Beauvois, directeur de l'Institut de polonais, ne partage pas tout à fait cette opinion. A son avis, le fascicule, édité par l'université de Lille III, s'est bien vendu : trois mille exemplaires en une semaine. Un second tirage est en cours, qui vient d'être bloqué par certains membres du comité des Presses universitaires de Lille (PUL) qui exigent la confirmation des commandes avant de donner le feu vert ; c'est ainsi que mille exemplaires demandés par le Comité européen des responsables de Solidarité en exil n'ont pu être livrés. Ce blocage n'est que l'aboutissement d'une série de tracasseries auxquelles ont dû faire face les traducteurs de ce programme en général, et Daniel Beauvois en particulier. Celui-ci, pourtant membre du SNESup, s'est vu censurer par son propre syndicat. Après avoir obtenu le remplacement de la couverture initialement prévue (on lui reprochait des barbelés qui, de l'avis de certains, n'étaient pas représentatifs de la situation en Pologne), et tenté sans succès de lui faire modi-

fier sa préface, ceux-ci ont demandé au président d'université de lui envoyer une lettre de « remontrances » pour n'avoir pas soumis ce texte à une relecture (ou censure ?) préalable. Bref, une belle démonstration de démocratie...

Daniel Beauvois, lui, fait face sereinement à ces remous. Son mariage avec une historienne d'origine polonaise, un certain goût de l'originalité et l'enthousiasme insufflé par son professeur, M. Godlewski, créateur de la Section d'études polonaises de Lille (le plus ancien institut de polonais) ont amené ce Lillois à s'orienter, après une agrégation de russe, vers la langue polonaise. Après trois ans à la direction du Centre de civilisation française à Varsovie, la rédaction de sa thèse (1), un passage au CNRS à Paris, puis à l'université de Nancy, il devient directeur de l'Institut de polonais de Lille III, l'une des trois universités françaises (avec Nancy II et Paris IV) qui dispensent l'ensemble des enseignements permettant de se présenter à tout l'éventail des examens.

L'Institut de polonais, qui compte

(1) Thèse intitulée : « Lumières et société en Europe de l'Est : l'université de Vilna et les écoles polonaises de l'empire russe (1803-1832) ».

neuf enseignants et cent cinquante étudiants (un tiers en formation initiale qui assistent régulièrement aux cours, un tiers en formation continue, et un tiers qui suivent un enseignement par correspondance), prépare donc aux DEUG, licence, maîtrise, DEA, troisième cycle et doctorat d'État. Outre l'agrégation de polonais (créée en 1978, celle-ci offrait un poste par an jusqu'en 1980, et trois postes en 1981), les débouchés sont les mêmes que ceux des sections de langues : concours administratifs, traduction, interprétariat, notamment jusqu'à une date relativement récente, dans une soixantaine d'entreprises du Nord qui entretenaient des relations assez suivies avec la Pologne et avaient recours à des traducteurs occasionnels. « *Mais il faut bien avouer que notre enseignement reste humaniste et un peu désincarné* », convient Daniel Beauvois, répondant à l'inquiétude de certains étudiants quant aux débouchés.

Pourtant, il y aurait des possibilités de développement de la langue polonaise. Bien qu'admise au baccalauréat en première, deuxième et troisième langue, elle n'est enseignée que dans un nombre restreint d'établissements : à Argenteuil, Paris et Toulouse. Dans le Nord/Pas-de-Calais, le polonais est intégré dans huit établissements secondaires, à

L'enseignement du polonais en France a toujours été soumis aux fluctuations de la conjoncture politique. Il remonte au 17 avril 1924 (alors que l'immigration des ouvriers polonais avait commencé dès septembre 1919, date d'une convention signée avec le gouvernement de Varsovie) : un accord officialisait le recrutement, par les compagnies minières, d'instituteurs polonais et l'organisation de cours dans le cadre normal de l'emploi du temps. De son côté, l'école laïque inaugurait les cours de polonais du jeudi. Puis trois circulaires viennent réglementer l'organisation de ces cours qui concernaient, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, 22 723 enfants dans les écoles primaires, 2 536 dans les maternelles et garderies et 7 918 pour les cours du jeudi ouverts par les associations.

Après guerre, la nationalisation des compagnies minières et de leurs écoles, ainsi que l'apparition d'un régime communiste en Pologne, changent la situation et provoquent une crise de l'enseignement du polonais. Tandis que le gouvernement de Varsovie tentait de recruter des enseignants plus en fonction de leurs opinions politiques (pour former de « bons Polonais » qui retourneraient dans leur patrie d'origine) que de leur qualification professionnelle, les associations polonaises, hostiles au régime de Varsovie, créaient leurs propres cours. Enfin, en octobre 1950, le gouvernement français décidait de maintenir dans leurs postes et de rétribuer un certain nombre de moniteurs de polonais récusés par Varsovie. En 1962, le gouvernement de la République populaire de Pologne mit fin à son enseignement. En 1978-1979, près de neuf cents enfants suivaient, dans les écoles primaires françaises, des cours de polonais dispensés par trente-trois moniteurs (dont dix-huit dans le Nord/Pas-de-Calais, pour soixante-dix points d'enseignement).

Auby, Béthune, Bruay-en-Artois, Carvin, Douai, Oignies, Lens et Libercourt. « C'est infime, alors qu'il y a des régions bourrées de Polonais (les bassins houillers d'Alsace et de Lorraine notamment) où il n'y a aucun enseignement intégré, excepté le monitorat. Ceci est dû en partie à la passivité des familles polonaises qui ont tenu à s'assimiler et n'ont pas su faire valoir leurs droits, alors qu'il suffit de quinze demandes pour l'ouverture d'une classe », déplore Daniel Beauvois. Pourtant, cet enseignement du polonais pourrait, à son avis, non seulement intéresser les jeunes d'origine polonaise, mais aussi d'autres élèves, pour des motivations culturelles et touristiques, et parce que « le polonais est une langue à déclinaisons avec un système verbal complexe, comparable à celui de l'allemand ou du grec, qui offre donc l'occasion d'une excellente gymnastique intellectuelle. »

...aux autres

LES POLONAIS d'hier ont été remplacés par d'autres immigrés, d'origines multiples : Maghrébins en majorité (70 % dont 20 % dans le Nord/Pas-de-Calais), Italiens, Portugais, Laotiens, Cambodgiens, Turcs, Espagnols... Contrairement aux enfants d'origine polonaise pour lesquels l'école française a joué un rôle de promotion sociale, les enfants d'origine étrangère sont aujourd'hui en situation d'échec scolaire. C'est l'une des préoccupations du CEFISEM (Centre de formation et d'information sur la scolarisation des enfants de migrants) de Douai.

L'enseignement de la langue d'origine peut-il remédier à ces difficultés ? Certains pensent que celui-ci aura pour effet de structurer le langage, et, par-là même, de faciliter l'acquisition du français. Mais on se heurte au problème de la multiplicité des langues et de l'horaire à attribuer à cet enseignement. Selon la politique menée par les divers pays d'origine qui rétribuent les instituteurs étrangers, il peut être « intégré » ou extérieur à l'emploi du temps scolaire.

Extérieur, il ne mobilise pas forcément les élèves. Intégré, il a l'inconvénient de les marginaliser, surtout s'il a lieu au même moment que le cours de gymnastique ou de dessin. Une solution consisterait dans la « pédagogie inter-culturelle » qui aurait le mérite d'associer plus étroitement l'enseignant étranger à la vie de l'école, et de faire connaître aux autres élèves la culture de leurs camarades immigrés (2).

Mais au CEFISEM, on exprime une certaine méfiance vis-à-vis de cette pédagogie inter-culturelle, liée au constat que l'apparition d'une préoccupation concernant les enfants de migrants dans les instances officielles coïncide avec le début de la période de récession — vers 1972 — et la possibilité d'un retour au pays des travailleurs immigrés. D'autre part, il y a un décalage entre les souhaits des institutions des pays d'accueil ou d'origine et ceux des migrants eux-mêmes. Parce qu'il est vague et parfois même sujet à caution, le concept de pédagogie inter-culturelle n'est pas la panacée universelle, d'autant plus que ce type de pédagogie ne modifie en rien les habitudes de l'école. Ce qu'il faut changer, c'est le regard porté sur l'enfant. Et pour cela, connaître celui-ci dans son milieu. Claudine Saïmi, formateur au CEFISEM, donne l'exemple de ce à quoi peut conduire cette méconnaissance : « A Condé-sur-Escaut, dans une école-ghetto située dans une cité de béton où sévit le chômage, et qui accueille 85 % d'élèves immigrés, il s'est trouvé des maîtres pour dire que les enfants n'avaient pas de langage. Il a fallu faire des enregistrements pour leur prouver le contraire. C'est un cas extrême, mais représentatif. »

Pour changer le regard sur l'enfant, il faut informer les maîtres. Cette information peut se faire de manière théorique dans le cadre de la formation : renseignements précis sur l'histoire des différents pays d'origine, tels qu'ils se présentent, dans toute leur complexité, et sur le rôle des migrants dans la société française. Mais elle passe surtout par des

contacts directs et informels entre les maîtres et les familles. Ce principe, qui est l'un des points d'ancrage des stages du CEFISEM, a porté ses fruits, ainsi qu'en témoigne l'expérience d'Ostricourt.

Les institutrices de l'école maternelle de la « Fosse 6 » qui accueille 50 % d'enfants étrangers, marocains en majorité, ont voulu à la fois modifier leur pédagogie (notamment par une redistribution de l'espace et des rôles de chacun) et acquérir une meilleure connaissance du milieu. Des contacts individuels ont été pris avec les familles, des visites ont eu lieu dans les deux sens, les institutrices se rendant chez les parents et les mères venant à l'école. Peu à peu, sont apparues des pratiques pédagogiques différentes, des référents culturels nouveaux. Ce changement de l'école a même eu un effet sur le quartier où s'est instauré un réseau de communications : des gens qui ne s'étaient jamais parlé, ni même salué, se sont mis à échanger des idées sur l'éducation des enfants. Il y a eu dialogue entre des familles françaises, maghrébines, et d'origine polonaise. Claudine Saïmi signale l'importance du recours aux compétences des parents, et surtout des frères et sœurs plus âgés, qui servent de « médiateurs » entre les familles et l'école. Une institutrice indiquait l'utilité de la « relation triangulaire » qu'elle avait avec des Vietnamiens : « La grande sœur de l'élève vient et traduit les propos que j'échange avec la mère. » Et une enseignante de Roubaix notait aussi le recours, dans une école ouverte, aux grandes sœurs des élèves, jeunes filles mal à l'aise dans le secondaire, qui en retiraient elles aussi un bénéfice, puisqu'en participant à des ateliers de danse et de pâtisserie, elles trouvaient une occasion de se valoriser et d'introduire leur culture à l'école. Un point noir, cependant : elles ont demandé à être rémunérées.

Si cette transparence des pratiques scolaires a eu pour effet de susciter l'intérêt des parents pour l'école, elle a eu une conséquence aussi inattendue que paradoxale : la demande d'un renforcement des pratiques traditionnelles considérées par beaucoup de parents comme un remède à l'échec scolaire. Curieusement

(2) Deux articles consacrés au CEFISEM de Douai et à la pédagogie inter-culturelle ont paru dans *l'éducation* nos 396 et 397 des 11 et 18 octobre 1979.

d'ailleurs, la pédagogie très traditionnelle de certains parents qui animent des ateliers est bien acceptée par les enfants.

En fait, au CEFISEM de Douai, on pense que le problème de l'échec scolaire des enfants de migrants est moins lié à leur état de migrants qu'à un niveau socio-économique défavorisé. C'est pourquoi un certain nombre d'« actions-collèges », entreprises cette année, ont lieu non plus au CEFISEM mais sur le terrain, les formateurs se rendant sur place pour animer un travail en équipes pluridisciplinaires. Ces actions concernent six établissements de l'académie (collèges Streinger de Douai, Paul-Duez de Leforest, Louise-Michel de Lille, Anatole-France de Ronchin, Brun-Pain de Tourcoing et Romain-Rolland de Waziers) et ont pour centres d'intérêt l'animation, la place du collège dans le quartier et la ville, la lutte contre l'échec scolaire, les relations parents - élèves - enseignants - administration, l'évaluation, le travail en équipe, la liaison CM 2-sixième. Les contenus des stages sont négociés avec les stagiaires, et l'équipe d'animation (CEFISEM et professeurs de l'EN) peut faire appel à d'autres intervenants : conseillers d'orientation, universitaires, chercheurs de l'ENS de Saint-Cloud, IDEN. Pendant le stage (quatre à six semaines en une ou deux étapes), une équipe de remplacement prend en charge les élèves.

Selon Étienne Pietrzak, responsable des actions-collèges, ces stages hors CEFISEM ont deux avantages : d'une part, le maintien des gens dans leur milieu permet à la fois la vérification d'hypothèses si le besoin s'en fait sentir, une concertation constante avec les professeurs remplaçants, et la réalisation d'enquêtes liées au quartier ou à la zone d'implantation du collège ; d'autre part, l'équipe administrative, et en particulier le chef d'établissement, se trouve étroitement associée au stage. Un seul inconvénient : l'équipe, désireuse de parer au plus pressé, est tentée de chercher des recettes adaptées aux problèmes particuliers du collège et a parfois des difficultés à extrapoler. Mais l'important n'est-il pas de trouver immédiatement des réponses sur le terrain ?

Michaëla Bobasch

les paris de Valenciennes



LE 4 NOVEMBRE 1964, dans une salle de la mairie de Valenciennes, les 154 premiers étudiants du Centre d'enseignement supérieur, annexé à la Faculté des sciences de Lille, assistaient au cours inaugural. Aujourd'hui, l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, bientôt majeure, n'a certes pas, avec ses 3 200 inscrits en formation initiale et ses 2 000 auditeurs « adultes », achevé sa croissance. « *Nous sommes toujours en pleine expansion* », proclament fièrement les responsables du petit campus du Mont-Houy, modeste « hauteur » des environs de « l'Athènes du Nord », la ville de Watteau et de Carpeaux.

Ce ne sont pas ces ascendances glorieuses, portées vers les arts plastiques, qui ont poussé la capitale du Hainaut français à se doter, dans les années 1960, d'un équipement universitaire souvent cité en exemple.

Au cœur des trois arrondissements « méridionaux » du Nord, la ville ambitionnait alors sa promotion en chef-lieu d'un nouveau département. Plus encore, elle avait conscience de la nécessaire reconversion économique de cette sous-région, affectée, dans le Douaisis proche, par la fermeture des puits de mine, secouée déjà, dans le bassin de la Sambre, par le « rééquilibrage » de l'industrie sidérurgique.

Une conscience unanimement partagée. En 1967, les quatre-vingt-quatre communes de l'arrondissement de Valenciennes, sans exception, se constituaient en Syndicat pour le développement de l'enseignement supérieur et achetaient dix-sept hectares à la limite d'Aulnoy-lez-Valenciennes et Trith-Saint-Léger. Dix autres hectares allaient s'y ajouter par la suite.

Cette « union sacrée » autour d'un

objectif précis fait que l'université de Valenciennes peut se vanter d'être née, non pas de la décision du pouvoir central, mais bien de la volonté des responsables locaux. Politiques certes, mais aussi économiques et sociaux. Recevant il y a trois ans, peu après l'obtention du statut d'université de plein exercice, le ministre de l'époque, le campus du Mont-Houy lui montrait un montage audiovisuel où intervenaient tour à tour les élus municipaux de droite, les parlementaires et conseillers généraux de gauche, le président de la Chambre de commerce et d'industrie, les dirigeants de syndicats patronaux et les permanents des centrales ouvrières. Tous manifestaient le même attachement pour « leur » université.

Dix-huit ans après un courageux démarrage, l'université de Valenciennes n'a sûrement pas déçu les espoirs de ses promoteurs. Il ne s'agissait pas seulement d'apporter de nouveaux atouts à une contrée économiquement vieillie. L'idée d'une décentralisation de l'enseignement supérieur à travers l'académie de Lille était liée à des exigences d'ordre social.

Vers cette époque, sous l'impulsion du recteur Guy Debeyre, d'autres centres de la région, Béthune, Calais, Dunkerque, Boulogne, faisaient valoir leurs droits, avec des chances inégales, à une amorce d'implantation universitaire, sous forme de collège de premier cycle ou de départements d'IUT. Facteur de réanimation industrielle ou tertiaire, dans des zones géographiques dispersées, l'éclatement de l'université de Lille devait aussi favoriser l'accès d'un nombre plus important de jeunes aux études supérieures.

A l'heure actuelle encore, la région du Nord/Pas-de-Calais n'atteint pas la moyenne nationale quant aux effectifs d'étudiants. Tout au moins, la création de l'université de Valenciennes a facilité l'ouverture de l'enseignement supérieur, puisque 40 % de ses inscrits sont issus de familles d'ouvriers et d'employés. Proportion exceptionnellement élevée : pour l'ensemble de la France, ils ne sont que 23 %. La proximité d'un centre universitaire est bien évidemment incitative.

La décentralisation n'a donc pas été vraiment ressentie comme une

concurrence par les grandes universités lilloises, dont les effectifs ont continué leur progression, même si Valenciennes, contrairement aux prévisions du début, a rapidement dépassé le niveau du premier cycle. Sans doute était-ce la seule manière de retenir sur place des enseignants-chercheurs. La « greffe » a réussi : sur une centaine de personnes, mis à part les disciplines juridiques, très déficitaires, on ne compte que trois ou quatre « turboprofs » (habitant Paris) en lettres, et aucun en sciences. Cette « communauté scientifique » anime les quatorze laboratoires dont s'est équipé progressivement le Mont-Houy.

Sans négliger les formations traditionnelles, les responsables successifs de l'université de Valenciennes, aidés par un environnement très coopératif, ont eu l'intelligence de choisir des « créneaux » souvent inédits, toujours adaptés aux évolutions technologiques et testés par des enquêtes auprès des milieux professionnels. Le moment venu, le fondateur, Michel Moriamez, aujourd'hui directeur d'une école lilloise d'ingénieurs, l'IDN, s'est résolument tourné vers les filières « finalisées ». Cette orientation a été confirmée par ses successeurs, Edouard Bridoux puis Noël Malvache, président actuel. Agé de trente-huit ans, celui-ci est ingénieur de formation.

Secteurs d'activité en pleine croissance, secteurs d'avenir, telles apparaissent les licences et maîtrises pour lesquelles Valenciennes a obtenu, ces dernières années, l'habilitation : expertise comptable, techniques audiovisuelles, informatique industrielle, maintenance industrielle, langues étrangères appliquées à l'exportation.

Les trois UER — lettres, sciences humaines et arts, sciences juridiques, économiques et de gestion, sciences exactes et naturelles — et les quatre départements d'IUT ont une nouvelle voisine, depuis 1979, une ENSI, l'École nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique et d'énergétique, unique en son genre. La consécration que cet établissement apporte à Valenciennes en matière d'énergies nouvelles, notamment d'énergie solaire, a provoqué des sourires étonnés, parfois des jalousies dans les centres universitaires

du Midi : que savent-ils du soleil, ces gens du Nord ? En fait, nous sommes, par nécessité climatique ou industrielle, de gros consommateurs d'énergie. Il n'est pas besoin de bénéficier d'une température de 30 degrés pour stocker les calories. L'ENSIMEV fêtera la sortie de sa première promotion en juin prochain.

Le génie mécanique et énergétique figure parmi les axes prioritaires d'une recherche qui marie d'heureuse manière, semble-t-il, à Valenciennes, le fondamental et l'appliqué. Les sciences et techniques de l'information et de la communication constituent l'autre grande direction, ce qui n'empêche pas les laboratoires locaux de participer au travail sur les différents pôles régionaux, en particulier le génie biologique et médical, l'automatique et l'informatique.

Les crédits publics, provenant notamment du Conseil régional et des organismes nationaux, les contrats d'origine privée aussi assurent à l'université de Valenciennes, sur le front de la recherche, une place enviable. Celle-ci n'est pas ridicule, malgré la présence, à soixante-quinze kilomètres de là, du potentiel considérable de l'Université des sciences et techniques de Lille.

Plusieurs travaux valenciennois ont franchi la barre de la commercialisation, comme l'imageur ultrasonore et les déviateurs de lumière. Le laboratoire d'automatique industrielle et humaine, que dirige le professeur Malvache, mène d'intéressantes études sur les rapports homme-machine. Elles doivent apporter plus de sécurité dans les transports et améliorer les conditions de travail d'un million de personnes au moins, du pilote d'hélicoptère aux « demoiselles » du téléphone.

Plus spectaculaire est le développement donné par le professeur Michel Le Ray aux recherches concernant le stockage intersaisonnier de chaleur d'origine solaire. Les plus récents bâtiments de l'université servent de prototypes, grandeur réelle, aux systèmes de climatisation mis au point dans la « maison ». Déjà le hall des machines du département de maintenance industrielle utilise le procédé issu du laboratoire d'énergétique, créé en 1977. Il en sera de même pour le bâtiment, en voie d'achèvement, de l'école d'ingé-

nieurs, spécialisée dans « les énergies renouvelables ». On n'en est plus au stade de l'expérience : la municipalité de Denain a adopté cette formule pour le chauffage de sa piscine. Un architecte de Somain a reçu l'aide du laboratoire afin d'équiper plusieurs maisons de la même manière. Un secteur plein de promesses et sur lequel travaillent, en coordination, dix des seize écoles d'ingénieurs du Nord/Pas-de-Calais.

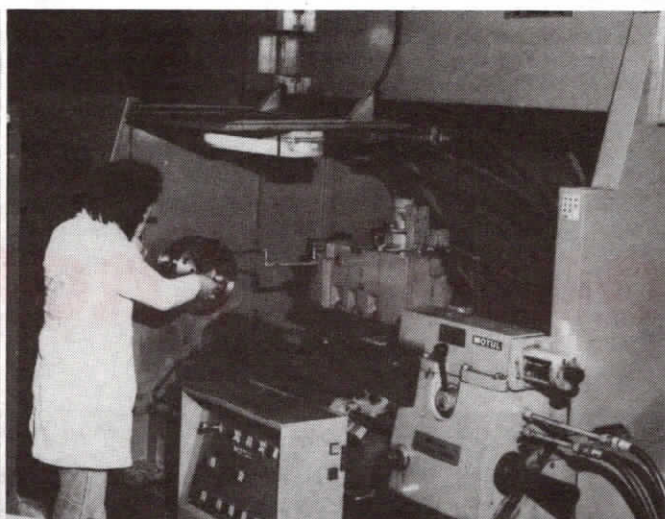
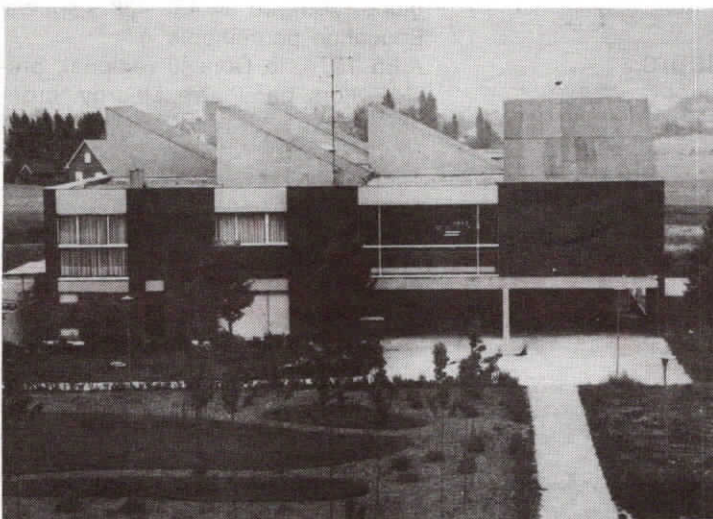
L'ouverture de l'université de Valenciennes se manifeste, à vrai dire, par des activités extérieures multiples, de l'aide à la rédaction d'une déclaration de revenus, organisée par les étudiants de maîtrise comptable et financière, au « service d'information sur les économies d'énergie », installé de pair avec la direction

sans valenciennois du bâtiment a même conclu un accord permettant aux siens de recevoir une « formation complémentaire » à l'école d'ingénieurs.

Ce dynamisme, cette remarquable insertion pourraient faire de l'université de Valenciennes la plus heureuse de France. Ses étudiants ont voté en décembre à 58 %, un des taux de participation les plus forts. Ils s'efforcent sans doute de correspondre le mieux possible au profil que le président Malvache a tracé pour eux : « Une formation théorique de base, générale et moderne, assurant les connaissances nécessaires aux hommes de l'an 2000 — Une initiation à la vie économique — Une capacité d'adaptation au changement. »

successives ne règlent toujours pas la situation de l'UER de droit, hébergée par la ville de Valenciennes, loin du Mont-Houy, et qui souffre d'une insuffisance criante de postes d'enseignants (75 % des emplois du temps sont couverts en heures complémentaires).

Ces difficultés n'empêchent pas la jeune université de caresser bien des projets encore. D'autres deuxièmes ou troisièmes cycles sont envisagés dans les domaines du transport, de la production assistée par ordinateur, de la communication, de l'ingénierie et de la maintenance industrielle, mais aussi des mathématiques, des lettres modernes, etc. Le Premier ministre a annoncé récemment la création d'un CPAG, pour la préparation des concours administratifs à



départementale de l'Équipement.

C'est en direction des entreprises que sont déployés les efforts les plus constants. Le nom et l'adresse de plus de quinze cents d'entre elles figurent dans le fichier de l'université. Celle-ci peut se flatter d'entretenir des relations approfondies avec deux cents entreprises au moins, sous différentes formes : stages d'étudiants, enseignement alterné, depuis 1971, en maîtrise, participation de cadres aux enseignements et aux conférences, séjours de 30 % des enseignants dans les milieux professionnels, conventions de formation continue, passées soit avec le CEPPE, service commun, soit avec le centre associé du CNAM, lié lui aussi à l'université... L'Association des arti-

Mais ils font grève et défilent parfois, rarement. Pour des questions d'intendance : celle-ci suit avec retard l'essor de l'université, qui a pourtant été classée en douzième place (sur soixante-sept), l'an dernier, au hit-parade dressé par un magazine. La résidence du Mont-Houy est enfin passée, en 1980, de trois cents à huit cents chambres. La première tranche des installations sportives sort seulement de terre. Le gymnase sera chauffé, bien entendu, à l'énergie solaire. On attend l'extension du restaurant, qui en est encore aux trois cent cinquante places des origines. Deux cents places supplémentaires sont promises pour cette année.

Quant aux locaux d'enseignement et de recherche, les constructions

Valenciennes.

« Les premiers objectifs sont atteints, note le président. Des centaines de diplômés ont été formés. Apparemment peu d'entre eux peuvent être considérés comme des chômeurs diplômés. Il n'est pas question de créer une université tous azimuts, regroupant vingt mille étudiants et enseignant toutes les spécialités. Créer plusieurs universités nordistes, dans toutes les villes moyennes, paraît aussi illusoire. Par contre, nous pouvons développer une université à dominante technologique, regroupant quatre à cinq mille étudiants ou adultes, avec des enseignants-chercheurs de toutes disciplines, au service de la région. »

André Caudron

Éducation permanente ne signifie pas
pour tout le monde formation professionnelle.

Pour les responsables
du Centre de formation permanente de Lille I
et les élus régionaux, elle est plutôt
synonyme de promotion culturelle, d'apprentissage
dans des domaines aussi variés que l'anglais,
la coupe-couture ou la photographie,
enfin de socialisation pour des individus
qui vivent habituellement
trop isolés les uns des autres.

C'est pour réaliser ce triple objectif
que travaillent, dans plusieurs cantons
du pays minier, des équipes qui s'efforcent
de sensibiliser la population
à ces actions, peu répandues ailleurs.

INUTILE de faire longuement l'analyse des statistiques de la région Nord/Pas-de-Calais pour que s'impose comme une évidence le problème de la formation. Le pourcentage d'ouvriers (qui représentent deux tiers des salariés et la moitié de la population active de la Région), la sous-scolarisation des jeunes de plus de seize ans qui quittent l'école sans avoir terminé un cursus scolaire, la sous-qualification, le sous-emploi féminin enfin, sans oublier la situation des bassins miniers, font qu'ici plus qu'ailleurs éducation et formation des adultes sont de la toute première urgence. Urgence qui a sans doute déterminé les pouvoirs publics, l'Université et plusieurs associations à se saisir de ce problème avec plus de vigueur et plus de détermination que dans d'autres régions (cf. notre n° 437-438 « spécial Éducation permanente »).

En 1974, le Conseil régional, présidé alors par Pierre Mauroy, orga-

ouvrir l'horizon minier



nise un colloque sur la formation permanente qui recense les besoins dans ce domaine et les actions déjà entreprises. C'est le début d'une démarche, l'affirmation d'une priorité et l'engagement de la Région dans un projet dont les effets ne se mesurent qu'à long terme. Mais au moment où l'État n'entendait guère par formation permanente que formation professionnelle et où les grands secteurs traditionnels d'activité étaient au plus mal (mine, textile, sidérurgie), la Région, dirigée par une majorité socialiste, décidait de consacrer une grande partie des fonds de l'établissement public régional au développement d'actions d'éducation permanente destinées en priorité aux publics les plus défavorisés. La Région entendait ainsi faire contre-poids à l'orientation de l'État. L'élection du 10 mai dernier modifie cette analyse puisque les élus du Conseil régional attendent dorénavant de nouveaux textes et espèrent pouvoir passer

d'une politique de « correction » des priorités gouvernementales à une volonté commune État/Région pour assurer la formation et l'éducation des habitants du Nord/Pas-de-Calais.

Mais pour l'instant, les textes restent inchangés et la loi sur la formation permanente n'a pas été remise en chantier. L'outil logistique de la Région, pour résoudre tous ces problèmes, est encore l'Office régional d'information et de coordination de l'éducation permanente (ORICEP), créé en 1977 et qui s'est transformé au mois de décembre dernier en ORCEP (Office régional de la culture et de l'éducation permanente). Son but principal est d'aider et favoriser des actions de développement culturel en permettant à des adultes trop réticents à l'égard de stages de formation plus classiques de suivre un apprentissage. La méthode privilégiée : les « actions collectives de formation », qu'on appelle, dans le jargon de la formation permanente, les ACF.

A ces actions particulières, s'en adjoignent d'autres qui complètent la politique régionale : des instituts municipaux d'éducation permanente, sortes de cellules de recherche qui étudient les besoins, les demandes et les priorités (il en existe à Lille, Roubaix et Wattrelos) et surtout une Université pour tous, qui s'efforce de regrouper tous les moyens disponibles de la Région pour établir un programme cohérent et conforme à la politique du Conseil régional et financé par lui. Ces stages peuvent aussi bien préparer au diplôme spécial d'entrée à l'université qu'à la capacité en droit. Bref, depuis 1974, 30 millions de francs ont été consacrés à ces objectifs, par l'incitation et la coordination d'expériences ou la création d'organismes. Mais, ajoutent aujourd'hui les responsables de la politique régionale, « *des moyens accrus pourront maintenant permettre le développement de ces priorités dans le cadre de la nouvelle répartition des compétences entre l'État et la Région* ».

dans le désert économique

Voilà pour la théorie. Côté pratique, en 1974 la Région n'était pas com-

plètement dépourvue en matière d'éducation permanente puisque le CUEEP (Comité universitaire enseignement et éducation permanente) rattaché à l'université de Lille I prônait depuis 1970, avant même le vote de la loi sur la formation permanente, des actions destinées aux populations les plus défavorisées dans les secteurs considérés comme les plus urgents. Le CUEEP, s'inspirant des expériences de Bertrand Schwartz qui opérait alors à Nancy, avait lancé sur le terrain deux initiatives similaires dans deux régions affrontant une situation difficile, aussi bien économiquement que culturellement : Roubaix-Tourcoing, où le textile avait déjà entamé sa perte de vitesse, et Sallaumines-Noyelle, dans le bassin minier Ouest. L'idée de départ était d'élargir l'accès de ce public silencieux à la formation professionnelle avec des actions plus « centrées » et plus proches du domicile des gens concernés.

A titre expérimental, ce projet a d'abord été financé par Paris. En 1976, le financement s'effectue sur les fonds régionaux affectés à la formation professionnelle. Cette situation a amené les formateurs à devoir respecter, dans une certaine mesure, la règle sacro-sainte de la « rentabilité » en délivrant un certain pourcentage de diplômes pour être plus crédibles aux yeux des payeurs. Ils ont en conséquence orienté leurs actions dans trois directions (après avoir mené une enquête préalable pour déterminer les besoins des quatre communes impliquées dans l'expérience : Sallaumines, Noyelle, Méricourt, Loison — ensemble de 40 000 habitants où 75 % des travailleurs sont des ouvriers).

La première est une dimension professionnelle avec l'obtention de CAP par unités capitalisables sous le contrôle de deux partenaires éducatifs : le CUEEP de Lille I et le LEP de Sallaumines. Mais ce sont les deux autres secteurs d'activité qui font surtout l'originalité de ce type de formation, dans la mesure où ils sont beaucoup moins répandus au niveau national alors que pourtant ils drainent l'essentiel des demandes : stages de formation générale, pouvant ou non s'intégrer dans l'un des CAP à unités capitalisables mais ayant pour but principal le « rattrapage »

scolaire dans des domaines tels que le français, les mathématiques, le « monde actuel », etc., et stages dits d'« incitation » qui répondent très directement à des demandes de formation massive en coupe-couture pour les femmes et en mécanique auto pour les hommes. C'est dans ces dernières activités que tient, en fait, toute l'originalité des ACF, puisqu'elles arrivent à regrouper, dans des stages de promotion sociale, les éternels exclus (pas tous, il est vrai, mais une partie non négligeable), des gens qui ne se rencontraient jamais et n'avaient pas de lieu de socialisation (surtout parmi les femmes car il est de tradition dans le milieu minier que celles-ci ne travaillent pas) et une majorité d'ouvriers dont le niveau scolaire est très bas. Les ACF ne sont pas ressenties comme une école, pas même comme un lieu institutionnel ; elles ne regroupent pas non plus, en tout cas pour l'instant, des adultes ayant subi de graves échecs scolaires, mais surtout des individus n'ayant pas eu de formation parce qu'ils avaient quitté l'école trop tôt, pour aller travailler à la mine (vers douze ans) ou ailleurs ; 80 % des stagiaires ont au plus le certificat d'études primaires. En dix ans environ, ces actions ont touché de 20 à 25 % de la population. Mais si dans les premières années le pourcentage de chômeurs n'excédait pas 2 à 3 %, il plafonne depuis la rentrée 1981 à 30 % parmi ceux qui suivent les actions de formation. « *Le gros problème des actions collectives*, explique Michel Feutry, maître assistant à Lille I et détaché pour le CUEEP à Sallaumines, *c'est qu'elles ne peuvent pas être une oasis culturelle dans un désert économique.* » Jamais une action de formation n'a pu, à elle seule, créer des emplois et, dans cette région sacrifiée où les soldes migratoires sont largement déficitaires, les formateurs n'ont pas la partie belle.

les demandes de compensation

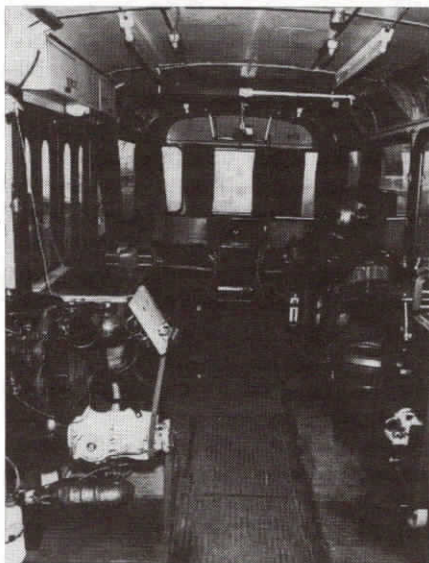
A ces difficultés s'ajoutent celles qui tiennent à la nature des ACF : les stages de coupe-couture ne sont pas toujours bien accueillis par ceux qui financent l'expérience de Sallaumi-

nes, d'autant que ces actions de formation ne débouchent pas sur une demande plus « professionnelle ». En revanche, Michel Feutry a mené une étude sur les femmes qui suivaient ces stages de coupe-couture, et il s'est aperçu que ceux-ci répondaient à une attente bien spécifique. C'est d'abord une réponse, la plus immédiate mais la plus importante, à une demande de formation des femmes dans une région (l'étude portait sur tous les lieux de formation collective du Nord/Pas-de-Calais et, outre Sallaumines, sur Valenciennes et Bruay-en-Artois) où le sous-emploi est criant. Pour ces mères de famille, la formation en coupe-couture devient en fait une production. C'est comme si elles travaillaient en gagnant pour salaire l'argent économisé en fabriquant leurs habits et ceux de leur famille. Pour Michel Feutry, c'est une « démarche de compensation », qui s'explique par « l'intériorisation profonde de la crise ».

La coupe-couture n'est pas le seul apprentissage proposé, loin de là, dans les ACF. Mais c'est celui qui symbolise le mieux, semble-t-il, la nature de la demande et les acquis de la formation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, à Sallaumines, comme à Valenciennes ou à Bruay-en-Artois, c'est dans ce secteur que les demandes sont les plus nombreuses.

Ce qui différencie Valenciennes et Bruay-en-Artois de Sallaumines, ce sont essentiellement les sources de financement, directement issues du Conseil régional qui a inscrit en toute connaissance de cause l'éducation permanente au rang de ses priorités. La démarche est donc globalement la même, mais les formateurs de Bruay et Valenciennes ne sont pas tenus par des exigences de formation professionnelle. Ils laissent tout ce secteur aux GEPEN (groupements d'établissements publics de l'Éducation Nord), qu'ailleurs on appelle GRETA, pour ne se consacrer qu'aux disciplines de formation générale ou d'incitation. Le support à ces actions n'est pas, comme à Sallaumines, universitaire, mais associatif : à Bruay, c'est l'IEP (Institut d'éducation permanente) qui œuvre dans quinze communes (regroupant 100 000 habitants) alentour ; à Valenciennes, c'est le CAPEP (Comité d'action pour

l'éducation permanente et la diffusion culturelle), installé sur le campus de l'université, qui organise les ACF dans tout le canton de Valenciennes-Sud. Le milieu environnant est toujours le même : zones culturellement et économiquement très défavorisées, avec, de plus, dans la région de Bruay, une forte proportion d'adultes



coupe-couture
et atelier de mécanique-auto
installé dans un vieil autobus

tes d'origine polonaise — ce qui a amené les formateurs à programmer des stages d'alphabétisation en polonais et en français. (L'immigration polonaise est officiellement arrêtée, mais certains transitent encore par les États-Unis... avant de rejoindre

leurs familles dans le nord de la France.)

L'IEP comme le CAPEP insistent sur ce qui est l'essentiel de leur mission : amener les plus défavorisés à pratiquer un apprentissage, quel qu'il soit. Ils estiment qu'il ne leur appartient pas de porter des jugements de valeur sur ce qui serait « culturel » et ce qui ne le serait pas et défendent ces types de formation, qu'il s'agisse de cuisine ou de photo, d'anglais ou de mécanique auto, puisque ce sont ceux-ci qui sont demandés par les personnels concernés. Bernadette Montagnon, permanente du CAPEP de Valenciennes, énumère les motivations de ceux qui viennent passer plusieurs heures par semaine dans l'un des lieux de formation du canton : « Pour eux, il s'agit d'abord d'un loisir, ensuite de pouvoir surmonter un échec, d'adapter leur formation à leurs propres préoccupations en étant débarrassé de la crainte de l'échec et des relations d'autorité. » Préoccupation que partage Bernard Blondeau, de l'IEP de Bruay, qui a inséré dans les stages d'incitation des séquences de formation en secourisme, budget familial, etc., en fonction des demandes. A tel point que, explique-t-il, « le stage ne s'arrête jamais. Certaines femmes les suivent assidûment depuis 1977... »

Alors, et maintenant ? Il est clair que, pour les élus du Conseil régional, l'élection du 10 mai a nettement changé les données du problème. La substitution de l'ORCEP à l'ORICEP se voulait être une première transformation. en attendant les nouveaux textes qui ne manqueront pas de sortir sur la formation permanente. Mais ceux qui œuvrent sur le terrain sont quelque peu inquiets. Certes, ils ne refusent pas toute nouvelle orientation. Mais ils sont avant tout soucieux de conserver ces actions qu'ils élaborent depuis maintenant près de cinq ans à titre expérimental, et ne veulent pas les sacrifier ou y substituer d'autres priorités alors que la demande du « terrain » est énorme. D'autres actions sont bien entendu nécessaires, mais pas au prix de celles-ci qui, rappellent-ils, ne coûtent finalement pas beaucoup plus cher à la Région que deux ou trois musiciens de l'Orchestre philharmonique du Nord...

Nicole Gauthier

Même s'il a aujourd'hui
mauvaise mine,
le Nord/Pas-de-Calais
a fait de ses terrils des montagnes
pour que ses cultures et ses traditions,
chahutées par les vents du plat-pays,
ne s'échappent pas. Elles continuent
à battre dans le cœur de ses habitants
comme, autrefois, le sang noir
dans les veines de son sous-sol.
De Dunkerque à l'Avesnois,
le passé dans sa diversité
se veut le ferment
d'un nouvel aujourd'hui
et la raison
d'un nouvel avenir.

Cultures et quotidiens

mon Nord perdu

LA SOCIOLOGIE et la géopolitique du sport restent à faire. Elles seraient passionnantes. Il faudrait pour cela que les détenteurs de la culture légitime, les prescripteurs professionnels, veuillent bien considérer le sport, en tant que pratique et en tant que spectacle, comme une activité culturelle à part entière. Demain n'est pas la veille de ce jour. Presque tous les intellectuels réduisent la culture sportive à une activité de saltimbanques. Faute de mieux je me contenterai donc ici d'être subjectif, pour affirmer abruptement que mes premières notions de géographie du Nord, je les ai acquises à travers Paris-Roubaix, les exploits du LOSC (Lille Olympique Sporting-Club) et, bien sûr, le Tour de France.

C'était déjà, il y a plus de trente ans, l'école parallèle. La voix de Georges Briquet venait jusque dans les villages vendéens. Le plus grand journaliste sportif de la presse orale, je l'écoutais chaque dimanche parler des matches de football : la région du Nord était omniprésente ; Lille, Roubaix (qui possédait un des plus célèbres gardiens de buts), Valenciennes, Lens, je connaissais ces villes comme ma poche.

J'ai appris ainsi (est-ce vrai ?) que les équipes nordistes attendent leurs adversaires au tournant de l'hiver : les terrains sont gras et lourds, là-haut, ils favorisent les travailleurs rigoureux, méthodiques, courageux, au détriment des artistes et des gazelles venus de Reims, ou du Racing (de Paris). C'était, à travers le football, la lutte du travail contre l'aristocratie, du mérite contre le génie, de la vaillance contre la désinvolture.

Les joueurs du Nord, c'étaient des durs et des purs, qui ne rechignaient pas à la tâche, qui y allaient à grands coups de courage et de litres de sueur. Autour des années cinquante, Lille était la meilleure équipe nationale : Baratte, Strappe, Lechantre, Vandoooren, Walter, nous les connais-

sions tous. Ils étaient des nôtres. Ils avaient la solidité des mineurs, l'habitude de la vie difficile. Nous a-t-on assez répété les talents de ces « gueules noires », et des « dogues » lillois ? Du coup, j'ai su en même temps qu'il y avait du charbon dans cette région, et que le football c'était aussi un travail. A sept ans, est-ce que des choses vraiment plus importantes méritent d'être apprises ?

On m'a mis dans la tête, alors, les oppositions entre le Septentrion et le Midi. Le froid et la pluie contre le soleil, le noir contre le bleu, la rudesse contre la décontraction, le sérieux contre le folklore, le travail contre le rire, la profondeur contre la superficialité, la morale contre le laisser-aller. Bref, toute une géopolitique stéréotypée m'a été inculquée par le moyen de la passion du football. Stéréotypée, c'est sûr, mais l'est-elle davantage que celle dont on m'a abreuvé par la suite au travers de livres savants ? Qui peut aujourd'hui encore *démontrer* qu'il ressent identiquement un Nordiste et un Méridional ?

Et puis il y avait Paris-Roubaix. Le cyclisme, c'est le sport qui rassemble sur un même terrain en un même temps des coureurs venus de partout. De ce fait, il a ses lieux privilégiés, désormais devenus mythiques. Paris-Roubaix, la course pascalle, je l'attendais des semaines à l'avance, moi qui pourtant étais déjà mécréant. Les journalistes, et Georges Briquet le premier, donnaient dans l'épique. « L'enfer du Nord », tel était le qualificatif de la fin de parcours.

Les cent derniers kilomètres, décisifs, de Paris-Roubaix, sont faits de pavés, et de pavés très anciens, c'est-à-dire fort inégaux. En plus, dans le mythe (et dans la réalité ce n'est pas rare non plus), il pleut nécessairement le jour de la course. Je n'imagine même pas un Paris-Roubaix sec et ensoleillé. Ce serait de la mystification, une sorte de trahison.

Donc, les pavés, la pluie diluvienne, le froid, les chutes, les coureurs couverts de boue obligés de descendre de machine pour aller jusqu'au sommet. C'est la reine des courses, hyper-sélective, celle qui fait que, selon la formule magnifique d'Antoine Blondin, « *le haut du pavé se retrouve sur le pavé du haut* ». Le grand Fausto Coppi l'a emportée seul, en 1950, après une échappée dont nous tremblons encore. Bobet, convalescent en 1956, gagne à l'inattendue. Anquetil, le super-crack, n'est jamais arrivé en vainqueur à Roubaix alors qu'en 1958 il l'aurait largement mérité. Hinault enfin a parlé de course-loterie, mais s'est empressé de tout faire pour la gagner indiscutablement.

Les pavés sont en voie de disparition. Paris-Roubaix est donc sur le point de mourir. Des luttes s'organisent entre ceux qui veulent conserver les pavés pour sauver la course (qui est aussi, bien sûr, une affaire commerciale non négligeable) et ceux qui ne sentent pas battre leur cœur lorsque passent les coureurs : les technocrates de la construction routière et les défenseurs des valeurs pures (loin de la pollution du sport de compétition).

Mais il reste, au-delà des évolutions et des raisons, des dizaines de milliers de gens qui, comme moi, ont appris quelque chose du Nord avec Baratte et Coppi, et qui, comme moi, savent à peu près tout ce qu'il y a à savoir sur le sport de compétition comme opium du peuple. Le problème est évidemment plus complexe que ne le proclament les idéologues de tout poil. Le pain et les jeux, ça fait deux mille ans qu'on nous donne des leçons à leur sujet, et deux mille ans qu'ils n'en finissent pas d'être moribonds, mais ils sont toujours là parce qu'ils appartiennent aussi au domaine de la passion, de l'irrationnel qui est en notre cœur et résiste à tous les dogmes (voyez, s'il vous plaît, les actuels problèmes de



*Coppi, vainqueur de Paris-Roubaix, 1950
Sommerlinck sous le maillot du LOSC
Lens-Lille, le 21 novembre 1981, à Lens*

la télévision).

Alors, pas de leçons. Il y a en moi une image du Nord, dont je suis tout prêt à admettre qu'elle est fausse (ou juste) mais qui est de l'ordre du mythe et de la légende. Cette image, elle m'appartient et, plus, elle me constitue. Je n'ai donc pas à la discuter, mais je peux la partager.

Elle est faite de hauts fourneaux et de fumée, de pluie et de vent, du gris de la mer du Nord, de ces dizaines de milliers de spectateurs qui, dans ce paysage, guettent le passage de Poulidor et de Didier Six, d'un coureur cycliste et d'un joueur de football. La Belgique est toute proche, avec ses champions flamands (les « Flahutes »), ses frites et ses moules. Jacques Brel y promène sa tendresse agressive, sur les traces de Verlaine et de Delvaux.

Je donnerais n'importe quoi pour que Lille redevienne champion de France de première division, mais cela n'en prend guère le chemin. Cette année, le club est même déjà éliminé de la Coupe de France. Nostalgie. Je ferais bien encore 200 kilomètres pour aller voir passer Paris-Roubaix dans moins de deux mois. Ce soir je lirai *Germinal*. Ce soir aussi je me plongerai dans les statistiques nationales sur le chômage, la production, la consommation des ménages, l'éducation. Je me souviendrai, bien sûr, de Bouvines, des Bourgeois de Calais et de la mort de Nizan à Dunkerque.

Les paysages et les régions, les hommes et les choses, vivent en nous à la fois dans le songe et dans le réel. Contre tous les tenants du titre, je revendique cette mosaïque en moi, qui me fait être ce que je suis. Vous qui savez presque tout, si vous ignorez que Marceau Sommerlinck, du LOSC, est le seul joueur français à avoir cinq fois gagné la Coupe de France, il vous manquera toujours quelque chose dont vous ne devinez pas le prix.

Louis Porcher



la culture pour soleil



« Lille, capitale de l'Europe du Nord-Ouest »...

LE BUDGET consacré à la culture, c'est bien connu, est en général l'un des moins importants des postes des municipalités. Lille, pourtant, est l'une des villes de France qui consacre le plus à l'action culturelle, avec 14 % par an, répartis en fonction de trois priorités, énoncées par Monique Bouchez, adjointe au maire Pierre Mauroy, qui a en charge ce secteur : aider les créateurs et les grandes entreprises culturelles ; permettre aux habitants de « développer leur propre créativité » ; inscrire la culture « dans une politique d'animation de quartier et de décentralisation culturelle ».

Si on prend le total de la masse budgétaire affectée à la culture, c'est sans nul doute la première de ces orientations qui a la priorité, qu'il s'agisse de l'Orchestre philharmonique, implanté à Lille mais au rayonnement régional, de la compagnie de théâtre de La Salamandre, qui a statut de Centre dramatique national, de l'Opéra du Nord, installé dans la métropole (l'Opéra est à Lille, l'Atelier lyrique à Tourcoing et le Centre chorégraphique à Roubaix) ou enfin du Festival qui réunit pendant près de deux mois, dans la capitale régionale, des créateurs de toutes sortes. Ce

sont ces institutions, dont certaines sont très anciennes qui tiennent le haut du pavé et qui bénéficient de l'attention bienveillante de la municipalité. Il est vrai que ce sont celles qui accueillent le plus de spectateurs...

Si les élus défendent cette politique de spectacles « prestigieux » (ce qui ne veut pas dire que la qualité en souffre), c'est parce qu'ils prétendent que la création de haut niveau encourage l'animation culturelle à la base et stimule les associations. « C'est parce que les Lillois vont beaucoup au théâtre que les troupes se développent », explique Monique Bouchez. Pourtant, les responsables de l'action culturelle moins « spectaculaire » ont tendance à penser qu'ils paient durement la rançon du prestige. Sur les seize millions de francs du budget culturel, onze sont consacrés à l'Opéra du Nord, cinq cent soixante-quinze mille francs au Festival de Lille, quatre cent mille francs au théâtre de La Salamandre... et six cent cinquante mille seulement à l'ensemble des associations qui œuvrent sur la métropole régionale. C'est dire si le déséquilibre est important.

Cela ne veut pas dire pour autant

que le seul souci des élus soit le grand spectacle. Un Office municipal de la culture, regroupant quatre-vingts associations, travaille au « développement de la créativité » et entreprend des recherches sur des thèmes, vastes et souvent débattus, tels que : « Qu'est-ce que la culture populaire ? Que faire pour la développer ? » Objectifs nobles mais qui, malheureusement, ne sont pas encore atteints...

Enfin, dernier volet de la politique municipale, dans lequel on reconnaît aisément les orientations du gouvernement que dirige le maire de Lille : la décentralisation. Lille a été quadrillée en quartiers de quinze à vingt mille habitants, dotés d'une mairie annexe et d'un conseil de quartier qui recense les besoins de la population. Le but : décentraliser les équipements culturels de la ville, bibliothèques municipales, conservatoires de musique, écoles d'arts plastiques, etc.

Une chose est indéniable. Lille veut avoir une politique dynamique en matière culturelle. Pour Monique Bouchez, « la culture est une dimension du social. Ce n'est pas quelque chose qui vient "après", quand on a répondu à tous les autres besoins,

qu'ils soient économiques ou sociaux». A cette préoccupation s'en ajoute une autre, moins explicite, plus complexe : Lille n'a pas, à l'instar d'autres grandes villes, de soleil à offrir à ses concitoyens. Le Nord a une bien triste réputation. Il faut donc, dans la mesure du possible, « attirer les gens vers la culture, leur prouver que Lille peut être et est une ville aussi agréable que les autres, Toulouse ou Aix-en-Provence », qui peut offrir « des possibilités culturelles qu'on ne trouve pas ailleurs ». C'est aussi en fonction de cette logique que la municipalité lilloise s'est lancée dans la rénovation et la restauration du patrimoine, particulièrement architectural, du Nord. Le vieux Lille a été ainsi « réhabilité », le centre aménagé, les vieilles maisons remises en valeur. C'est toujours dans la même optique que les élus encouragent la naissance d'une Maison de la nature et de l'environnement fondée par des passionnés d'écologie.

Bref, Lille est une ville du Nord et en est fière. Pas question pour elle de renier ses origines. Elle peut aussi, de par sa situation géographique, permettre à ses citoyens d'aller passer le week-end en Belgique, ou permettre aux Belges de profiter de ses spectacles ou autres manifestations culturelles. La capitale du Nord/Pas-de-Calais, c'est « la capitale de l'Europe du Nord-Ouest », affirme Monique Bouchez. D'une Europe où l'on retrouve l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'ensemble des pays flamands dont Lille veut être, en France, l'ambassadeur. C'est une petite ville (deux cent mille habitants), mais une grande métropole (un million d'habitants), insérée elle-même dans une des régions à plus dense démographie : quatre millions d'habitants. Sans vouloir le monopole des activités culturelles régionales, elle prétend, par une politique dynamique, les stimuler, répondre aux attentes, faire l'inventaire des besoins, donner des atouts à cette région qui, économiquement parlant, a été durement atteinte durant les dix dernières années. Les élus municipaux lillois veulent faire retrouver, à leur ville bien sûr, mais aussi à l'ensemble de leur région, une confiance un peu ébranlée, en tenant compte de l'histoire et des spécificités régionales.

Nicole Gauthier

Gaston Cusseau, délégué régional de la Ligue
de l'enseignement et de l'éducation permanente
pour le Nord/Pas-de-Calais,
expose ici les idées qui sous-tendent
l'action militante dans cette région où rien,
de l'environnement aux moindres faits
de la vie quotidienne, n'est indifférent, et où
tout peut se justifier en termes de culture.

l'image de la Ligue

AU MOMENT où paraît ce numéro spécial de **l'éducation** consacré à la Région Nord/Pas-de-Calais, la Section régionale Nord/Pas-de-Calais de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente est juridiquement créée. Certes, une structure informelle existait depuis une dizaine d'années, il n'était pas possible en effet de ne pas tenir compte de l'existence de la Région politique. Nous ne pouvons d'ailleurs que nous féliciter des excellents rapports qui s'étaient instaurés entre notre mouvement et les structures régionales mises en place. Les contacts ont toujours été fructueux et nos demandes accueillies avec sympathie et bien souvent suivies d'une aide financière.

Mais il a semblé à la Ligue que le vote de la loi sur la décentralisation lui imposait de constituer une union d'associations régie par la loi de 1901.

Nous avons donc décidé la FLA-SEN (Fédération laïque des associations socio-éducatives du Nord) et la FOL (Fédération des œuvres laïques du Pas-de-Calais) à mettre en place cette union. Nous n'avons pas eu

besoin d'ailleurs de faire preuve en la matière d'innovation ; des structures régionales Ligue existaient déjà dans cette région : l'ORLEIS, le Comité régional UFOLEP, le CREFEP (Centre régional d'étude pour la formation et l'éducation permanente) créé tout spécialement pour proposer aux habitants de nos deux départements une formation adaptée à leurs besoins conformément aux conclusions du Colloque de 1974 sur la formation et fournir une aide à nos associations, en particulier dans le domaine de l'audiovisuel. Nous avons axé plus particulièrement notre action au niveau de l'animation de ciné-clubs, renforcé le secteur diffusion de films, réalisé en coopération avec le CRDP la production de quatre films dans la série « La France face à l'avenir ». Soucieux d'éclairer les responsables dans le choix du matériel, nous avons engagé un conseiller pour l'équipement (Citévoix). Nous avons également innové en gérant en commun un centre de vacances : Saint-Jeoire-en-Faucigny.

Il va de soi que cela n'empêchait pas chaque Fédération de continuer à conduire son action spécifique et

d'intervenir dans tous les autres domaines. Citons-les rapidement :

• **Plein air et Sports** : *sports collectifs* : football, basket-ball, hand-ball, volley-ball ; *sports individuels* : athlétisme, cross, tennis de table, tennis, tir, gymnastique volontaire ; *activités de plein air* : cyclotourisme, randonnées pédestres, course d'orientation, nautisme, aéromodélisme.

• **Culturel** : circuits de conférences, expositions, expositions-témoignages (« Ma vie de mineur », « Ma vie de paysan », « Ma vie de pêcheur »), festivals de chant choral, de danses populaires, théâtre, poésie ; audiovisuel : montages sonorisés, vidéo.

• **Loisirs - Vacances** : aide technique à l'organisation d'excursions, de vacances en groupe, centre de vacances d'enfants, d'adolescents, maisons familiales, séjours pour le troisième âge, sports d'hiver, voyages organisés.

• **Formation et Animation** : nombreux stages décentralisés dans nos différents domaines d'intervention ; animation en direction de nos associations (sections sportives, amicales, maison de jeunes, foyers socio-éducatifs).

La question qui se pose à nous, la structure étant créée, est de savoir quels moyens nous allons mettre à sa disposition, quelle délégation de pouvoir, n'ayons pas peur des termes, les deux fédérations vont lui accorder. Le problème n'est pas simple, il faudra surmonter certaines habitudes, faire taire certains préjugés, créer une concertation permanente, source de compréhension et d'efficacité. Mais notre implantation sur toutes les zones de la Région, la qualité de nos permanents, de nos animateurs permanents professionnels, de nos employés, nous permettent d'être optimistes.

Nous sommes d'autre part section de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, ne l'oublions pas. C'est pour tous les membres de nos deux fédérations une garantie de réussite. Les réunions des délégués régionaux, des permanents confédéraux, sont des lieux d'échanges fructueux, de comptes rendus d'expériences réussies et d'actions possibles. Nous pourrions démontrer que la décentralisation nécessite la planification. Soyons donc à la fois les responsables de la

le Conseil régional Nord/Pas-de-Calais de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente c'est...

une union de fédérations

- **FLASEN** : Fédération laïque des associations socio-éducatives du Nord (7, rue Alphonse-Mercier, B.P. 1054, 59011 Lille Cedex)
- **FOL** : Fédération des œuvres laïques du Pas-de-Calais (1, route Nationale, B.P. 8, 62131 Verquin)

la représentation de la Ligue dans la Région

- **3 706 associations** : 1 300 adultes, 2 356 scolaires
- **446 464 adhérents** : 90 279 adultes, 356 185 scolaires

des services régionaux

- **Culture et communication** : 387 ciné-clubs, 234 clubs de photo et audiovisuel, 126 groupes de théâtre, 120 groupes de danse, 90 groupes de chant, 56 groupes arts et traditions populaires, 14 groupes arts plastiques et sérigraphie, 31 groupes de lecture, 3 groupes archéologie, 1 groupe philatélie, 3 expositions-photos, 3 expositions-livres, 2 montages vidéo couleur
- **Vacances** : 24 centres de vacances été (59 sessions - 3 934 enfants et adultes), 14 classes transplantées, 4 classes de neige, 2 classes de nature, 100 séjours linguistiques, 113 centres de loisirs, 8 centres de vacances hiver (9 sessions), 350 jeunes et 40 adultes en séjours de neige, 9 voyages adultes et jeunes, 5 voyages troisième âge
- **Sports**
UFOLEP : 977 associations (29 526 adultes, 10 305 scolaires)
USEP : 2 070 associations (1 525 adultes et 136 355 scolaires)

une médiathèque

des vidéocassettes, 450 longs métrages, 2 000 courts métrages, catalogue de 3 500 titres de 16 et 35 mm

un organisme de formation

- **Formation des animateurs** : 40 stages organisés en direction de nos associations (12 audiovisuel, 5 animateurs vacances, 8 sportifs, 10 photographie, 5 théâtre)
- **Le CREPEP** organise, en direction de tous publics, des stages décentralisés à la demande des municipalités, des organismes de formation

un organisme d'action culturelle

Festival audiovisuel

décentralisation et les réalisateurs de la planification.

Notre volonté de travailler en commun doit se situer d'abord au niveau de la formation. Il nous faudra renforcer les moyens du CREFEP. Une politique volontariste est nécessaire dans ce domaine. Nous devons multiplier les points d'éducation permanente là où un animateur permanent professionnel est présent et de ce fait mettre en place un nombre important de stages. Une réflexion sur le contenu de cette formation est nécessaire, des matières d'incitation (coupe, couture ou autres) aux matières de prise de conscience (consommation, expression écrite et orale) sans oublier la micro-informatique.

Nous ne négligerons pas pour autant la culture. Notre emprise sur la culture régionale, la mémoire collective, doit se manifester lors de chaque action. Notre réseau de diffusion culturelle se verra renforcer en particulier en direction des cinés-clubs. Nous devons très rapidement créer un réseau minimal de cinquante points de chute pour nos expositions, nos conférences, nos spectacles.

L'innovation restera enfin notre souci majeur. Des actions nouvelles devront être mises en place (animation en milieu rural, cinéma en milieu rural, festival d'été en Flandre, édition de documents portant sur la mémoire collective — plaquettes de poésie, livres, vidéo, etc.).

Il faudra également être à l'écoute des initiatives prises par la Région politique et le gouvernement. Il est de notre devoir de lutter avec nos moyens contre le chômage (l'action conduite en faveur des jeunes volontaires nous en offre la possibilité). En multipliant nos contacts avec les municipalités, en participant activement à la création des postes de FONJEP, en proposant des actions aux différents ministères, non seulement ceux de l'Éducation nationale et du Temps libre/Jeunesse et Sports, mais aussi ceux de la Culture, de l'Action sanitaire et sociale, de l'Agriculture..., nous contribuerons également au redressement économique de notre pays (par exemple stages d'insertions).

Nous n'oublierons pas pour autant la formation des jeunes soumis à l'obligation scolaire, nous participerons activement à la réussite de

l'opération « Loisirs Quotidien Jeunes ».

Nous contribuerons ainsi dans cette Région Nord/Pas-de-Calais, après que nos anciens militants ont œuvré à la création de l'école publique, gratuite, obligatoire et laïque, à la mise en place d'un grand service public, laïque et unifié de l'Éducation permanente. C'est là le sens de notre action, l'originalité de notre démarche, et nous serions tentés d'ajouter notre raison d'être.

Oui, n'oublions jamais que nous sommes d'abord un mouvement de pensée; nous avons un idéal que, suivant les circonstances, nous devons ou défendre ou promouvoir: la laïcité. Cette laïcité que certains estiment dépassée, que d'autres voudraient oublier, pensant qu'elle est source de divergences, de discordes, qu'elle donne naissance à des affrontements inutiles. Mais l'histoire est là pour nous rappeler que la laïcité a de tout temps été la ligne qui sépare le conservatisme des forces de progrès. Chaque fois que la droite a été au pouvoir, elle s'est empressée de combattre et de mettre en péril la laïcité de l'école et de l'État. Chaque fois que la gauche a gouverné, les conservateurs ont essayé de faire croire qu'elle portait atteinte aux libertés. Ils nous disent aujourd'hui qu'il y a d'autres problèmes plus urgents à traiter — le chômage, l'inflation — que celui de la nationalisation de l'enseignement. Ils oublient simplement de dire que par tous les moyens ils s'opposent aux transformations nécessaires pour régler les problèmes économiques qui se posent à notre pays: nous serons tentés de dire « Contre le progrès social, contre la laïcité, même combat ».

Faisons en sorte que toutes les associations qui nous font confiance, parce que nous sommes de remarquables prestataires de service et personne ne nous le conteste, mènent ce combat pour la formation du citoyen suivant les principes qui nous sont chers: le respect de la dignité de l'homme, le droit à la différence, la volonté de construire une société plus juste où les inégalités seront absentes, où chacun pourra s'épanouir.

Gaston Cusseau



le français aujourd'hui

la revue de

l'Association Française des Enseignants de Français

N° 48 — Des classes de français (dossier orthographe)

N° 49 — L'Histoire dans la classe de français

N° 50 — Le français à l'École élémentaire

N° 51 — La Poésie: apprendre à lire et à écrire

N° 53 — Le français au collège

N° 54 — Ces textes qu'on appelle « littéraires »

N° 55 — Théâtre, jeu dramatique « Arlequin à l'école »

N° 56 — Français-philosophie

N° 57

Le numéro qui prépare le congrès de Lille (29 - 30 - 31 mars 1982) « les enjeux sociaux de l'enseignement du français »

S'informer, se recycler, discuter

le numéro: 30 F



Inscriptions au congrès renseignements et commandes: Association Française des Enseignants de Français B.P. 32 92310 Sèvres

DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITÉ

Gildas Bourdet (à gauche) et son spectacle « Le saperleau »,
Jean-Louis Martin-Barbaz et « La cagnotte »,
René Pillot et « Rock n'role »

sur les planches

TOUT au début, disons au début de ce siècle, il n'y avait pas grand-chose, tout au plus une solide tradition de marionnettes (une quarantaine de troupes fixes à Lille) où, dans des caves humides, ainsi choisies pour que les fils ne cassent pas, de très populaires héros — Louis Poirecuite à Lille, Petit-Louis à Roubaix — faisaient la joie des spectateurs. Entre les deux guerres, comme dans beaucoup d'autres villes françaises, le seul théâtre était lyrique, opéra, opéra-comique, opérettes, installé à demeure — lourde charge pour les municipalités... — sans parler des passages épisodiques de tournées dites parisiennes. Pour l'immense majorité de la population, celle des travailleurs, la « fête », c'étaient les cabarets où l'on se retrouvait en famille et entre amis, autour d'agapes bon marché (haricots, saucisses et bière) pour chanter en chœur ou écouter des « chansonniers ». Et puis la radio est venue, qui dispensait de sortir, et les « galéneux » n'avaient qu'à régler leurs petits récepteurs de fortune sur Radio-PTT Nord, qui chantait pour eux...

Après 1945, sous l'impulsion de

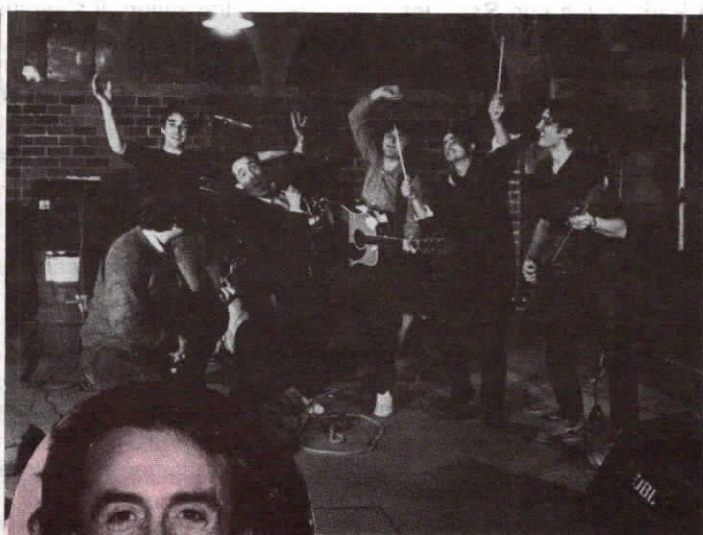
Jeanne Laurent, une première décentralisation — théâtrale — est apparue, avec, dans le Nord, Claude Martin d'abord, puis Cyril Robichez et son Théâtre populaire des Flandres. Mais il ne fallait guère compter sur l'aide de l'État. Heureusement les autorités locales avaient compris que le développement de la région passait aussi par la promotion de la culture. Aujourd'hui, la Région Nord/Pas-de-Calais a inscrit à son budget, au chapitre Culture-Vie sociale, la somme de 66 900 000 F (environ 12 % du budget total), répartie en douze postes : Aide aux troupes théâtrales, Orchestre philharmonique de Lille, Aide aux centres d'animation culturelle, Aide à l'Opéra du Nord, Aménagement de lieux de spectacles, Réalisation de salles polyvalentes, Musées régionaux et archéologie, Animation culturelle et aide aux festivals (de Lille, de la Côte d'Opale et du court-métrage), Aide à la musique, Sauvegarde du patrimoine, Actions sportives et salles sportives, Aide à l'Atelier national de musique.

Un Office régional de la culture et de l'éducation permanente (ORCEP) est en place depuis 1974 (avec un budget de l'ordre de 6 MF) et est

chargé d'étudier les dossiers soumis au Conseil régional, de favoriser la concertation et la coopération entre tous les agents régionaux du développement culturel, de soutenir la création, en étroite collaboration avec des représentants de tous les organismes intéressés, groupés dans treize commissions de travail. Entre autres réalisations, l'ORCEP a à son actif l'organisation d'un très important et très réussi Colloque sur la lecture qui réunit, en novembre dernier, à Hénin-Beaumont, quelque six cents participants, élus, ministres, éditeurs, bibliothécaires, libraires, éditeurs et écrivains. Il publie régulièrement un magnifique magazine illustré, **Boulevard de la Liberté** (son adresse à Lille... mais aussi un symbole), rédigé avec l'aide des élèves de l'École supérieure de journalisme de Lille (1).

On comprend que, dans ces conditions, la Région/Nord-Pas-de-Calais a cessé d'être un désert culturel et l'on peut même dire que, sur le plan théâtral, elle est l'une des plus riches. Certes le Théâtre populaire des Flandres de Cyril Robichez a cessé





d'exister l'an dernier, après avoir si longtemps fait œuvre, souvent solitaire, de pionnier, en présentant en tous lieux (salles équipées, chapiteaux, carreau des mines, petits villages...) un très vaste répertoire — des classiques français et étrangers aux écrivains alors réputés dans la région d'« avant-garde » (comme Anouilh !) —, mais surtout en gagnant le pari d'imposer, à Lille, un « théâtre quotidien ». Son infatigable animateur est aujourd'hui délégué au théâtre et à l'animation culturelle de la direction régionale des Affaires culturelles. Il se propose, en particulier, de créer un pool technique régional de matériels pour professionnels, amateurs et associations, l'ENTRACT (Encadrement technique régional de l'action culturelle et du théâtre), et de mettre aussi à leur disposition des techniques et des formateurs, de favoriser tous les rapports horizontaux entre tous les intéressés et tous les échanges de troupes, et de contribuer à faire de FR 3-Lille une vraie cellule de création indépendante.

Il est difficile de citer toutes les troupes en activité dans la région. Faute de pouvoir être complet, il faut au moins retenir le Théâtre de la

Planchette, de Pierre-Etienne Heymann et Alain Weis, installé au Centre « La Rose des vents » de Villeneuve-d'Asq, la Compagnie de la Remontrance (Béthune), le Théâtre de la Découverte, Tertous et Cie (Grande Synthe), le Théâtre du Prato, la compagnie Jean-Marc Chotteau, la compagnie de marionnettes Mariska (Villeneuve-d'Asq), celle de Jacques Vincent (Roubaix), de Marcel Ledun (Lille) et du Théâtre du Bronteux (Tourcoing), la compagnie de mime « L'oiseau-mouche » de Hervez Luc (Hem) et, bien entendu, les trois troupes « nationales », de Gildas Bourdet, de Jean-Louis Martin-Barbaz et de René Pillot.

Le Théâtre de la Salamandre (théâtre national), de Gildas Bourdet, est né au Havre, voici un peu plus de dix ans, d'une compagnie d'amateurs. Depuis, il a fait un brillant chemin et son animateur est couramment, et justement, salué comme un des meilleurs metteurs en scène de la jeune génération. Il est aussi auteur et sa dernière œuvre, **Le saperleau**, est une étonnante réussite. C'est, à première vue, une histoire banale : un homme aux prises avec deux fem-

mes qui se le disputent et dont les aventures sont commentées par un narrateur. L'extraordinaire vient de ce que tous les quatre s'expriment « en Bourdet ». L'auteur leur a, en effet, inventé un langage, aussi savoureux que cocasse, fait de calembours, d'approximations, de mots-valises, de déformations, d'inventions... qui sont presque toujours des trouvailles. On cherche à comprendre, puis on ne cherche plus, on devine, on se laisse entraîner par ce délire verbal... et l'on rit ! Car les quatre interprètes sont d'une qualité exceptionnelle et la mise en scène d'une invention perpétuelle. Il a d'ailleurs fallu à Gildas Bourdet construire un lieu particulier, et ô combien ingénieux, dans la carcasse vide de l'ancien Théâtre Salengro où il jouait jusqu'ici... et qui ne pourra être réaménagé qu'au début de l'année prochaine.

Il ne pourra, non plus, se produire à Tourcoing (son cahier des charges le met à cheval sur les deux villes) que lorsque l'ancien et vétuste cinéma qu'il occupait, l'Idéal-Ciné sera, lui aussi, rénové (en octobre 1982), avec une adaptation modernisée et francisée des **Bas Fonds** de Gorki. Peut-être, tout de même, viendra-t-il

à Paris, avec son **Saperleau**, pour le Festival d'automne, encore que, provincial de cœur, il n'aime pas tellement la capitale et semble préférer tourner à Lyon, Grenoble, Strasbourg... Mais il ne veut pas, pour autant, dédaigner le public de Paris, et tient à y affronter le risque de la concurrence, de peur de s'endormir dans une certaine facilité. Il compte bien, en tous cas, s'implanter dans sa région, avec une troupe permanente pour laquelle il continuera d'écrire (ce qui est, certes, une contrainte mais aussi, par là même, une stimulation) et s'y sent très à l'aise, du moment que son statut officiel a défini des rapports contractuels clairs avec les autorités régionales et nationales.

Si Gildas Bourdet est « nordiste » depuis 1975, Jean-Louis Martin-Barbaz n'est béthunois que depuis janvier 1982. Ancien de Villeurbanne (avec Roger Planchon) et de Reims (avec Robert Hossein), il a connu quelques beaux succès avec sa propre compagnie (en particulier, **Les deux orphelins** (2) et **La dame aux camélias**). Son premier spectacle à Béthune, qui a aussi tourné dans la région et hors d'elle, a été **La cagnote**. Dans un dispositif ingénieux, bien soutenus par une alerte partition, ses comédiens ont joué, chanté et dansé la comédie d'Eugène Labiche et Alfred Delacour avec beaucoup d'entrain et de drôlerie. Sa prochaine création sera d'un auteur contemporain, Pierre Laville, **La maison sous les arbres**, et sa saison se complètera par une reprise, sous chapiteau itinérant, du **Bourgeois gentilhomme**.

Il compte aussi faire une large place à l'animation théâtrale dans les établissements scolaires de la région (deux comédiens professionnels sont d'ores et déjà chargés de cette tâche) et à la formation d'acteurs. Sans pour autant, lui aussi, renoncer à « descendre » à Paris, ne serait-ce que parce que les écrivains contemporains tiennent à y être joués...

Dernier Centre dramatique national, mais d'un autre genre, celui que dirige René Pillot s'adresse essentiellement à l'enfance et à la jeunesse. Ancien comédien du TNP de Jean Vilar puis des théâtres de la décen-

tralisation, il s'est installé à Lille voici quelque douze ans avec son Théâtre La Fontaine, devenu « national » en 1978, et il est, depuis septembre dernier, chargé également de diriger la Maison de l'enfance et de la culture. Outre des représentations théâtrales, celle-ci offre des ateliers de danse et de théâtre tous les mercredis, et des expositions (cette année, toute une série sur le thème du jouet, avec conférences et ateliers). Quant aux spectacles eux-mêmes, les uns « lourds », les autres plus « légers », donc faciles à présenter en tournée, ils cherchent surtout à éviter le dogmatisme et la pédagogie trop appuyée, même s'ils s'efforcent de coller aux préoccupations et aux sensibilités des jeunes. Ainsi le plus récent, **Rock n'role**, qui montre la répétition d'un groupe de jeunes musiciens, avec ses conflits, ses difficultés, ses découragements et ses joies, a été rédigé, par lui-même, après une longue préparation faite de dialogues avec des adolescents.

Ce que cherche aussi René Pillot, c'est, bien sûr, à diversifier ses spectacles selon les tranches d'âge des spectateurs, mais surtout à intéresser, aussi, les adultes. C'est ainsi qu'il est parvenu à jouer, de plus en plus, en soirée, plusieurs jours par semaine. A lire ses pièces (3), on constate, en effet, qu'aucune concession n'est faite à l'infantilisme, qu'il sait parfaitement adapter ses styles, en dosant le réalisme, la poésie et le merveilleux, en un mot qu'il prend l'enfance et la jeunesse très au sérieux.

Il n'y a pas si longtemps, c'était monnaie courante que de dire qu'il n'y a de bon théâtre qu'à Paris. La Région Nord/Pas-de-Calais est sans doute l'une de celles qui font le mieux mentir ce stéréotype.

Pierre-Bernard Marquet

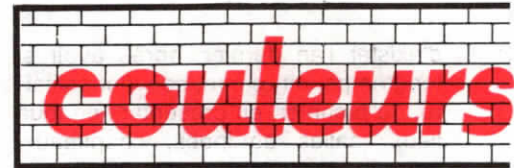
(1) Entre autres numéros, on peut signaler un « spécial », « Vers une bibliographie régionale », qui, sans prétendre à être exhaustif, n'en retient pas moins plus de 2 500 titres.

(2) Cf. **l'éducation** du 3 mai 1979.

(3) Trois volumes viennent d'être édités chez Dessain et Tolra (10, rue Cassette, 75006 Paris).

LE Haut et le Bas-Hainaut, le Cambrésis, la Flandre française, l'Artois et la Picardie, autant de régions qui appartiennent au ciel plombé de Brueghel et que la richesse picturale flamande — pour l'essentiel belge et hollandaise — a cependant marqué d'une empreinte spécifique. A commencer par Van Eyck (1370-1440) qui le premier rompit avec le gothisme international. Inventeur, dit-on, de la peinture à l'huile, il fut longtemps au service de Philippe le Bon. L'opulence de la matière, le réalisme profane, le sens halluciné du détail marqueront avec lui l'humanisme lyrique spécifique aux Flamands dans ces contrées industrielles propices à l'expansion capitaliste dont le symbole fut Anvers. L'art du portrait et du retable manifeste dès lors cette aspiration à la précision expressionniste et concrète, déjà sensible chez les miniaturistes.

Parmi les artistes locaux qui relèvent de la grande époque flamande



des Memling et Van der Weyden, on peut surtout relever le nom de Robert Campin, le Maître de Flemalle, né à Valenciennes et mort à Tournai (1378-1444). On lui attribue l'admirable Triptyque de Mérode où le pathétique s'allie au quotidien dans une représentation plus opaque et archaïque que Van Eyck mais d'une intense poésie. Son élève Jacques Daret sera actif à Lille et à Arras. Il faudrait aussi parler du très virtuose Jean Bellegambe né et mort à Douai (1470-1534) surnommé « le Maître des couleurs » et qui investit très picturalement les Mystères catholiques entre deux scènes de genre.

Au XVII^e siècle, le comté de Flandre, qui passa tout à tour dans la mouvance française, bourguignonne et impériale, est en partie annexé à la couronne de Louis XIV. Parmi les artistes locaux qui, les siècles suivants, auront quelque renommée, on peut citer les Lillois Jean-Baptiste Wicar (1762-1834) et Victor Mottez

(1809-1897); ainsi que le populiste François Bonvin né à Vaugirard (1817-1887) dont le réalisme ouvrier demeurera un thème majeur en ce pays minier. Il y aurait bien sûr quelque absurdité à laisser prévaloir le lieu de naissance sur l'espace de réalisation : l'immense Watteau qui naquit à Valenciennes (1684-1721) de même que le sculpteur Jean-Baptiste Carpeaux (1827-1875), Émile Bernard inventeur de la technique

sité empêchant une forte identité régionale, dans un contexte global généralement voué au nivellement des modes d'expression. La proximité de la Belgique, de la Hollande et de l'Angleterre et la forte prégnance de Paris conjuguent leurs forces d'attraction aux dépens d'une identité locale. Le paradoxe — finalement compréhensible — est que ces départements, aux structures culturelles privilégiées, connaissent le plus fort

ciens, l'École d'architecture manifeste une remarquable inventivité.

Les musées et fondations, souvent dotés d'un fonds d'achat en direction des arts actuels, ont également un rôle décisif de découverte, d'enseignement et de promotion. A Calais, où le groupe des « Bourgeois » de Rodin attire les foules, un intéressant musée s'ouvre sur la modernité. Le musée de Dunkerque est riche de collections flamandes et hollandaises mais s'attache aussi à défendre les contemporains, comme ceux de Boulogne et de Lille, de même que la fondation Mazurel du musée de Villeneuve-d'Ascq. Avant d'aller plus loin dans les recherches actuelles, on peut citer les collections historiques du musée de Valenciennes, « l'Athènes du Nord », avec une salle entière dédiée à Rubens, de nombreux Watteau, des sculptures et des dessins de Carpeaux; du musée de Lille avec Bellegambe, Brueghel l'Ancien, Jérôme Bosch et Watteau; du musée

Nicolai, « Un magot sur le muret »



cloisonniste reprise par Gauguin (1868-1941), Henri-Edmond Cross, le plus sensible des peintres divisionnistes et préfigurateur du fauvisme (1856-1910), ainsi que Matisse né à Le Cateau en 1869, ont tous choisi d'autres lieux d'inspiration, mais il est vrai que le ciel de l'enfance donne à jamais sa teinte aux horizons.

La situation actuelle des arts dans le Nord/Pas-de-Calais garde, de sa situation géographique, cette poro-

taux d'expatriation d'artistes au profit notamment des États-Unis, de Londres et de Paris. Par le nombre de ses écoles, cette région est la première de France, avec entre autres les Beaux-Arts de Lille, Calais, Dunkerque, Cantrai, Valenciennes, et surtout Roubaix et Tourcoing pour leur rôle d'avant-garde. Dans la cité nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, où d'énormes et disparates commandes furent distribuées aux artistes plasti-

du Nord

de Saint-Amand riche de somptueux Watteau; du musée de Saint-Omer avec des toiles flamandes et hollandaises des XVII^e et XVIII^e siècles; du musée de Le Cateau où Matisse côtoie Gromaire, de Segonzac, Dunoier et Herbin; du musée provincial d'art sacré de Cambrai, patrie de Fénelon, pourvue également d'un musée d'art moderne; du musée d'Arras aux manifestations traditionalistes; du musée de Douai avec son Bacchus en bronze de Bellegambe, son polyptyque de Jan Van Scorel; du musée de Maubeuge enfin, avec des œuvres du Flamand Jan Gossaert né dans cette ville vers 1480, et d'autres de Van Dick et Coppel.

Dans ces régions où les cheminées d'usine disputent aux arbres la verticalité entre deux océans de plaines, la création vivante suit le processus de grégarisation propre à l'essor industriel. Les plus vives explorations picturales se concen-

trent ainsi dans la triangulaire fourmi-
lière délimitée par Lille, Roubaix et
Tourcoing. Outre les structures offici-
elles, les lieux privés s'attachent
souvent à défendre l'essentiel de la
modernité. Parmi eux, la galerie
Storm de Lille, animée par Pierre
Olivier et Jacqueline Storm, expose
depuis dix ans des artistes tels que
Klasen, Zeimert, Hernandez, Adami
et Télémaque. A Lille aussi, il faut
citer la fondation Septentrion animée
par la famille Prouvost. Un autre
espace influent est la galerie de l'An-
cienne Poste de Calais, dirigée par
M. Sohler. Hormis le travail néces-
saire des galeries, d'autres aventures
tentent de singulières expériences :
le CAC de Douai, par exemple, qui,
en juin 81, proposa un « Parcours
sans cible », espace sensoriel multi-
ple composé de différents matériaux
à investir corporellement. Le Théâtre
de la Salamandre, animé par Gildas
Bourdet à Roubaix, associe quant à
lui des élèves des Beaux-Arts à ses

liberté conquise. Contrairement aux
Flamands post-gothiques et aux ex-
pressionnistes nordiques, la couleur
en effet n'affirme plus son contraste
intime comme si l'artiste local, en son
souci contrarié d'identité dans l'enfer-
mement d'un indéfini faubourg de bri-
ques et de brumes, cherchait à cap-
ter une figure obsessionnelle, loin de
l'aventure abstraite des couleurs à
vocation universelle.

Deux courants principaux se dégag-
ent de cette production : une nou-
velle figuration et un art concret au
support hétéroclite, sorte d'*art des
tranchées* que peuvent expliquer les
longs replis, à tendances schizoïdes,

Pierre-Yves Bohm



pour échapper à l'hiver du siècle.

Il faut expressément féliciter la Mai-
son des arts André-Malraux de Cré-
teil et le responsable de son départe-
ment d'art plastique, Alin Avila, pour
l'immense travail effectué dans l'ex-
ploration de la vie artistique des
régions françaises. Des cent cin-
quante ateliers qu'Alin Avila visita
dans le Nord/Pas-de-Calais, résulta
l'année passée une vaste exposition
qui fera longtemps référence, avec
une cinquantaine d'artistes parmi les
plus singuliers de la nouvelle généra-
tion. N'y étaient pas conséquemment
des artistes depuis longtemps célè-
bres comme Kijno, Dodeigne et
Édouard Pignon. Ce dernier, ancien

mineur né en 1905, marqué par
Picasso, parfois jusqu'à l'identifica-
tion, manifeste cependant une
grande générosité unanimiste sou-
cieuse d'objectivité picturale et riche
d'un talent sûr. Son rôle d'animateur
doit être souligné tant il est vrai que
les peintres de cette audience fuient
bien souvent l'isolement des provin-
ces.

Parmi les plus jeunes ancrés dans
leur région, on remarque le Lillois
Gérard Duchêne, hanté jusqu'à la
compulsion par l'écriture. Ses textes
peints sont travaillés jusqu'à l'illisibi-
lité où celle-ci ouvre à une lecture
autre, d'ordre pictural. Ce travail de
l'effacement, de la trace et de l'em-
preinte confine au paradoxe de l'art :
le signe, en rupture de signifié,
devient matière signifiante de l'œuvre.
La destruction *bâtit* l'objet esthétique
en questionnant la mémoire et le
temps. Pierre-Yves Bohm, de Ronc-
ques, construit d'étranges reliquaires
où se reconnaît ce goût pour l'accu-

créations. On ne peut oublier non
plus la Biennale du Touquet d'am-
pleur internationale et le Festival de
Sallaumines qui, pendant quelques
jours, invite des artistes à travailler
publiquement.

Les salons ont une réelle impor-
tance dans ces départements où les
plasticiens ont su fortement s'organi-
ser. Le Salon figuratif d'Aulchin no-
tamment. Mais aussi les très nom-
breux salons miniers où l'art brut naï-
vement réaliste est à l'honneur. Un
des plus dynamiques se situe à De-
nain sous la houlette de M. Wrobel.

Le paysage social plus qu'en toute
autre région semble influencer ici sur la
production artistique. Les mines et
leur légende, les industries textiles,
les cités de briques et l'exsangue
campagne vouée aux vents noirs
détournent la perception esthétique
de la contemplation solaire propre
ordinairement à l'exaltation des cou-
leurs et donc à l'abstraction où la
lumière se recompose au gré d'une

mulation et la récupération propre à
ces contrées : sculptures peintes et
frontales aux trames multiples où le
bois se mêle aux tissus et aux
métaux en un agencement savam-
ment abstrait. Kowalak, de Valenciennes,
et ses fondus précisionnistes
d'éléments indéterminés de machi-
nes. Glowack, de Roelux, et ses des-
sins dépouillés et minutieux repré-
sentant des déchets de décharge
publique, comme transcendés dans
une lumière blanche. Lefèvre, de Vil-
leneuve-d'Ascq, qui, au comble du
vertige illusionniste, peint de fausses
portes, en décalage, sur de vraies
portes. Nicolai, de Lille, et ses singes
peints sur fond de ciel tropical. Guer-
badot, de Gondécourt, autre obses-
sionnel fasciné par l'ossature du che-
val, à la recherche mystique du Cen-
taure. Pierre Olivier et son occupa-
tion anthropoïde et fantasque de l'es-
pace. Trovic, si proche de Léger, et
ses tapisseries célébrant la mine.
Marquant, l'homme aux chiens de

Valenciennes, après le singe et le cheval, peignant des mâtons de plâtre aux couleurs aboyantes. Sohier et ses vitrines de *souvenirs* pour quel lunaire touriste ! Ronet, de Halluin, et ses figurations asymboliques et chargées cependant d'émotion — on pense à Morandi et plus lointainement à Vermeer. Chevalier, de Lille, qui se confronte à l'étrangeté du support en peignant par exemple des écorces d'arbre. Marie-Thérèse Chevalier, son épouse, et ses folles poupées morbides offertes aux draperies du songe. Monsieur Picques, dont le naïf pinceau tient la chronique de trente-huit années de mine.

On ne saurait oublier Dominique Grisor, de Tourcoing, et ses compositions géométriques où s'étagent des ciels et des jardins ; non plus qu'Eugène Leroy, artiste d'une autre génération, né en 1910 à Tourcoing, et dont l'expressionnisme figuratif se joue dans l'épaisseur « abstraite » de la matière. Malheureusement, si la

Ignace Flaczynski, ancien mineur, responsable de la commission « Arts, traditions, cultures populaires » à la Fédération des œuvres laïques du Pas-de-Calais, est aussi un autodidacte qui s'est mis à écrire et à traquer l'écriture populaire du pays minier.

En tant qu'animateur bénévole, il a repris, au sein de la FOL, le flambeau que quelques-uns avaient allumé dans des publications de fortune.

Il en appelle encore à tous ceux, instituteurs, éducateurs, professeurs, artistes, chercheurs, sociologues, animateurs, écrivains, etc., qui s'intéressent à cette littérature d'expression populaire dans sa région, en France ou dans le monde.

Ignace Flaczynski retrace ici succinctement l'aventure de ces écrits nés de la mémoire et de l'imagination des ouvriers et des paysans.

DANS sa remarquable **Histoire de la littérature prolétarienne en France** (Albin Michel, 1974), Michel Ragon cite, pour la région du nord de la France, l'action pour une littérature d'expression populaire entreprise et menée par trois ouvriers de la mine, Paul et René Berteloot et Gornik Flaczynski, tous originaires d'Houdain, dans le Pas-de-Calais. Cette

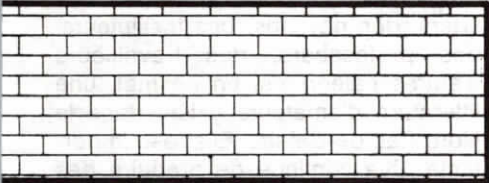
sont effectuées par ses trois animateurs, pendant les loisirs que leur laisse leur travail au fond de la mine. Douze numéros paraissent de 1954 à 1961, faisant suite à une série antérieure du même titre que publiaient à Paris et en Belgique des ouvriers-écrivains comme Louis Lanoizelée, ancien mineur et bouquiniste, Fernand Teulé, bouquiniste, René Bonnet, charpentier, Hector Clara, maçon. A la série publiée dans le nord de la France, participaient, outre les ouvriers déjà cités : Maurice Lime, métallo, et, pour la Belgique, Constant Malva, mineur du Borinage, et Francis André, paysan, tous deux écrivains et poètes, ainsi que d'autres collaborateurs de tous les coins de France.

Pendant sept ans, ces ouvriers et ces paysans réussissent, dans des conditions très difficiles, à créer et à maintenir un très intéressant réseau de relations épistolaires entre un assez grand nombre d'écrivains du peuple. Ils publient quelques numéros spéciaux du **Musée du soir** consacrés à la mine et aux mineurs, à une bibliographie relative à ce métier, un recueil de poèmes du paysan Marius Noguès et une œuvre aussi curieuse qu'utile due au travail de Paul Feller, père jésuite de Lille :

terreau d'écriture

action commence par l'impression à l'alcool d'une modeste publication périodique, **Par le livre et la plume**, qui se consacre à promouvoir en milieu ouvrier des activités autour de la lecture et de l'écriture populaire.

Aux deux numéros de cette publication, succède une « Revue internationale de littérature prolétarienne » portant le titre de **Le musée du soir**, beaucoup plus ambitieuse dans ses desseins. Son impression à la main, son administration et sa diffusion



mémoire ne manque pas, l'espace fait défaut pour aller plus loin dans ce trop succinct inventaire. Encore qu'il faille citer, pour mémoire, un peintre adoptif du Nord au nom ensoleillé, Mahjoub Ben Bella, dont la recherche tout empreinte de graphisme oriental, a séduit les gens du Nord.

L'expressionnisme de type anglo-saxon et la figuration obsessionnelle qui se dégagent confusément des tendances esthétiques du Nord/Pas-de-Calais ne constituent pas à eux seuls un particularisme régional. Cependant, on demeure troublé par cet ancrage si singulier dans la réalité sociale en regard d'un goût ludique de l'objet et de l'assemblage hétéroclite, lequel répond par ailleurs à une vision morcelée de l'espace — comme si, devant le monde grouillant de l'industrie, l'artiste ne pouvait se défendre de ses éclats et voulait prouver concurrentement son travail, dans son oblique investigation.

Hubert Haddad

Nécessité, adolescence et poésie ou **Ébauche d'un catalogue bio-bibliographique universel des auteurs ayant dès l'adolescence gagné leur vie du travail de leurs mains** (1960) dans laquelle figurent une vingtaine d'écrivains d'expression populaire de la région. Avec l'aide et sur proposition de ce père jésuite a lieu à Lille le premier rassemblement des Amis du **Musée du soir** et de tous les collaborateurs de la revue. Ce sera l'occasion pour tous les participants de faire connaissance avec la collection d'outils de Paul Feller et sa grande bibliothèque constituée de quelques centaines d'ouvrages sur le thème du travail, de la littérature ouvrière et de la pensée des travailleurs. Ces deux précieuses collections constituent aujourd'hui la Maison de l'outil et de la pensée ouvrière à Troyes. Le père jésuite, devant quitter Lille, les confia aux Compagnons du Devoir du Tour de France. Deux ans après, en 1962, **Le musée du soir** cesse de paraître dans la région.

Le Foyer des jeunes et d'éducation populaire de Houdain prend le relais de cette action avec le concours de la Fédération des œuvres laïques du Pas-de-Calais à partir de 1970. La Commission culturelle de la FOL lance l'opération socio-culturelle « Vivre chez nous » qui se traduit concrètement et sur le terrain par des expositions autobiographiques et de témoignages avec la participation de mineurs, de paysans, de marins, de pêcheurs, d'ouvriers d'usine, d'instituteurs, etc., et qui va révéler l'existence de poètes, d'écrivains, d'historiens d'expression populaire dont les œuvres sont soit publiées, soit restées à l'état de manuscrit en patois régional, en français ou en polonais.

La FOL impulse en même temps une action de recherches, de recensement, de collecte d'œuvres populaires, constituant les éléments de base d'un dictionnaire biographique et audiovisuel des créateurs amateurs pratiquant l'écriture sous toutes ses formes. Elle envisage d'organiser un service de consultation de manuscrits qu'il est, pour le moment, impossible de publier faute de moyens financiers ou matériels.

Toutes ces activités mettent en mouvement une vaste coopération avec d'autres associations, avec des



revues comme **Horizons 21**, section régionale et locale de la SPAF, avec le Centre de recherches poétiques Froissart animé par un enseignant, Jean Dauby de Valenciennes, avec la Société de recherches historiques Carvin-Hénin, etc.

La FOL donne également une nouvelle forme aux traditionnels concours de dessins et de diction de l'UFOLEA en organisant, grâce à quelques animateurs enthousiastes, des « Assemblages », des « Rencontres culturelles », qui donnent la possibilité à de nombreux enfants, adolescents et adultes de voir leurs poèmes, leurs écrits édités. Ainsi ont été publiés, jusqu'à ce jour, trois recueils de textes en vers ; un quatrième est en préparation dans le cadre d'un grand chassé-croisé poétique qui a le grand mérite d'encourager les personnes de tous les âges à la création par l'écrit.

En 1978, le Service culturel met sur pied trois rencontres axées en partie ou en totalité sur l'écriture populaire, à savoir :

- au cours d'une session de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, à Blendecques, sur le thème des « Réalités culturelles et économiques de la Région » ;
- pendant une rencontre d'écrivains et poètes amateurs, « Soirée autour d'une bistouille » à Lens, au foyer Léo-Lagrange, dans le cadre d'une exposition « Le peuple et la lecture » ;
- lors d'une journée consacrée aux écrivains populaires avec la participation de Bénignio Cacérés de Peuple et Culture et une vingtaine d'auteurs, à l'occasion d'une exposition-témoignage, « Ma vie de mineur », à

Noyelles-sous-Lens.

En 1981-1982, une action de recherche d'écrits et de mémoires populaires est entreprise, avec l'INEP de Marly-le-Roi, au sein de la communauté polonaise d'Houdain, avec filmage, photos, enregistrements de récits, et avec la Fédération régionale Léo-Lagrange et la Flasen pour recensement, collecte et mise en valeur d'écrits ouvriers et paysans de la région du Nord.

Une littérature faite par des ouvriers, des paysans, des instituteurs, des professeurs, des travailleurs d'autres catégories, en un mot, une littérature d'amateurs existe dans le Nord/Pas-de-Calais. Elle est importante. Elle continue de produire des œuvres en prose et en vers. Notre tâche, c'est de lui donner la place qu'elle mérite, mais qu'elle n'a pas encore, dans toutes les bibliothèques scolaires, municipales, d'entreprise et privées, dans tous les lieux où se manifeste la culture.

Cette action de diffusion ne suffit pas. Il est urgent et nécessaire d'aller plus loin, de tout mettre en œuvre pour « utiliser » cette littérature dans toutes nos animations culturelles et artistiques.

Il est souhaitable de faire fonctionner des clubs d'écrivains autodidactes, des ateliers d'écriture populaire, des groupes d'animation épistolaire, d'organiser des concours de mémoires, des chroniques de villages, de quartiers, d'établissements scolaires, d'entreprises, etc., à côté des ateliers de peinture, de dessin, de photo, de divers travaux pratiques et artistiques...

« Rien de ce qui est écrit d'amateur ne peut nous être étranger. »

Ignace Flaczynski



CNDP
29, rue d'Ulm
75230 Paris Cedex 05

les films Super 8 sont d'une utilisation pratique

- ils sont courts (5 mn) et donc concis
- ils sont muets (d'où la possibilité de personnaliser les commentaires)
- ils ont une notice d'accompagnement
- ils ne traitent que d'un sujet
- ils sont en couleur

voici les huit titres récemment parus

- Le moteur électrique à courant continu (n° 1390)
- Si Thalès m'était projeté I (n° 1586)
- Si Thalès m'était projeté II (n° 1587)
- Solides et surfaces (n° 1588)
- Prismes et pyramides (n° 1700)
- Cônes et cylindres (n° 1705)
- Le lynx, alimentation (n° 1453)
- La chasse du renard (n° 1584)

**le film : 154 F TTC
jusqu'au 1^{er} août 1982**

En vente :

- Dans votre CRDP
- En région parisienne :

Librairie du CNDP
du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures
13, rue du Four 75270 Paris Cedex 06
Tél. : 634-54-80 - Métro Mabillon.

CDDP de l'Essonne
110 Agora - 91000 Evry. Tél. : 078-30-90

100 STAGES POUR AGIR

**Stages d'activités
Formation continue
Spécialisation**

**dans tous les domaines
d'activités :**

- dramatiques
- manuelles et plastiques
- physiques et sportives
- musicales
- scientifiques, etc.

**dans toutes nos délégations
régionales (1 par académie)**

**55, rue Saint-Placide
75279 PARIS CEDEX 06
Tél. 544.38.59**

FORMEZ-VOUS

cemea

pour apprendre ou perfectionner
une langue étrangère
rien ne remplace
un séjour à l'étranger

avec le



CSLC

clermont-ferrand

Centre de Sejours Linguistiques et Culturels Association de Professeurs (loi 1901) agréée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (63124) et le Commissariat Général au Tourisme (74066)

grande-bretagne • irlande • allemagne • usa
espagne • à toute époque de l'année!

CSLC A PARIS : (1) 526.52.75
A LYON : (7) 827.11.85
SIÈGE SOCIAL 20 rue André Moinier
63000 CLERMONT-FERRAND : (73) 36.22.97 +

Sans engagement, je désire recevoir votre documentation.

Nom, Prénom

Adresse.....



au bord du "dernier terrain"

quelque part, le Nord

LE NORD est une appellation comode pour tous ceux qui n'y ont jamais mis les pieds, mais une appellation plutôt mal contrôlée : sous son apparente unité elle gomme les différences, efface la diversité. Le Nord, en fait, rassemble des entités sociales, économiques, linguistiques, géographiques, très diverses : le Nord ne s'est pas fait en un jour. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'ouvrage de Jean-Michel Lambin, **Quand le Nord devenait français** (Fayard, 1980), qui rappelle fort à propos qu'avant d'être le Nord/Pas-de-Calais que nous connaissons, cette région fut d'abord plutôt le sud des Pays-Bas ou, pour mieux dire, les Pays-Bas du Sud. Il en reste d'ailleurs quelque chose dans la vie quotidienne comme en témoigne l'article d'André Caudron (p. 55) ; mais subsistent encore d'autres traces qui ravivent aujourd'hui les particularismes culturels et linguistiques : on n'est pas dunkerquois comme on est lillois, on n'est pas de souche flamande comme on a des origines en Cambrais ou en Avesnois.

Certains, d'ailleurs, revendiquent fortement cette fierté d'être de « quelque part » et la parution toute récente de **l'Histoire secrète de la Flandre et de l'Artois** de Gérard Landry et Georges de Verrewaere (Albin Michel, 1982) ne pourra que conforter leur opinion, voire leur résolution de se reconnaître dans une Flandre française originale, de défendre un régionalisme qui, au fond, n'a jamais cessé de se manifester : « *L'action de Radio-Uylenspiegel, de Menschen*

Lyk Wyder, de l'Institut culturel nordique, du Cercle Michel de Swaen, du Comité flamand de France, de tous les animateurs, militants et sympathisants du Mouvement flamand de France et de tous les mouvements qui luttent pour la reconnaissance de leur identité culturelle, peut sembler

Bailleul-en-Flandre

EN avril-mai 1918, une petite cité flamande avait pratiquement disparu sous les bombardements. Dès 1932, elle avait retrouvé, une nouvelle fois, son magnifique Hôtel de Ville qui s'ouvre sur la Grand-Place par une bretèche où est encadrée une large dalle de 1565, date de sa première reconstruction, aux armes de la ville, et est dominé par un beffroi de 62 mètres de haut qui abrite un carillon complet de 36 cloches (c'est en 1177 que Baudouin, châtelain de Bailleul avait accordé à sa ville le « droit de beffroi et de cloche ») et surmonté d'une girouette qui représente la fée Mélusine, protectrice des forteresses et des cités. De l'autre côté de la Grand-Place, aujourd'hui envahie par les boutiques foraines, s'élèvent majestueusement les pignons triangulaires au profil en escalier de ses maisons flamandes.

Car Bailleul ne veut pas oublier qu'elle est une des perles du pays Westhoek, à l'orée même des Monts de Flandre, au nord-ouest du département du Nord. Beaucoup de gens,

dérisoire au regard des vastes conflits qui secouent le monde », écrivent les auteurs. Mais ils ajoutent : « Cette lutte prend cependant sa véritable dimension quand on l'inscrit dans la perspective de l'histoire de tout un peuple qui défend son génie et sa personnalité menacée. »

S'il s'agit d'échapper au règne de l'unique, de briser le laminoir des mentalités uniformes, en effet la lutte en vaut la peine car c'est de notre commune richesse qu'il s'agit.

Jean-Pierre Vélis

surtout les plus âgés, y parlent encore ou comprennent le flamand, que la ville veut aussi sauver de la mort. Des cours de néerlandais (le flamand est un de ses dialectes) ont été ouverts depuis quatorze ans à la Maison des jeunes et d'éducation populaire de l'Union des amicales laïques, ainsi qu'au collège Maxime-Deyts, où ils sont suivis par une vingtaine d'élèves. Pourtant, tout le monde n'est pas d'accord pour estimer que cet apprentissage du néerlandais est la meilleure approche pour apprendre le flamand et le faire survivre (1). Plusieurs groupes artistiques locaux préfèrent maintenir les traditions culturelles du pays. Ainsi De Kadullen (2) a recherché les vieilles chansons, danses, poésies, légendes, coutumes populaires pour les faire revivre dans ses spectacles. Ainsi, de même, le groupe de danse De Belle Duiveltjes (Les diables de Bailleul) ou l'ensemble de musique traditionnelle Haghedoorn (L'aubépine). Dans la bibliothèque municipale, qui a inauguré ses nouveaux locaux

Maquette

en septembre 1981, on est en train de constituer un fonds flamand avec les anciens documents qui peuvent être recueillis chez les particuliers (3).

Plus spectaculaire est la représentation qui a été organisée sur la Grand-Place, le 14 juin 1980, à l'initiative de la municipalité, devant 2 500 spectateurs, par l'association Théâtrophage qu'anime en particulier un comédien professionnel, Richard Collinet, avec l'aide de tous les groupes artistiques et associations culturelles (et elles sont nombreuses) de la ville. **Le gras, le gueux et l'étranger** est une « histoire de ville en Flandre » qui évoque, par des scènes parlées, des chants, des danses, des projections sur grand écran, les luttes des « gueux » (le serf, puis le prolétaire) contre les « gras » (le bourgeois, le patron) et les « étrangers » (le seigneur, l'Espagnol, le roi, la Révolution) depuis le Moyen Age jusqu'au début de notre siècle (4).

Une autre « résurrection du passé » intéresse l'art de la dentelle. Il fut jadis très florissant à Bailleul et particulièrement au XIX^e siècle. Si, au départ, il ne constituait qu'un appoint financier pour les familles pauvres, il se développa vite et l'on comptait deux mille six cents dentellières en 1830 pour la ville et les villages voisins, huit mille en 1851 et jusqu'à dix écoles. Après 1870, c'est le déclin qui commence : en 1910, il ne reste plus que deux écoles. Mais l'art traditionnel est relancé dès 1935 grâce à un Anglais, William Nelson Cromwell, qui, revenu à Bailleul, y ouvre une école, qui fonctionne toujours aujourd'hui. Avec l'aide du ministère de la Jeunesse et des Sports, on espère même pouvoir organiser régulièrement des stages de dentelle et on prépare une Maison de la Flandre où elle sera enseignée, ainsi que le tissage traditionnel qui renaît lui aussi.

Parallèlement, cette année, le collège a mis en chantier un PAE — pour lequel il a reçu des aides financières non négligeables — sur le thème « Regards sur la Flandre d'hier ». C'est non seulement, pour élèves et professeurs, une occasion de travailler ensemble « autrement », mais aussi de collaborer avec toutes les associations de la ville, pour aboutir, entre autres, à une exposition d'objets anciens ou reconstitués (les élèves ont déjà promené en ville, pour le Mardi-Gras, un « Géant » de leur fabrication), des sonorisations de vieux films d'amateurs et un spectacle éclaté en quatre aires de jeu...

Il ne faudrait pas croire cependant que Bailleul ne se complaît que dans ses souvenirs et dans son microcosme. Le Théâtrophage anime des cours de commedia dell'arte et prépare un **Opéra de quat'sous**. Une autre compagnie, le Thyrsé, fondée en 1971, se consacre à l'art de la marionnette — lui aussi traditionnel dans la région et riche d'un important passé — avec des spectacles, des ateliers et des expositions. La ville a son ciné-club mensuel et tout un réseau d'ateliers du mercredi pour les loisirs éducatifs des enfants. Une section de la bibliothèque municipale est spécialement consacrée aux jeunes, avec cinq cents volumes. Fonctionne également un Centre de recherche botanique, sous l'égide duquel les enfants de Bailleul ont planté quatre mille arbres dans une ancienne décharge publique. Bailleul est aussi une ville sportive avec sa piscine, son stade rénové l'an dernier pour des matches en nocturne, sa salle et sa halle des sports, son école de natation et ses quelque quinze clubs : football, volley-ball, arts martiaux, tir à l'arc, natation, gymnastique, cyclotourisme et cyclisme, ten-

nis et tennis de table, athlétisme... et pétanque. Elle accueillera en juin prochain le championnat de France cycliste professionnel : treize tours d'un circuit de 19,5 km par les Monts de Flandre...

Un certain nombre d'implantations industrielles sont en cours ou en projet (en particulier une imprimerie ultra-moderne vient de s'ouvrir) et les entreprises locales (filatures, conserverie et laiterie) se développent. L'hôpital psychiatrique (dont la fondation — on disait alors « asile d'aliénés » — remonte à 1862), qui occupe un millier de personnes, se modernise...

Mélusine ne « protège » donc pas en vain l'antique « Balliolium *vulgo* Belle ». Mais il est vrai qu'elle est bien « secondée » par une municipalité dynamique qu'anime Jean Delobel, ancien responsable de la Maison des jeunes et encore aujourd'hui principal adjoint du collège. Et la toute jeune nouvelle Bailleul (elle n'est renée que depuis soixante ans) semble bien avoir autant de raisons d'être fière de son passé que confiante dans son avenir.

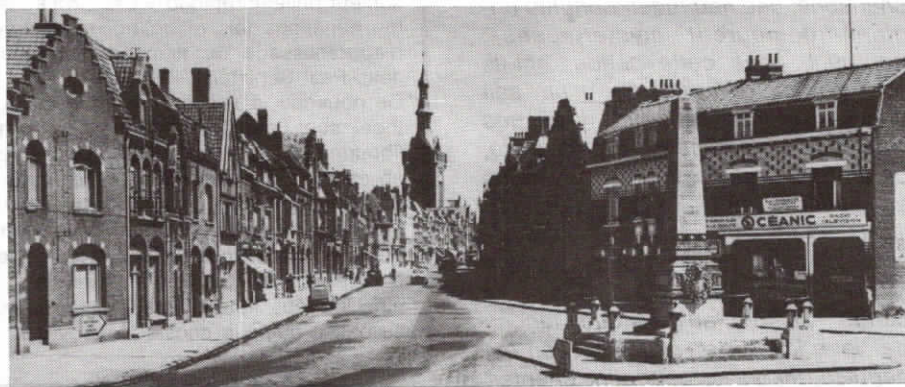
Pierre-Bernard Marquet

(1) Sur le problème de l'enseignement du néerlandais et de la défense du flamand, cf., dans notre numéro du 23-5-74, l'article d'André Caudron « Cent mille Néerlandais ». Ajoutons qu'en mars 1982 une troupe théâtrale de Westouter devait jouer à Bailleul la comédie de l'écrivain néerlandais Johan Blaager, **Hôtel in't Zacht Leven** (Hôtel : A la vie douce), retravaillée par Flor Barbry pour le théâtre flamand.

(2) Cette compagnie a pris comme nom le titre d'une chanson populaire recueillie en 1850 par E. de Coussemacker, fondateur du Comité des Flamands de France, qui signifie, en français « Les compagnons ».

(3) Ce spectacle doit être prochainement repris, en particulier dans une version qui lui permettra d'être donné en salle.

(4) La bibliothèque municipale contient six mille cinq cents ouvrages et bénéficie d'une animation régulière pour adultes et enfants.



quand Dunkerque "fait la bande"



LA CULTURE d'un peuple, d'une région, s'exprime, bien sûr, dans toutes les formes classiques de l'art et de la création, mais il y a beau temps que sociologues et ethnologues — notre bon sens aussi — nous ont appris à la lire ailleurs que dans ces formes évidentes : sports, jeux traditionnels, parlars et patois, habits, maisons et nourritures, pratiques quotidiennes ou fêtes, etc., nous les révèlent tout autant. Les « gens du Nord » n'en sont point avarés.

C'est ainsi que Christian Bommel, qui fut pendant longtemps membre de la « Bande des Corsaires dunkerquois », nous parle du Carnaval de Dunkerque : « A l'origine, le Carnaval c'était la fête des pêcheurs avant leur départ pour l'Islande. On leur donnait un peu de leur paye avant de partir, somme destinée à la mère de famille pour qu'elle puisse vivre durant l'hiver ; en fait, ils en dépensaient une partie au bistrot et faisaient une grande java pendant trois jours. Avec le temps c'est devenu une tradition avec son folklore, ses costumes, ses chansons, ses habitudes dont les origines demeurent mystérieuses : pourquoi, dans cette bande, ont-ils des parapluies ? (1) On n'en sait absolument rien bien qu'il y ait des dizaines d'hypothèses. Par la suite, différentes organisations sont venues se greffer sur le Carnaval, en particulier les clubs philanthropiques qui ont organisé des bals en salle ou ont formé des groupes pour mener "la bande". Je crois qu'il y a deux façons de "faire la bande" : l'une où l'on est déguisé, maquillé, pour aller chanter,

danser, chahuter et puis l'autre où l'on se tient un peu plus à l'écart où, par groupe de quatre ou cinq complètement déguisés au point d'être méconnaissables, on va trouver tous les gens qu'on connaît pour les embêter un peu, les "intriguer". Donc, le dimanche, vers trois heures, la bande est réunie derrière l'orchestre

où dominent les fifres et que dirige le tambour-major vêtu d'un costume de grognard ; à Dunkerque il s'appelle "Co-Pinard II". Le cortège, en aucun cas un cortège organisé, mais, au contraire, ouvert à tout le monde, s'ébranle ; c'est un peu la bagarre pour être devant, il y a tous ceux qui poussent, le premier rang

au bout du "coin de l'Ouest"

N'en déplaise à certains pour qui le Nord commence une fois franchie la rive droite de la Gironde, Jean Denise n'est pas un homme du Nord, car il vient d'Amiens la picarde. C'est à lui pourtant que le Nord/Pas-de-Calais doit une création originale et des plus « nordiques » de ces dernières années : les éditions Westhoek.

L'histoire en commence il y a quatorze ans lorsque Jean Denise, ingénieur chez Lesieur, est entraîné par quelques amis au Carnaval de Dunkerque : il est séduit. D'année en année il y retourne puis, passionné, cherche à réunir de la documentation sur cette fête bien particulière, son folklore, ses chansons en parler local. Et il ne trouve pas grand-chose qui lui donne satisfaction ! C'est ainsi qu'il décide de combler cette lacune par lui-même. S'entourant de cinq spécialistes (Serge Blankaert, Jean Chatroussat, Michel Heyden, Roch Vandromme, Jean Wispelaere), il se mit donc à la tâche et ensemble ils réalisèrent un livre superbe qui, aujourd'hui, tient lieu de référence : **Les enfants de Jean Bart, Carnaval, chansons et parler dunkerquois** (182 p., 90 F - Westhoek Éditions, 23, rue Vauban, 59140 Dunkerque). L'éditer ne fut pas une entreprise facile, il y parvint cependant grâce à l'aide d'une société philanthropique « Les Corsaires dunkerquois ». Le succès fut surprenant et les bénéficiaires tels qu'un nouvel ouvrage put être mis en chantier, une méthode d'apprentissage du flamand accompagnée de cassettes : **Vlaamsch leeren** de Jean-Paul Sepieter.

De nouveau le succès, de nouveau des bénéficiaires : aujourd'hui les éditions Westhoek sont une véritable entreprise commerciale qui a créé des emplois et qui tient librairie à Dunkerque. **Les enfants de Jean Bart**, vendu à près de 8 000 exemplaires, en est à sa cinquième édition ; d'autres livres, des collections sont venus enrichir le catalogue : **Trente années de photographies à Dunkerque** de René Dehaene, **La musique du peuple flamand, Het Musiek van het vlaamse Volk** de Jean-Paul Sepieter, **Hazebrouck et sa région, vie et traditions populaires** d'Albert Deveyer, d'autres encore qui relatent l'histoire de communes du Nord, Bourbourg, Gravelines, etc. Une réussite exemplaire qui prouve, s'il en était besoin, que dans le Westhoek il se passe quelque chose de nouveau.

J.-P. V.

qui retient pour qu'on n'étouffe pas les musiciens : c'est complètement fou ! Et ça dure comme ça pendant quatre ou cinq heures selon un trajet prévu à l'avance à travers la ville et au gré des arrêts à certains carrefours où se trouvent des bistrotts où tout le monde se met à danser un rigodon pendant que carnavales et musiciens boivent un coup ; et ça recommence comme ça jusqu'au bistrot suivant. Ça se termine sur la grand-place de la ville par un grand rigodon final, l'orchestre jouant, les carnavales dansant et faisant des "p'tits tas" et des "tiens bon d'sus" jusqu'à épuisement. Enfin vient l'hymne à Jean Bart, tout le monde l'entonnant à genoux. Après c'est la dispersion des carnavales dans les bistrotts et les bals jusqu'au matin. »

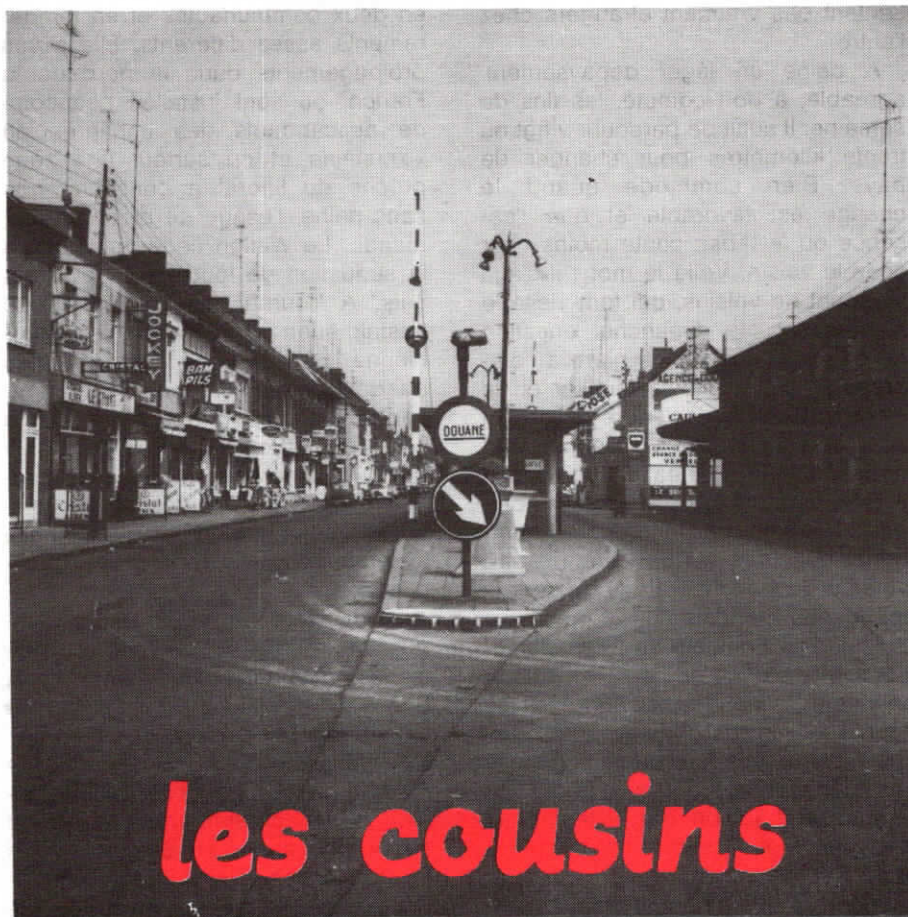
Voici donc le Carnaval de Dunkerque raconté à gros traits. En vérité, Christian Bommel et ses amis sont absolument intarissables sur le sujet, comme le sont la plupart des vrais Dunkerquois, et l'on imagine bien que le récit et l'écrit sont impropres à rendre la folie de ces fêtes : il faut les vivre. On se tromperait à croire qu'il ne s'agit que d'événements dérisoires. Le Carnaval a essaimé dans les villes avoisinantes, Saint-Pol, Petite-Synthe, Rosendaël, Malo-les-Bains, Coudekerque ; le calendrier est tel qu'il y a bal pendant tout le Carême ! Cette fête est vraiment une donnée à part entière de la vie dunkerquoise qui souffre lorsqu'elle en est privée : en 1920, le maire de la ville ne dut-il pas écrire au préfet du Nord pour en empêcher l'interdiction ? Dans son message on pouvait lire : « *Dois vous faire connaître que fêtes de Carnaval à Dunkerque sont de tradition populaire et déjà très importants sont engagés, décision interdisant actuellement paraîtrait très tardive et lèserait gravement une foule d'intérêts* » (2).

En tout cas, nul ne semble en douter : s'il venait à disparaître, c'est un pan de l'histoire et de la vie de Dunkerque qui disparaîtrait avec lui.

Jean-Pierre Vélis

(1) Dont on peut d'ailleurs se demander à quoi ils peuvent servir vu qu'ils sont fichés sur des manches de près de deux mètres. Pas à abriter de la pluie en tout cas ! (NDLR).

(2) Cité dans **Les enfants de Jean Bart** ; voir l'encadré « Au bout du coin de l'Ouest ».



les cousins de Belgique

CE SOIR-LA, en revenant de Bruges, je m'étais trompé de direction aux environs de la douane. Il faisait un brouillard à couper au couteau. Pendant une demi-heure peut-être, j'ai sillonné, sans repère, les chemins de campagne qui courent du côté d'Halluin. Combien de fois n'ai-je pas, égaré, passé et repassé la frontière, avant de me retrouver sur la bonne voie...

Jusqu'alors, je n'avais jamais pris conscience aussi vivement du caractère artificiel des limites entre ces deux pays : la France et la Belgique. Ici, nulle frontière naturelle, sinon un bout de rivière par-ci, par-là. Nulle montagne, nul fleuve. Pas même les rues ou les bornes de propriétés. Un pointillé théorique, laborieusement tracé par les diplomates, coupant plus d'une fois une

agglomération en deux : Comines-France, Comines-Belgique, Warneton-France, Warneton-Belgique, Wervicq-Nord, Wervicq-Sud... La grand-route d'Halluin devient soudain, au poste de douane, celle de Menin.

La cassure des anciens Pays-Bas catholiques, par la grâce du Roi-Soleil, n'a jamais interrompu les courants d'échanges entre les morceaux séparés. De part et d'autre de la frontière, rares sont les familles qui doivent remonter à plus de deux ou trois générations pour se découvrir un ancêtre « étranger », belge ou français. Ces liens affectifs, issus d'une longue histoire commune, renforcés par les souffrances des deux dernières guerres mondiales et la même peur de l'annexion au Reich, font que Belge et Français ne se

sentent pas vraiment étrangers chez l'autre.

A peine un léger dépaysement, agréable, à bon compte, les fins de semaine. Il suffit de parcourir vingt ou trente kilomètres pour changer de pays. Bien commode quand le change est favorable et que l'essence ou le tabac coûte moins cher chez le voisin. Voilà le mot : il s'agit vraiment de voisins, qui font visite le samedi soir, le dimanche, question de déguster une bonne bière à l'ombre d'un beffroi moins familier et de se défouler sans esclandre devant un spectacle d'opérette. Une bonne part de la clientèle du théâtre Sébastopol, à Lille, est amenée par autocars belges. Pendant ce temps, les nombreux dancings qui ponctuent l'autre versant de la frontière attirent surtout les jeunes Français.

Plus d'un Français du Nord s'amuse, s'irrite parfois de constater que le tourisme proposé aux congressistes réunis à Lille les conduit plutôt vers les villes belges que dans l'Avesnois ou le Boulonnais.

Mais la tradition des villégiatures s'est estompée avec le temps. Il y a quelques décennies encore, les vacances sur la côte belge, mieux équipée, mieux entretenue que la nôtre, étaient coutumières à nos compatriotes septentrionaux. Le développement de l'automobile, les conditions financières moins avantageuses, les retombées du conflit linguistique ont raréfié les séjours des Français. Autrefois, ils avaient le sentiment d'être chez eux à La Panne ou Coxyde. Ces coquettes stations balnéaires ont éliminé à peu près toute indication en langue française. Si le voyageur ignore que Lille se dit « Rijssel » en flamand, il risque de ne point reprendre la route du retour.

Écrivains et économistes ont volontiers insisté sur l'identité de comportement psychologique et moral entre Français du Nord et Belges. Il ne faut pas pousser trop loin les analogies. Ils cultivent le même sérieux, la même « *patience courageuse de bête de labour* » devant le travail, selon l'expression de Maxence Van der Meersch, le même goût, maintenu à travers le changement des conditions de vie, pour le loisir associatif.

Pourtant, une frontière autre que celle des traités partage les Belges

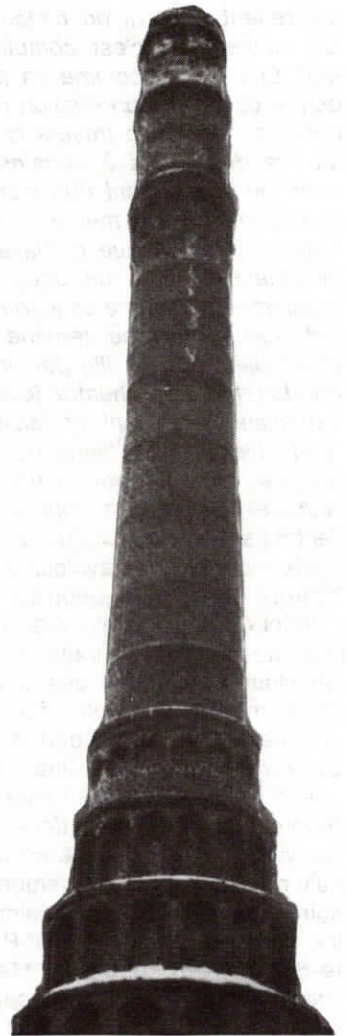
en deux communautés et en tempéraments assez différents. Elle a ses prolongements dans le nord de la France, où sont installés beaucoup de descendants des immigrés du XIX^e siècle et où surtout une zone proche du littoral a conservé, non sans peine, l'usage de la langue flamande. Le Wallon cède volontiers à la séduction de tout ce qui est français. A Tournai, on rencontre des nostalgiques de l'époque napoléonienne. La ville était alors chef-lieu de département français. L'appartenance hautement revendiquée à la francophonie explique le succès d'un quotidien imprimé à Roubaix, *Nord-Eclair*, dans la province du Hainaut, qui lui donne quelque cinquante mille lecteurs, soit près de la moitié de sa clientèle.

La rivalité entre les deux blocs linguistiques belges a pu rendre difficiles les échanges culturels entre pays. Sur le plan politique ou religieux, les influences, jadis, n'ont pas manqué. Le socialisme guesdiste a profité de l'apport belge. Le catholicisme social, la JOC notamment, a trouvé de fortes inspirations en Belgique. Mais la crainte des récents séparatistes a longtemps bloqué les tentatives de diffusion des langues et des cultures. Les relations entre universités, le développement très relatif de l'enseignement du néerlandais dans le nord de la France sont des phénomènes récents.

Les universités lilloises n'accueillent guère que quelques dizaines d'étudiants belges, qui ont dû surmonter d'épineux obstacles d'équivalences de diplômés. A l'opposé, les élèves français restent assez nombreux dans les établissements techniques du Hainaut belge.

Si la frontière, sur le terrain et dans les cœurs, apparaît des plus conventionnelles, sa réalité administrative n'en est pas moins dure. Quelle difficulté pour faire en sorte, par exemple, que les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales, que les implantations industrielles et les aménagements urbains ne soient plus seulement conçus dans un cadre strictement national ! Un petit problème de voirie entre deux communes, le long de la frontière, prend tout de suite des dimensions... internationales.

André Caudrón



C'EST par un 1^{er} mai sanglant de 1891 que Fourmies a, pour toujours, gravé son nom dans l'Histoire. Neuf morts et trente-cinq blessés, tel fut le bilan de la répression meurtrière qui s'abattit ce jour-là sur le mouvement ouvrier de la région. Toute la clarté historique n'a pas encore été faite sur cette journée mais elle permit à **L'illustration** de s'illustrer un peu plus, de manière atterrante. Dans son édition du 9 mai suivant, on pouvait lire ceci : « *C'est le fusil Lebel qui vient d'entrer en scène pour la première fois... On compte environ, tant tués que blessés, de 60 à 70 personnes et disons en passant que 40 soldats seulement ont tiré. Il en ressort ce nouveau fait à l'actif de la balle Lebel qu'elle peut très certainement traverser 3 ou 4 personnes à la suite les unes des autres et les tuer.* »

On s'en doute, cette journée, par tous les documents qui s'y rattachent, figure en bonne place dans l'exposi-

En moins d'un siècle, le XIX^e,
la population de Fourmies est passée
d'un peu plus de 2 000 habitants à près de 16 000 ;
sa structure sociale a radicalement changé,
de rurale et paysanne elle est devenue ouvrière
et industrielle. Vers 1890 Fourmies et sa région
produisaient 23 millions de kilos de laine peignée,
plus que Roubaix : elle était en tête
de la production mondiale. De récession
en récession, de crise en crise,
de guerre en guerre, Fourmies a décliné.
Les hautes cheminées se sont éteintes,
les machines se sont tues, les usines ont fermé.
L'une d'entre elles, aujourd'hui, sur ses 2 500 m²,
abrite le onzième écomusée de France.
Une promesse de renouveau.

promesses d'un écomusée

tion permanente de l'écomusée de la région de Fourmies-Trélon qui s'est installé depuis 1978 dans les locaux désaffectés de l'ancienne filature Prouvost-Masurel. Cet écomusée est le onzième du nom. Il est né de la volonté et de l'action patiente de personnes et de mouvements divers qui n'ont pas voulu que se perde un patrimoine culturel important, part totale de l'histoire des hommes. Plutôt que de laisser partir à la casse des machines textiles tombées en désuétude, un ingénieur, Pierre Camusat, a préféré les abriter dans les caves de la Maison des jeunes de Fourmies que dirigeait alors un jeune animateur socio-culturel, permanent de la Ligue de l'enseignement, Marc Goujard. Dix ans plus tard ils sont, l'un, président de l'association loi de 1901 qui gère l'écomusée, l'autre, et depuis peu, son directeur permanent. Durant des années ils ont, avec d'autres bénévoles, frappé à de nom-

breuses portes et, finalement, obtenu gain de cause; l'association est agréée par plusieurs hautes administrations au premier rang desquelles le ministère de la Culture, elle a bénéficié de financements divers dont l'origine témoigne en faveur de l'intérêt du projet : Fonds d'intervention culturelle, EPR Nord/Pas-de-Calais, direction à l'Aménagement du territoire, ministères de la Culture, de l'Éducation, du Temps libre, de la Jeunesse et des Sports, Mission interministérielle de développement scientifique et technique, collectivités locales. Enfin, elle reçoit l'appui — et le contrôle — d'un Conseil scientifique de haut niveau.

Au fait, c'est aussi à Georges-Henri Rivière, le créateur du musée des Arts et Traditions populaires, que l'on doit un peu l'existence des écomusées, lui qui a dit que « l'écomusée est un instrument qu'un pouvoir et une population fabriquent ensemble,

un miroir où cette population se regarde pour se reconnaître et qu'elle tend à ses hôtes pour s'en faire mieux comprendre et respecter » (1). L'écomusée de Fourmies répond tout à fait à cette définition; l'exposition que le public put y découvrir en avril 1980 en fut la démonstration éclatante : douze cents élèves et leurs enseignants venus de dix écoles du canton de Trélon y montraient leur travail centré sur « Cent ans de vie sociale ».

Depuis, l'écomusée a éclaté : par ses activités (conservation, expositions, animations culturelles, etc.), il veut être un véritable **centre d'animation**; par son implantation (centre de culture technique du textile et musée de la vie sociale à Fourmies, musée de la verrerie Parent à Trélon, sentiers d'observation pédestres et cyclistes à Wignehies, musées décentralisés et antennes à Sains-du-Nord, Ohains, Wallers-en-Fagne, La Capelle), il veut être le plus au contact de la population. Enfin, résolument tourné vers l'avenir, il se propose de devenir un véritable **centre d'innovations**. Marc Goujard nous a expliqué comment.

• **Un musée, fût-il un écomusée, chargé, entre autres choses, de préparer l'avenir, cela peut paraître surprenant. Qu'entendez-vous par là ?**

Il est certain que pour l'instant 80 % de nos actions concernent la conservation, l'inventaire du patrimoine, la recherche ethnologique et technique, tout ce qui se rapporte à la mémoire collective, aux arts et traditions populaires, etc., mais nous souhaitons nous tourner de plus en plus vers l'innovation et nous impliquer dans le futur. A l'heure actuelle, nous sommes en train de terminer la mise en place d'un **Centre pédagogique**, dépendant de l'Éducation nationale, qui a pour but d'exploiter l'ensemble des choses sauvegardées, inventoriées, classées, mises à disposition à travers les expositions, pour le milieu scolaire. L'écomusée va être un outil pédagogique au service de l'école au sens large du terme. A travers cet exemple, on dit qu'on prépare l'avenir parce qu'on assure une information et une forma-

tion des enfants sur leur propre environnement, sur l'histoire de leurs parents ou de leurs grands-parents et que cela nous semble être un outil bien plus important que de leur faire apprendre Marignan. Savoir ce qui s'est passé le 1^{er} mai 1891 à Fourmies, c'est — peut-être — plus important que Marignan, dans notre monde d'aujourd'hui. Voici donc une direction de travail qui lie le passé et le futur.

Un autre exemple : nous sommes en train de mettre au point avec l'Établissement public régional — qui est l'un de nos interlocuteurs privilégiés — un projet de **Centre d'études et de formation** qui serait chargé, en quelque sorte, de faire l'analyse de la situation socio-économique de la Région et, de là, de définir des objectifs et un dispositif de formation pour combler les retards actuels et préparer une formation professionnelle adaptée aux exigences d'aujourd'hui. Ce n'est certainement pas avec le textile tel qu'il a existé jusqu'ici que la région évoluera ; il va falloir innover sur le plan économique, trouver des débouchés nouveaux. Nous aurons, là, des propositions à faire.

Toujours tourné vers le futur : nous allons élaborer, en collaboration avec le CNDP, les bases d'un **Centre de production audiovisuelle** qui vise à rassembler toute une série de

témoignages sur le passé d'une part, mais qui assurera, d'autre part, la réalisation de productions tant pour le milieu scolaire que pour d'autres, et qui pourra même, dans certains cas, répondre à la commande de certaines personnes.

Autre projet : celui d'un **Centre de recherche sur les technologies**. La région de Fourmies dispose de gens qui possèdent un savoir-faire lié au textile, à la verrerie, etc., mais ce savoir-faire ne sert plus : que pourrait-on en faire ? La recherche porterait donc, en somme, sur la reconversion d'un savoir-faire et peut déboucher, par exemple, sur des actions de reconversion en formation. On peut même, à partir de là, verser dans ce que certains estiment être du domaine de l'utopie mais que, pour ma part, j'aimerais vraiment voir aboutir : compte tenu de l'existence de ces savoir-faire d'une part, et de certaines structures de production qu'on peut voir pointer aujourd'hui — du type groupement coopératif, par exemple — d'autre part, on peut peut-être, dans des créneaux précis, imaginer d'inciter à la création de petites structures de production ou de recherche. On peut avoir une petite idée de ce qu'il pourrait être possible de faire : nous allons remettre en place et faire fonctionner à nouveau l'ensemble des machines

textiles dont on dispose dans le musée ; nous allons essayer, avec des machines de la fin du XIX^e siècle, de reconstituer tout un cycle de production de filature et de tissage. L'intérêt, pour des visiteurs, c'est de voir comment marchent ces machines et ce qu'on peut fabriquer avec. Un musée est trop souvent mort, et nous voulons un musée vivant ; tant qu'à faire tourner les machines à nouveau, mieux vaut fabriquer un produit fini et le vendre. Or cela implique la création de quelques emplois. Ça n'est peut-être pas génial, ça n'est peut-être qu'une toute petite chose par rapport à l'énorme masse de chômage dans la région, mais c'est tout de même quelque chose...

• **Bien que située, administrativement, dans le Nord, Fourmies est au bout de la Région, aux confins de l'Aisne, entre Avesnois et Thiérache ; les grandes métropoles régionales sont lointaines, Lille, Amiens à plus de cent kilomètres et Reims, à quoi rien ne la rattache, est la plus proche, bien qu'à quatre-vingts kilomètres. Est-ce que cette situation géographique de l'écomusée de Fourmies ne risque pas d'influer sur son avenir ?**

Derrière l'implantation de l'écomusée, je vois en effet la nécessité de la décentralisation d'un certain nombre de choses comme, par exemple, les moyens du CRDP, les moyens de la Ligue de l'enseignement, etc. Il est clair que, derrière le projet d'écomusée, se devine une volonté de structure logistique, tant pédagogique que culturelle, pour favoriser une vie locale. Que ce soit pour l'école ou pour la vie culturelle, tous les moyens sont trop loin ; il les faut sur place. L'écomusée pourra être un outil de rencontre, un carrefour pour toutes ces choses-là. C'est une petite aventure, mais c'est une aventure passionnante.

Jean-Pierre Vélis

(1) Pour en savoir plus sur les écomusées en général, on peut lire l'article de Christian Lassure et Nicole Gauthier, « Plaidoyer pour l'architecture vernaculaire et sa conservation », paru dans la revue **Pourquoi ?** n° 161 de janvier 1981, ainsi que l'article sur « Marquèze : musée de l'espace et du temps », de Nicole Gauthier dans le n° 162 de la même revue.

sauver le patrimoine

La réalisation de l'écomusée de Fourmies s'inscrit dans un très vaste ensemble d'activités destinées à assurer la sauvegarde du patrimoine régional et de la mémoire collective, que l'ORCEP a, entre autres missions, celle d'aider et d'impulser. C'est ainsi qu'a été organisé à Lille, en octobre 1979, un colloque sur le patrimoine industriel pour définir des stratégies d'avenir dans ce domaine, en s'attachant essentiellement à ne pas séparer les aspects humains des aspects plus matériels : préserver ou retrouver les machines mais aussi recueillir les témoignages vivants, confronter les souvenirs et les images conservées, les documents (photos, cartes postales, films d'actualité) et soumettre toute cette récolte à une analyse scientifique pour parvenir à une réelle authenticité.

Une étude a été menée, et se poursuit, à l'université de Lille-III pour repérer les témoins importants de l'évolution des techniques et les sauvegarder (ainsi le très curieux ascenseur à bateaux de Calais). Avec l'aide du Service des Archives du Nord, une enquête est lancée auprès de 150 industriels pour récupérer, si possible, les archives de leurs entreprises. Près de Douai, un Centre historique minier a été créé par les Houillères du Nord, qui restitue les éléments de surface d'une fosse et permet aux visiteurs de suivre le parcours professionnel du mineur jusqu'à la descente (exclue). Certains anciens bâtiments ont été restaurés et voués à d'autres emplois, ainsi un vieux moulin devenu bureau de poste.

D'autres recherches portent enfin sur les documents oraux qui concernent l'histoire de l'Occupation en zone interdite, les traditions orales (contes de veillée, musique et chansons), les arts et traditions populaires (les « Géants » des carnivals), l'enseignement du flamand et l'histoire des revendications flamandes...

P.-B. M.

le recueil

des articles et documents

publiés dans « l'éducation »

de 1977 à 1980 est paru

18 F

par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de « l'éducation »
CCP 31-680 34 F La Source

*La société bouge,
l'école aussi!*

Fondateur de l'Institut Pédagogique National, Louis CROS aborde dans ce livre les bases de l'éducation, ses champs d'application et ses objectifs. Dans une société en mutation biologique et sociologique, tendue vers un avenir incertain, quel doit être le projet d'une pédagogie adaptée aux besoins de l'enfant?



Louis CROS
160 pages
Collection E3
Prix: 48 F

casterman

ETE 82

A L'ETRANGER

*séjours linguistiques et
sportifs - 10-20 ans*

USA  **URSS**

ALLEMAGNE

IRLANDE ESPAGNE

GRANDE - BRETAGNE

Comité d'Accueil

de l'enseignement public

TOUR PALATINO

17 AV. DE CHOISY

75643 PARIS Cédex 13



584.12.55

à partir de

1800^F



Deux semaines
tout compris,
dans un village
de vacances
à Calvi en Corse.
Planches à voile,
repas avec
table de plus
de 40
hors-d'œuvre,
bungalows,
animation,
sports.

Possibilité départs de Paris

Demande de
documentation complète.

**CLUB
OLYMPIQUE**

3, rue de l'Échelle, 75001 PARIS - Tél. 260.31.62

Licence État 435

M.

Adresse

Code postal

E 413

Comme dans nos précédents numéros spéciaux, cette rubrique « à votre service » ne comporte que les renseignements présentant un caractère d'actualité. Notre prochain numéro, daté du 18 mars, traitera de tous les sujets habituels.

au B. O.

— on publie —

■ **UN NUMÉRO SPÉCIAL DU B.O. n° 2** contenant les modifications intervenues dans la présentation des listes publiées le 17 septembre 1981, concernant les **habilitations à délivrer les diplômes nationaux de troisième cycle** :

- diplômes d'études approfondies (DEA) et doctorats de troisième cycle ;
- diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) ;
- diplômes de docteur-ingénieur ;
- diplômes pouvant être organisés jusqu'en 1982 en vertu d'accords antérieurs à 1978.

— on précise —

■ **LES PROCÉDURES** d'examen des candidatures des instituteurs et institutrices en vue de l'admission aux **stages de l'éducation spéciale** : adaptation scolaire

et éducation spéciale, psychologie scolaire (note de service du 1^{er} février 1982 - B.O. n° 6).

— on complète —

■ **LES TEXTES** sur l'ensemble des modalités d'exonération, d'utilisation et de contrôle de la **taxe d'apprentissage**, campagne 1982 (note de service du 3 février 1982 - B.O. n° 6).

— on annonce —

■ **L'OUVERTURE** d'une session d'examen du diplôme d'Etat de **conseiller d'éducation populaire** première partie (arrêté du 25 janvier 1982 - B.O. n° 6).

■ **LA CRÉATION** d'un **CAP de facteur d'orgues** (arrêté du 8 décembre 1981 - B.O. n° 6).

agenda

— stages —

■ **La direction régionale du Temps Libre/Jeunesse et Sports de l'Île-de-France** organise les stages suivants :

- **Initiation à l'art dramatique**, au Centre régional d'éducation populaire de Chateaufort-Malabry, du 27 mars au 2 avril. Ce stage, agréé DEFA et animé par des conseillers techniques et pédagogiques, permettra aux participants de développer leurs propres moyens d'expression et d'invention par la pratique d'exercices individuels et collectifs. Participation financière : 400 F (tout compris) ;
- **Stage de découverte de la forêt**, à la base de plein air de Bois-le-Roi, en forêt de Fontainebleau, du 29 mars au 3 avril. Ce stage, agréé BAFA et animé par des conseillers techniques et pédagogiques « Nature et Environnement », associera observations, visites commentées, travaux personnels et travaux de groupe. Participation financière : moins de 400 F (hébergement compris).

bergement compris).

Pour tous renseignements complémentaires et inscriptions : direction régionale d'Île-de-France du Temps Libre/Jeunesse et Sports, 6-8, rue Eugène-Oudin, 75013 Paris. Tél. : 584-12-05, p. 532 et 533.

— débats —

■ **Huit jours de solidarité avec le tiers monde** organisés par l'association Artisans du monde, du 20 au 28 mars, salle des expositions à l'ancienne gare de la Bastille. Différents problèmes tels que la paix, l'agriculture écologique, la communication, la faim y seront traités, avec présentation de certaines alternatives à partir d'expériences concrètes vécues. Au cours de la journée du 27 mars, des expositions, des projections, des débats, seront animés par les associations UCOD-DEP, Frères des hommes, Terre des hommes, Artisans du monde sur le thème

« Solidarité contre la faim dans le monde » :

• Salle des expositions-Bastille, de 11 h 30 à 20 heures :

Mieux se nourrir ici, vaincre la faim là-bas : des expériences concrètes dans un quartier, dans une entreprise, une école, viendront illustrer ce qu'il est possible de faire ici pour commencer à lutter contre la « malbouffe mondiale » ;

Alternatives au mode de développement sur le plan technologique et économique : description de réalisations dans le domaine de la production autocoûtée ;

Alimentation des nourrissons : l'allaitement au biberon, largement imposé par les pratiques publicitaires des grandes firmes, fait des ravages dans le tiers monde. Mais, ici, ne se fait-on pas également piéger par des discours et des préjugés, qui nous rendent aussi dépendants de ces firmes, à notre détriment ?

• Hippodrome de Pantin, de 19 h 30 à 21 heures, **prise de parole à propos du thème de la faim** : quelles alternatives à l'aide alimentaire, à la coopération, comment produire autrement ici et ailleurs ? La soirée s'achèvera avec un programme musical.

Artisans du monde organise également **une semaine cinéma, du 17 au 23 mars**, au Saint-Séverin (12, rue Saint-Séverin, Paris 5^e) sur le thème « Ces pays de la faim qui nous font vivre » ; chaque jour, un film différent sera projeté. Séances à 14, 16, 18 et 20 heures, celle-ci étant suivie d'un débat.

Pour tous renseignements sur ces différentes manifestations : Artisans du monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris. Tél. : 878-55-54 (permanence de 11 à 19 heures, du mardi au samedi).

— notez aussi —

■ **Un échange scolaire de trois mois avec le Canada**. C'est ce que propose l'association AFS-Vivre sans frontière, avec le concours des ministères de l'Éducation de l'Ontario et de l'Alberta, aux lycéens et lycéennes français actuellement en classe de seconde. L'expérience se situe dans un cadre familial et scolaire : de mi-septembre à mi-décembre 1982 pour le jeune Français au Canada, de mi-mars à mi-juin pour le jeune Canadien en France. Cette expérience permettra à chacun de découvrir un autre pays, une autre culture, tout en poursuivant normalement ses études. La contribution financière de la famille est fixée, selon les ressources du foyer, de 3 500 à 7 000 F. **Clôture des inscriptions pour l'année 1982-1983 : 20 mars 1982**. Renseignements et inscriptions : AFS-Vivre sans frontière, 69, rue de Rochechouart, 75009 Paris. Tél. : 285-04-64.

"ÉDUCASSETTE" BARTHE

Enregistreur-Lecteur Cassette Mono

18 Watts efficaces



Réalisé pour : l'Enseignement
le "Public Address"
la Sonorisation



Au dos : grand haut-parleur 15x23 incorporé
Mallette robuste, bois gainé 30x20x22, 5,5 kg



Remise aux Membres de l'Enseignement

Éts J. D. BARTHE - 53, rue de Fécamp, 75012 PARIS

Tél. 343.79.85 - 345.84.15

L'INÉGALABLE
TENTE PNEUMATIQUE "IGLOO"
MONTAGE COMPLET 3 MINUTES
ANNEXE pour CARAVANE



LA TENTE LA PLUS
PRATIQUE
IDÉALE POUR
ITINÉRANTS



Demandez le CATALOGUE SPÉCIAL au Service 24 c / 2 timbres
Éts BECKER - 94, route Nationale 10 - 78310-COIGNIÈRES

A l'intention de vos élèves une enquête éducative sur l'eau



L'eau est un des éléments les plus indispensables à la vie. Vous êtes déjà nombreux à en avoir pris conscience qui depuis plusieurs années étudiez ce thème avec vos élèves. C'est pour répondre à ce besoin d'information et pour vous aider dans votre rôle d'éducateur que la société des eaux minérales d'Évian vient d'éditer à votre intention un document intitulé :

"Enquête sur l'eau de boisson"

Ce document non publicitaire⁽¹⁾ est constitué de trois supports :

1. -Un dossier "le droit à l'information" sur l'ensemble des produits de la société et les questions qu'ils posent servant de base documentaire aux enseignants⁽²⁾.
 2. -Six fiches d'enquête destinées à guider la recherche personnelle des élèves, sous la conduite de leur professeur, retraçant le cycle de l'eau dans la nature, sa composition, sa filtration, son transport, ses contrôles, son importance pour la santé.
 3. -Douze diapositives illustrant les fiches.
- Le service relations consommateurs de la société des eaux minérales d'Évian - 104, Avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly Sur Seine - vous le fera parvenir contre la somme de 15 francs en timbres-poste, jointe à votre demande, pour frais de tirage et de port (premier tirage limité à 1000 exemplaires).

(1) S'adressant plus spécialement aux enfants des C.M., 6^è et 5^è.

(2) Ce dossier, réalisé à l'intention des Organisations de Consommateurs, des journalistes et spécialistes de la nutrition, peut être envoyé seul sur simple demande.

pour
vos
cours
de
puériculture



La Société des Eaux minérales d'Évian vient d'éditer un dossier pédagogique « Conseils en puériculture » destiné en priorité aux élèves des classes d'économie sociale et familiale. Il est composé de trois parties :

- une série de 20 diapositives sur l'hygiène du bébé et la préparation du biberon ;
- des fiches « Grande sœur et Maman » ;
- un dossier de présentation des produits Évian : « Le droit à l'information ».

Pour recevoir l'ensemble de ces documents, adressez le bon-réponse à Service consommateurs - Eaux minérales d'Évian - 104, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly, avec un chèque de 30 F à l'ordre de la S.A. Évian pour frais de tirage et de port. « Le droit à l'information » peut être envoyé seul et gratuitement.



Je désire recevoir le dossier
« Conseils en puériculture »

mon nom : M. Mme Mlle

mon adresse : rue

Code postal : ville

Ci-joint un chèque de 30 F à l'ordre de la S.A. Évian

locations (offres)

- Risoul 1 850 m, studio tt cft, pd pistes, 4-5 pers., mars, avril, juil. T. (23) 69-14-65.
- Jura-Jougne, 1 020 alt., front. Suisse, mblé tt cft, 2 ch., cuis., bns, cour., jard., prox. forêts, nomb. excurs., tte sais. Écr. Polblanc, inst. ret., 25370 Jougne.
- 64-Pyrénées, 1 600 m, studio tt cft 4 p., vac. été, calme, for. LATOUR, 17700 VANDRÉ. T. (46) 07-12-67 ap. 17 h.
- Coll. I. 2-Alpes 1 600-3 600 m, ski, studio 5 pers., pd pistes, vac. Pâq., 3-18/4. T. (76) 25-15-69, heures repas.
- 34-Grande-Motte, F 2 tt cft 4-5 pers., 150 m plage, Pâq., mai, juin, juil., sept. Becker J.-P., 22, rue Delacroix, 10100 Romilly-sur-Seine.
- Haute-Savoie, chalet « LES GAUD », 74200 REYVROZ, APPARTEMENTS TT CFT, PAQUES, PRIX AVANTAGEUX. T. (50) 73-80-55.
- Pays Basque : 1) ANGLLET-CHIBERTA, prox. plage, ds villa, appt 4/5 pers., tt cft, ds for. de pins, très calme. 2) Biarritz, prox. gde plage, studio 2/3 pers., tt cft, très calme. Écr. Jean Moulia, 72, r. Raynouard, 75016 Paris. T. (1) 647-54-00 p. 273 ou (3) 489-16-36.
- Env. Annecy, studio hiv.-été. T. (37) 82-65-70.
- Montpellier-Nord, F 3 mblé, cft, vue, 4/5 pers., plages proches, juil. 2 000, août 2 600. Weiss, 34140 Montbazin.
- 64-Gourette 1 400 m, ski, soleil, studio 4 pl., équipé tte sais., sem. Pâq. 1 100 F, juil., août, 2 sem. 1 300. T. (59) 63-04-39.
- TOURAINE, 5 km TOURS, près Loire, 4 pers., gd cft, télé, jard., terrasse, gar., tél., juil. T. (47) 51-01-94.
- 38-VILLARD-DE-LANS, studio 3/4 p., r.c. villa, sem., qz. T. (76) 95-02-81 soir.
- 74-Chapelle-d'Abondance 1 060 m, station familiale, loc. appts dès le 27 mars, été. C. Laborde, Bol. B 2, 74140 Douvaine. T. (50) 73-02-31 ou 94-06-58.
- 05-Merlette, F 2-F 4, ski + été ; + villa Océan (17) août et Ré sept. T. (46) 34-75-87.
- Isère, prox. lac., mais. 7 pces, tt cft, jard., juil., août. T. (76) 91-01-82.
- Vosges, mais. camp. mblée 3 pers., ms/qz., juil., août, sept. T. (29) 57-20-03.
- Espagne-La Pineda de Salou, appt tt cft 4/5 pers., imm. gd stand., 30 m plage, vue impren., tt comm., prox. tennis, équit., mai à oct., cond. int. T. (6) 934-37-47 soir.

• Espagne. Vac. Salou, 100 m mer, appt, 2 ch., sèj., loggia, juin, sept. 2 500, juil. 3 750, août 4 000. T. (1) 899-46-07 ap. 18 h.

• Espagne, Benidorm-Alicante, vac. print.-été, studio 3-4 lits, pisc., tennis, prox. mer ; Salou, studio 3-4 lits, bd mer. Écr. P.A. n° 158.

• 29-Sud Guilvinec, port plage en tte sais., div. loc. tt cft. T. (98) 84-62-75.

• Savoie, chalet ou studio près pistes, Pâq., été, calme, vue. T. (79) 32-64-60.

• Sud Espagne, Mar Menor, appt 4 pers., cft, vue magn., plage 150 m, sports. Mme Piquet, rue Libération, 77920 Samois/Seine. T. 424-67-24.

CONDITIONS D'INSERTION

- 28 F (T.V.A. INCLUSE) LA LIGNE de 40 caractères, signes ou espaces, composition standard.
- EN SUS : cadre - 2 lignes ; filet - 1 ligne ; effets de composition + 20 %.
- POUR LES ABONNÉS : 50 % de réduction pour 5 lignes annuelles sur production de la bande d'abonnement à L'ÉDUCATION.
- RÉGLEMENT : joindre à la demande d'insertion le règlement correspondant par chèque bancaire, postal (les 3 volets) ou mandat-lettre au nom de L'ÉDUCATION. Factures établies seulement sur demande.
- FRAIS DE DOMICILIATION AU JOURNAL : cinq timbres à 1,60 F joints à la demande d'insertion.
- RÉPONSE AUX PETITES ANNONCES DOMICILIÉES AU JOURNAL SOUS UN NUMÉRO : mettre chaque réponse dans une première enveloppe TIMBRÉE portant uniquement le numéro de l'annonce. Placer cette enveloppe affranchie et cachetée dans une seconde enveloppe à l'adresse de L'ÉDUCATION, Service des Petites Annonces, 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 PARIS. ATTENTION ! LE COURRIER INSUFFISAMMENT AFFRANCHI NE POURRA ÊTRE TRANSMIS.

Pour louer, vendre, acheter, échanger, prenez contact avec vos collègues par l'intermédiaire de nos Petites Annonces, championnes du rendement...

• 19-Beaulieu, prox. riv., ferme ds gd parc, tt cft, juin, juil., 4/5 pers. Peyral, 4, av. Lobbe, 19120 Beaulieu.

• Mandelieu-Napoule près Cannes, gd 2 p., stand., terr. ds parc, pisc. privée, gar., avril à déc., mois ou part. T. 328-81-90 soir.

• 73-Val Cenis, ds chalet 4/5 pers., 1 500 m, pl. sud, pd pistes, Pâq., 27-3 au 3-4. T. (47) 24-25-20.

• Arcachon, mais. 4/5 pers., Pâq. à sept. T. (56) 36-02-84 ap. 18 h.

• 30-Grau-du-Roi, studio 4 pers., gde loggia, 200 m plage, août 3 800, sept. 2 500. Buisson Y., 80 Les Cottages, 26100 Romans.

• Ménuires, st. 3 p., 27-3 au 3-4. T. (21) 20-32-53.

• 05-Vars-Claux, st. 4 p., s/pistes, print., neige, été. T. (42) 22-21-08 soir.

• 67-Wangenbourg, F 2 tt cft, tr. b. site, juin à oct., 800 F/qz. T. (88) 87-10-99.

• Altier-Lozère, prox. riv., calme, mais. mblée, 2 pces + s. eau, tt cft, août. Écr. Journet, 63, rue Crillon, 69006 Lyon.

• Hyères-Var, appt mblé et indép., tt cft, 4 pers., ds villa, jard., juil. Lassarat, 40, rue Diderot, 94300 Vincennes.

• 66-Ft-Romeu, prox. lycée, F 3 tt cft, Pâq., juil., août, sept., qz. ms. Fourtanier, Rte Toulouse, 81500 Lavaur. T. (63) 41-30-09.

• 34-GRANDE-MOTTE, studio, août. Cougnenc, 13, rue Baudrigue, 11000 Carcassonne.

• Chamonix, studio 4 pers., Pâq. 18-4 au 3 mai, été. T. (29) 37-15-08.

• 1) Prox. Chamonix, chalet, sèj., cuis., 4 ch., s.d.b., jard., vue Mt Blanc, juil., 1-15/8.

2) Sanary-Var, appt tt cft ds imm. mod., bd mer, sèj., 2 ch., s.d.b., cuis., juil., août. Cart, 25, bd Arago, 75013 Paris. T. 587-21-26.

• Périgord, mais. camp., calme, ttes pèr., sf août. Camberou H., 24130 La-Force.

• 66-Prades 350 m, appts ds villa, 2 ch., cft, draps, jard., gar. T. (68) 54-76-50.

• Nice, F 3 villa, jard., calme, 3 (+ 2) pers., Pâq. 2 000 F, 15 j. juil. 2 500 F, août 5 000 F. Candia, 97, bd Mantéga-Righi, 06100 Nice.

• Espagne-15 km plages VALENCIA, villa 4-5 pers., jard., pins, juil. 3 000 F, août 3 500 F. Mme Dubourdieu, Avenida del Cid, n° 32 puerta 14, Valencia 18.

• 30-Corconne, 20 km Cévennes, 40 km mer, mais. camp. caract., 5 ch., terr. couv. 40 m², 2 s. eau, sèj., gar., jard., dép., tt cft, juil., sept. Potin, 16, r. Saladelles, 13200 Arles.

• Océan-Pyrénées, mblés tt cft : 1) Biarritz, cent. plage ; 2) Bagnères. Écr. Lagarde, 33, Parc Vignaux, 65200 Bagnères-de-Bigorre.

• Antibes, prox. mer : 1) r.d.c. villa, 2 pces, s.d.b., jard., 5 pers. 2) appt 2 pces, s.d.b., gar., 4 pers., juin, juil., août ou sept., 3 000 F. T. 74-24-02.

• Espagne-Cullera, appt, mer, 50 m plage, 5 pers., gde terr., avril à juil. T. (31) 20-07-43.

• 13-La Ciotat, F 2 villa 4 p., tt cft, calme, mars, oct. T. (42) 83-61-78.

• 83-Hyères, coll. I. F 2 ds villa cft 4 pers., jard., juillet-août. T. (94) 57-48-71 h.b.

• 66-St-Cyprien Plage, gd F 4, vue port et mont., 100 m plage, 7-8 pers., 2^e qz. juil., août, sept. Écr. P.A. n° 159.

• 14-Cabourg, villa 5 p., juil. T. 328-82-52 après 17 h.

• 12 km Nice, appt mblé, 2 p., calme, pisc. privée, cuis., s.d.b., ttes pèr. Écr. P.A. n° 160.

• 1) ST-RAPHAËL, log. ind. ds villa, gde loggia, terr., vue mer, jard., très calme, 400 m centre, 700 m mer, 4 p. gar., août 3 900, sept., oct., nov., 2 000. 2) FRÉJUS-PLAGE, log. ind. ds villa, jard., 300 m pl., ts comm. à prox., 4 p., j. 3 600, a. 3 900. T. (94) 95-43-12.

• 07-1 km Aubenas, appt 2/3 pers., r.d.c. villa, indép., vue impren., tt cft, juil. T. (75) 35-40-38.

• 83-BANDOL, appt 6 pers., vue baie, tout équipé, linge fourni, avril. T. (35) 70-30-62.

• Le Pouliguen, côte sauv., villa tt cft 4/6 pers., juil., sept. BOUVIER, 25, rue de Bouvines, 72000 Le Mans. T. (43) 28-14-61.

• 64-5 km Oloron-Ste-Marie, mais. tt cft 4/5 pers., jard., août, sept. T. (6) 403-32-07 soir.

• 06-Cagnes, F 2, gd studio, plage, à l'année. T. (27) 44-50-66 soir.

• 44-Ste-Marguerite-de-Pornichet, villa F 3 tt cft 6 pers., ds parc, 100 m plage, août. Écr. P.A. n° 161.

• Prof. I. F 2 tt cft Nice-ouest, juil. 1 900, août 2 100 F tt comp. VERAN, Lou Cigalou, rue Plein-Soleil, 83200 TOULON.

• 40-Hossegor, villa 6-7 pers., lac, mer, for., terr. 1 300 m², août. T. (47) 54-27-87.

• Grau-du-Roi, 100 m plage, P 2 tt cft, ts ms. Lopez, Peyremale, 30160 Besseges.

• Espagne, Médit. Javea (sud Val.), Rosas (c. Brava), belles plages, appts, villas, px int. juil. Hôtels et loc. en FRANCE, ESPAGNE, ITALIE, YOUGOSLAVIE, PORTUGAL. Mme Schoenberg, 8, rue R.-Parthélémy, 92260 Fontenay-aux-Roses. T. 350-19-94.

• Plage Méditerranée, loc. Mobil-Homes bungalows, Boisset, 34 Sérignan. T. (67) 32-26-17.

• 06-St-Jeannet, appt tt cft ds villa prov., Pâq., sept. Écr. R. Fardel, lycée Eucalyptus, 06200 Nice.

• 6 km Grèoux-les-Bains, villa 6-7 pers., au calme, tt cft, août 3 600 F. Écr. Decugis, 371, av. R. Guillemard, 83140 Six-Fours. T. (94) 25-03-89.

• Provence, mais. vill. avec jard., juil., août, 20 m plages Camargue, terr., chem., 4 pces tt cft. T. (66) 80-93-13. Gouirand, Aujargues, 30250 Sommières.

• Nice, mblé cft, stand., 2 p. + cuis., mois 5 à 10. Bourguignon, rue Bérard, 39330 Mouchard.

PENSEZ A VOS VACANCES

Rég. Sud-Ouest. Belle plage de sable fin 3 km. Les pins, les dunes. Climat tempéré. Demandez listes locations été. Joindre timbre pour réponse.

Agence TALON, Mme Daugas, gérante libre, B.P. 20, 17110 Saint-Georges-de-Didonne. T. (46) 05-07-36.

• Corse-du-Sud, studios, bungalows, mblés 71 à 85 F/j. tt comp. 2-4 pers., mai, juin, sept., oct. Porcu J., Armentaja, 20137 PORTEVECCCHIO. T. (95) 70-17-95.

• 05170-ORCIÈRES, 1 450 alt., appt ds mais. vill., ski, promenades, Pâq., été, sem., qz., ms. Blanc, Rue Ch.-Aurouze, 05000 Gap. T. (92) 52-37-64.

• 05-St-Jean-St-Nicolas, appt r.d.c. ds villa, tt cft 4/5 pers., prox. ski piste-fond, pêc. truite, vac. scol. Pâq. Blanc-Gras, 05260 Chabottes. T. (92) 55-91-03.

locations (demandes)

• Cple ensgt, enf. 10 ans ch. studio Paris août. La Gall, 9, rue Duret, 29200 Brest.

échanges

• Mais. 15 km mer Bretagne c/appt mont. Noël 82. T. (98) 90-26-09.

• Haut-Oisans, chalet juil. 6 p. c/équiv. Ré-Oléron, côte Bret. sud. Écr. P.A. n° 162.

REMORQUES - ATTELAGES - VOITURES

REMORQUE FRANC OCEAN

49170 ST-GEORGES sur LOIRE
TEL : (41) 41-10-55 (5 lignes)

• Annecy, appt 4/5 pers. 15 jours/3 semaines entre 10-7 et 30-8. c/sim. Vendée, c. Basque Corse. T. (50) 57-65-96 soir.

• Des vacances économiques et réussies se préparent tôt. 40 pays vous attendent. Intervac, 55, r. Nationale, 37000 Tours.

• Échanger logements, vac. en Angleterre et Danemark. Écr. E.V.E., New Barn House, Toft Road, Kingston, Cambs, GB.

ventes

• Drôme-20 km Montélimar, jol. mais. gd cft, 115 m², séj., chem., 3 ch., s.d.b., cuis., gar., terrasse, vue s/1 500 m², accès pisc. privée, 550 000 F. Delmas, notaire, Puy-St-Martin. T. (75) 75-40-58 ou 90-13-68.

• Sud Drôme, pays de la lavande, beaux terrains à bâtir, viabilisés, vue exc., 1 250 m², 150 000 F. Delmas, notaire, Puy-St-Martin. T. : (75) 75-40-58 ou 90-13-68.

• 30 km Verdun, (55), 5 p. cft, dép. T. (51) 69-98-38.

• Port-Leucate, coll. vd appt tt cft, F3 mblé, prox. mer. T. (20) 95-37-10 soir.

• Pour construire dépt Hérault, pav. artisanal du sud. T. (67) 77-00-45 Florensac.

• 11-Leucate, vil. terr., carav., 700 m², 1,5 km plage, vue étang + mer, constr. ds l'avenir, eau, 70 000 F. T. (58) 57-83-56.

• Lignières-Cher, vds belle mais. rur. rest. de gros œuvre, ind., joli terrain, site plaisant, non isolée, 160 000 F. « Restaurer en Berry », 18 Touchay. T. (48) 60-00-09.

• 92-Clamart, vds t. b. studio, état impec., cuis. eq. et indép., 32 m², balc. 7 m² + cavo + park., tr. calme, côté jard., vue dégagée, imm. stand. 73, prox. comm. et SNCF 7 mn Montparnasse, 5 mn bois., px 360 000 F. T. 566-31-67 bur. et 554-87-71 dom.

achats

• Prof. ach. cpt appt F3 ou F4, bien situé, prox. mer, préf. côte varoise. Écr. P.A. n° 163.

Voyages de fin d'études
NAOURS (Somme)
entre Amiens et Doullens
GROTTES-REFUGES III^e siècle
VIEUX METIERS - MOULINS A VENT
Parc de jeux - Buvette - Pique-nique
Prix scolaires
Renseignements
Grottes NAOURS, 80114 - Tél. (22) 93-71-78

suite p. 64

METRO DUPLICATEURS S.A.

50, RUE ÉTIENNE-MARCEL, PARIS 2^e - TÉL. 236.38.30

THERMOFLEX

Thermocopieur pour l'établissement en quelques secondes d'un cliché hectographique - transparent si on le désire - pour duplicateur à alcool, d'un transparent pour la projection par rétro-projecteur, d'un thermo-stencil pour duplicateur à encre. Autres fonctions : monocopie, plastification.



MAJOR II Portable :

Duplicateur à alcool manuel en coffret portable avec poignée de transport. Réglage de la force d'impression. Débrayage automatique du rouleau de pression. Format maximum : 240 x 345 mm. Sur option : Rampe d'injection de la solution alcoolisée, housse.



METRO, UN ENSEMBLE COMPLET DE REPRODUCTION

DOCUMENTATION GRATUITE E SUR SIMPLE DEMANDE

Le BAIN LINGUISTIQUE®

plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie...



Publicité Orbis

Multiplés formules de séjours en :
 Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande, Ecosse, Autriche, Italie, Malte, Japon, USA, Mexique, Turquie, Ceylan,

L'Association "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de "Bain Linguistique" de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec pratique de sports, etc., pour scolaires, étudiants et adultes. "Mini B.L.", de 8 à 12 jours ou Séjours d'Établissement, 3 à 6 jours sous la conduite des professeurs de l'établissement, pendant la période scolaire. En Angleterre, Allemagne, Espagne, Italie, etc...

S.I.L.C. accepte avec plaisir la collaboration de collègues comme correspondants locaux en France et professeurs-inspecteurs à l'étranger.



Pour tout connaître sur cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (service 162)
 16022 ANGOULEME CEDEX
 Bureaux à PARIS :
 (1) 250.71.20 et 583.85.11
 NORD : (20) 05.34.70
 EST : (8) 396.11.74
 RHONE ALPES : (76) 42.74.76
 SUD EST : (42) 27.88.42
 SUD OUEST : (61) 21.68.17 et
 (56) 91.62.74
 BRETAGNE : (40) 70.46.71
 CENTRE : (55) 76.31.47
 NORMANDIE : (35) 88.63.70

petites annonces

hôtels - pensions

- BRETAGNE, Hôtel des Arcades, 22380 Saint-Cast, 2** et logis de France, t. b. situé, 50 m plage, ch. avec dche et wc, pens. compl., 105 à 138 F net, menus copieux et variés. Devis env. avec plaisir. T. (1) 745-03-83 ou été (96) 41-80-50.
- LAC D'ANNECY-HOTEL ARCALOD, gd parc. DOUSSARD, 74210 Faverges. T. (50) 44-30-22. SKI 12 km. Px pens. de 115 F à 135 F TTC. Px spéc. groupe.
- LABENNE (Côte sud des Landes) vraies vac. entre océan et forêt de pins, plage de sable fin, baign. surv., 13 juin au 5 sept. Fêtes champêtres. Hôtels-loc. mblés, camping-caravaning-bungalows. Écr. en se recommandant de la revue à L'OFFICE DE TOURISME, place de la mairie, 40530 Labenne. T. (59) 31-40-99 les mardi et vendredi.
- 74470 LULLIN, ski/repos hiv., été. Hôtel Poste. T. (50) 73-81-10. Prix : 100/125 nets.

correspondance scolaire

- Ass. rech. directeurs de c.v. hab. 250 km Paris maxi, Suisse ou Espagne, juil. ou août pet. effect., réelles compét. tech. et éducatives. T. 500-13-41.
- Assoc. rech. directeurs de c.v. en Suisse Pâq. zone Paris, pet. effect., réelles compét. techn. et éducatives. T. 500-13-41.

divers

- Découvrez la Tunisie cet été par la mer sur voilier 10 m, cft, tr. équipé, part. frais mod., doc. s/dem. T. (92) 21-19-67.
- ENGLISH PAPERBACKS also LADYBIRDS (Childrens). Service postal rapide. Notre catalogue gratuitement s/commande. MOSS' BOOKS-HOP, Woodhouse Eaves, Leics, England.
- Randonnée pédestre Lubéron-Hérault, Pâq., acc. à tous. Nicollet, guide, 34380 Viols.
- Chasse chez agriculteur lundi, mercr., bois,

plaine tous gibiers, bonne amb., 120 km Paris sud, rég. boisée Nemours. T. 346-82-04.

• Jura, équitation, langue, stages pour jeunes 12 à 18 ans, par jour : 3 h équit., 3 h atelier (cuir, tissage, poterie) ou cours de langue anglais., franç., par stage 1 randonnée de 4 jours. Centre agréé par Jeunesse et Sport. Ranch Reculotte, 25390 Orchamps-Vennes. T. (81) 43-53-07 ou 43-55-55.

• Avec un guide du pays, découvrez la Camargue et sa région. La Manadière M.F.V. organise votre séjour, visites culturelles et touristiques guidées et commentées sur demande. Documentation : La Manadière M.F.V., 30740 Le Calar. T. (66) 88-02-42.

STAGES PHOTO ÉTÉ 82 avec RANDONNÉES pédestres et découverte de la FLORE dans les ALPES du SUD. Écr. Carpentier, 14, av. P.-Martin, 04000 DIGNE.



PRÉPAREZ CHEZ VOUS l'entrée dans les écoles d'

INFIRMIÈRES

assist. sociales, sages-femmes, kinésithérapeutes, laborantines, aides-soignantes, auxil. de puériculture, inf. psychiatrique, etc. Documentation ENF. gratis s. demande.

INSTITUT FRANÇAIS (privé)
 15700 Pleaux. Tél. (71) 40-43-17.

NOUS EDITONS

VITE ET DIFFUSONS BONS MANUSCRITS
 EDITIONS REGAIN .. MONTE-CARLO

RELATIONS AMICALES

correspondance, rencontres, sorties toutes régions, tous âges, milieux divers, c/3 timbres. RENAISSANCE, B.P. 2366 Cedex Marseille 02

DOULEURS

RHUMATYL, baume naturel (plantes curatives de Provence), soulagement immédiat. VEINOL, crème active aux plantes : varices oedèmes, hémorroïdes. Doc. détail, c/3 timb. RENAISSANCE E, BP 99, 13024 MARSEILLE Cdx 1.

Changez de literie !

VOTRE LITERIE COMMANDÉE LE MATIN, LIVRÉE LE SOIR MÊME !



matelas à ressorts et latex • sommiers tapissier et à lattes de bois • dimensions en stock : 140 x 190 et 90 x 190 • toutes dimensions sur commande • lits rétro dorés, cuivre et laiton • salons rustiques • salles de séjours • chambres à coucher merisier et chêne.

CRÉDIT A VOS MESURES DE 6 A 36 MOIS (après acceptation du dossier)

39 MEUBLES 39 le magasin au store rouge bis bd BARBÈS PARIS 18^e ☎ 258.88.89

Dictionnaire Le Robert. Le grand roman des mots.

Le Petit Robert 1 est bien entendu très complet du point de vue linguistique. C'est pourquoi il est indispensable.

Rédigé avec une grande sensibilité littéraire, le Petit Robert 1 raconte l'histoire des mots, établit leurs liens et illustre leurs aventures. Il restitue toute la vie du langage et non son simple squelette.

C'est le livre des nuances et des émotions de la langue. C'est pourquoi on l'aime.

